



Société Anonyme, au capital de 1 000 000 €  
Siège social : Rue du Moulin de la Buie – 49310 Montilliers  
RCS Angers 305 273 724

## DOCUMENT D'INFORMATION

Euronext Growth est un marché géré par Euronext. Les sociétés admises sur Euronext Growth ne sont pas soumises aux mêmes règles que les sociétés du marché réglementé. Elles sont au contraire soumises à un corps de règles moins étendu, adapté aux petites entreprises de croissance. Le risque lié à un investissement sur Euronext Growth peut en conséquence être plus élevé que d'investir dans une société du marché réglementé.

Le présent Document d'Information ne constitue pas un prospectus au sens du règlement européen (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé.

Le présent Document d'Information a été établi sous la responsabilité de l'Emetteur. Il a fait l'objet d'une revue par le Listing Sponsor et d'un examen par Euronext de son caractère complet, cohérent et compréhensible.



*Conseil et Listing Sponsor*



*Teneur de livre*

Des exemplaires du présent Document d'Information sont disponibles sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site d'Euronext ([www.euronext.com](http://www.euronext.com)) et sur celui de la Société ([www.grolleau.fr](http://www.grolleau.fr)).

# SOMMAIRE

RESUME DU DOCUMENT D'INFORMATION.....	8
PREMIERE PARTIE.....	22
1. PERSONNES RESPONSABLES .....	22
1.1. Responsable du Document d'Information .....	22
1.2. Attestation de la personne responsable .....	22
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES .....	23
2.1. Commissaire aux comptes titulaire.....	23
2.2. Commissaire aux comptes suppléant .....	23
2.3. Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés.....	23
3. FACTEURS DE RISQUES .....	24
3.1. Risques liés à l'activité de la Société .....	26
3.2. Risques liés à l'organisation de la Société .....	31
3.3. Risques financiers .....	33
3.4. Risques juridiques .....	35
3.5. Faits exceptionnels et litiges .....	36
3.6. Assurances et couvertures des risques .....	36
4. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE .....	37
4.1. Histoire et évolution de la Société .....	37
5. DESCRIPTION DES ACTIVITES.....	38
5.1. Historique du développement de la Société .....	38
5.2. Description générale de l'activité .....	39
5.3. L'offre de produits .....	40
5.4. Un groupe reposant sur de solides fondamentaux.....	45
5.5. Axes stratégiques de développement.....	48
5.6. Tendances de marché.....	48
6. ORGANIGRAMME .....	56
6.1. Organigramme juridique.....	56
6.2. Liste des filiales .....	56
7. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE.....	57
7.1. Présentation générale.....	57
7.2. Détermination du résultat d'exploitation .....	57
7.3. Formation du résultat net.....	59
7.4. Commentaires sur le bilan .....	60

<b>8. TRESORERIE ET CAPITAUX.....</b>	<b>62</b>
8.1. Flux de trésorerie .....	62
8.2. Restriction à l'utilisation des capitaux.....	62
8.3. Sources de financement de la Société depuis sa création .....	63
8.4. Sources de financement nécessaires à l'avenir.....	63
<b>9. BREVETS, LICENCES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE .....</b>	<b>64</b>
<b>10. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE .....</b>	<b>65</b>
<b>11. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE</b>	<b>66</b>
11.1. Dirigeants et administrateurs .....	66
11.2. Direction de la Société .....	67
11.3. Conventions de services .....	67
11.4. Comités d'audit et de rémunération.....	67
11.5. Gouvernement d'entreprise .....	67
11.6. Contrôle interne.....	67
11.7. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale	67
<b>12. REMUNERATIONS ET AVANTAGES.....</b>	<b>68</b>
12.1. Rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux .....	68
12.2. Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux .....	68
12.3. BSA ou BSPCE ou autres titres donnant accès au capital attribués aux mandataires sociaux	68
<b>13. SALARIES .....</b>	<b>69</b>
13.1. Nombre de salariés et répartition par fonction .....	69
13.2. Participations des salariés dans le capital de la Société .....	69
<b>14. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....</b>	<b>70</b>
14.1. Répartition du capital et des droits de vote à la date du Document d'Information .....	70
14.2. Droits de vote des principaux actionnaires.....	70
14.3. Contrôle de la Société .....	70
14.4. Accords pouvant entraîner un changement de contrôle .....	70
14.5. Pacte d'actionnaires.....	71
14.6. État des nantissements.....	71
<b>15. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....</b>	<b>72</b>
15.1. Conventions conclues avec des apparentes .....	72
15.2. Rapports du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées établis au titre des exercices clos les 31 mars 2020 et 31 mars 2021.....	72

<b>16. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR .....</b>	<b>75</b>
16.1. Bilan et compte de résultat semestriels établis au 30 septembre 2021 (normes françaises – données non auditées – 6 mois) .....	75
16.2. Comptes annuels établis au 31 mars 2021 (normes françaises) .....	79
16.3. Comptes annuels établis au 31 mars 2020 (normes françaises) .....	99
16.4. Vérification des informations financières historiques.....	118
16.5. Politique de distribution des dividendes.....	124
16.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage .....	124
16.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale .....	124
<b>17. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>125</b>
17.1. Capital social .....	125
17.2. Acte constitutif et statuts .....	127
<b>18. CONTRATS IMPORTANTS .....</b>	<b>136</b>
<b>19. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC .....</b>	<b>137</b>
<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b>138</b>
<b>20. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE .....</b>	<b>138</b>
20.1. Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante.....	139
20.2. La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société .....	139
20.3. Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'offre .....	140
20.4. Risque d'absence des garanties associées aux marchés réglementés .....	140
20.5. Risques d'absence de liquidité du titre .....	140
<b>21. INFORMATIONS DE BASE .....</b>	<b>141</b>
21.1. Fonds de roulement net .....	141
21.2. Capitaux propres et endettement .....	141
21.3. Intérêt des personnes participant à l'émission .....	142
21.4. Raisons de l'émission et utilisation prévue du produit net de l'opération.....	142
<b>22. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION .....</b>	<b>143</b>
22.1. Nature, catégorie et date de jouissance des actions offertes et admises à la négociation	143
22.2. Droit applicable et tribunaux compétents .....	143
22.3. Forme et mode d'inscription en compte des actions .....	144
22.4. Devise d'émission .....	144
22.5. Droits et restrictions attaches aux actions.....	144
22.6. Autorisations.....	146

22.7.	Date prévue d'émission des actions nouvelles .....	148
22.8.	Restrictions à la libre négociabilité des actions.....	149
22.9.	Règlementation française en matière d'offres publiques.....	149
22.10.	Offre publique d'achat lancée par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours .....	149
22.11.	Régime fiscal des dividendes versés .....	149
<b>23.</b>	<b>CONDITIONS DE L'OFFRE .....</b>	<b>156</b>
23.1.	Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités de souscription 156	
23.2.	Plan de distribution et allocation des actions .....	162
23.3.	Fixation du prix .....	163
23.4.	Placement et garantie.....	163
<b>24.</b>	<b>ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION .....</b>	<b>165</b>
24.1.	Admission aux négociations.....	165
24.2.	Places de cotation.....	165
24.3.	Offres concomitantes d'actions .....	165
24.4.	Contrat de liquidité sur les actions de la Société .....	165
24.5.	Stabilisation.....	165
<b>25.</b>	<b>DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE .....</b>	<b>166</b>
25.1.	Identification des personnes ou entités ayant l'intention de vendre .....	166
25.2.	Nombre et catégorie des actions offertes par les détenteurs d'actions souhaitant les vendre 166	
25.3.	Engagements d'abstention et de conservation des titres.....	166
<b>26.</b>	<b>DEPENSES LIEES A L'OFFRE .....</b>	<b>168</b>
<b>27.</b>	<b>DILUTION .....</b>	<b>169</b>
27.1.	Incidence de l'émission sur les capitaux propres.....	169
27.2.	Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire.....	169
27.3.	Répartition du capital social et des droits de vote .....	170
<b>28.</b>	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>172</b>
28.1.	Conseillers ayant un lien avec l'opération .....	172
28.2.	Autres informations vérifiées par le commissaire aux comptes .....	172
28.3.	Rapport d'expert.....	172
28.4.	Informations contenues dans le document d'Information provenant d'une tierce partie 172	
<b>29.</b>	<b>Glossaire .....</b>	<b>173</b>

# REMARQUES GENERALES

## Définitions

Dans le présent Document d'Information (le « **Document d'Information** »), sauf indication contraire :

- Le terme « **Société** » désigne la société GROLLEAU

## Avertissement

### *Informations sur le marché et la concurrence*

Le présent Document d'Information contient, notamment au chapitre 5 « Description des activités », des informations relatives aux marchés sur lesquels la Société est présente, et à sa position concurrentielle, y compris des informations relatives à la taille des marchés et aux parts de marché.

Le présent Document d'Information contient des informations sur les marchés de la Société et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille des marchés. Outre les estimations réalisées par la Société, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations de la Société proviennent d'études et statistiques d'organismes tiers et d'organisations professionnelles ou encore de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients de la Société. Certaines informations contenues dans le présent Document d'Information sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats.

### *Informations prospectives*

Le présent Document d'Information contient des indications sur les perspectives et axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « penser », « avoir pour objectif de », « s'attendre à », « entendre », « estimer », « croire », « devoir », « pourrait », « souhaite » ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections du Document d'Information et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs de la Société concernant notamment, le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie de la Société. Les informations prospectives mentionnées dans le présent Document d'Information sont données uniquement à la date du présent Document d'Information. La Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le présent Document d'Information, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. La Société opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide ; elle ne peut donc pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

### *Facteurs de risques*

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risques » du présent Document d'Information avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur les activités, l'image, les résultats, la situation financière ou les perspectives de la Société. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la date du présent Document d'Information, pourraient avoir un effet défavorable et les investisseurs pourraient perdre toute ou partie de leur investissement.

## RESUME DU DOCUMENT D'INFORMATION

Avertissement	
<b>Avertissement</b>	<i>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Document d'Information. Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Document d'Information par l'investisseur.</i>
Emetteur	
<b>Dénomination sociale et nom commercial</b>	GROLLEAU
<b>Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d'origine</b>	<p>Le siège social de la Société est situé : Rue du Moulin de la Buie – 49310 Montilliers  Téléphone : +33 (0)2 41 75 88 22  Adresse électronique : <a href="mailto:info@grolleau.fr">info@grolleau.fr</a>  Site Internet : <a href="http://www.grolleau.fr">www.grolleau.fr</a></p> <p>La Société est une société anonyme à conseil d'administration.  Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires françaises en vigueur, notamment par le Code de Commerce, ainsi que par ses statuts.</p>
<b>Nature des opérations et Principales activités</b>	<p>GROLLEAU se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur dans le déploiement de la <i>smart city</i> et plus largement du <i>smart territory</i>. Acteur de référence et leader depuis plus de 70 ans dans la conception, la fabrication et l'intégration d'armoires métalliques d'énergie et de solutions de tôlerie intégrées pour des environnements sévères, la Société a su diversifier son offre et est aujourd'hui présente dans de multiples secteurs d'activité (télécommunication, broadcast, urbain, naval, borne de recharge électrique, etc.).</p> <p>La Société dispose aujourd'hui d'une expertise multi-sectorielle dans 3 principaux domaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Télécom</u> : Armoire fibre optique, <i>shelter</i> NRO (structure <i>outdoor</i> en aluminium ou en béton offrant une protection aux équipements télécoms) et <i>data center</i> (structure <i>outdoor</i> en aluminium ou en béton accueillant un réseau d'ordinateurs et des espaces de stockage de données) ;</li> <li>- <u>Urbain</u> : Armoire urbaine, armoire éclairage public, armoire de pompage d'eau, signalisation routière, armoire borne de marché, armoire connectée, borne de recharge, etc. ;</li> <li>- <u>Industrie</u> : Porte passagers pour navires de croisière, borne de péage autoroutier, <i>smart grid</i> (système du réseau électrique permettant le stockage, la conversion et la distribution d'énergie) etc. ;</li> </ul> <p>Face au désir de se positionner comme acteur de référence du <i>smart territory</i>, GROLLEAU met ses expertises en Télécom, Urbain et Industrie au service des évolutions technologiques : télévision numérique, fibre optique, GSM-R, 4G, bientôt 5G pour les télécoms mais également bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre de la mobilité verte, et armoires connectées pour le <i>smart territory</i>.</p>



	<p>La Société intervient dans toutes les étapes de la chaîne de valeur et dispose d'un site industriel de 18 000 m² couverts à Montilliers (49) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La conception : bureau d'études pluridisciplinaire et multisectoriel ;</li><li>- La transformation de la tôle : poinçonnage, pliage et soudure ;</li><li>- L'assemblage et l'intégration électrique : câblage, test et contrôle ;</li><li>- La logistique et l'expédition.</li></ul>																													
<b>Axes de développement de la Société</b>	<p>La stratégie de la Société GROLLEAU à moyen terme repose sur 4 principaux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Consolider son positionnement en tant qu'acteur majeur du <i>smart territory</i> et des télécoms avec notamment le développement de la 5G, des <i>data centers</i> mobiles et des produits dédiés à la mobilité urbaine ;</li><li>- Maintenir un outil de production innovant et performant en développant « une usine 4.0 » pour la production d'objets connectés ;</li><li>- Développer son offre de services en s'appuyant sur le digital et permettre un suivi en continu des armoires, <i>shelters</i> et <i>data centers</i> : gestion à distance des objets connectés réalisée via le système de pilotage propre (développé par GROLLEAU), afin d'assurer la maintenance et les interventions en cas d'incident ;</li><li>- Développer sa présence à l'international notamment en Afrique sur les marchés de la fibre optique et des <i>data centers</i> et en Europe sur le marché de la fibre optique, grâce au savoir-faire de la Société acquis en France mais également en accompagnant ses clients dans le développement de leurs projets à l'étranger. Dans le cadre de ce développement international les acteurs internationaux concurrents déjà présents sont notamment : CAMUSAT (CA 2019 : 200 M€) et HUAWEI (CA 2020 : 111 Mds €) en Afrique, IDEA OPTICAL (CA : NC) au Royaume-Uni ainsi que LANGMATZ (CA : NC) en Allemagne.</li></ul> <p>La Société entend développer ces axes stratégiques dans le cadre de sa croissance organique mais également par croissance externe où GROLLEAU souhaite réaliser des acquisitions ciblées pour intégrer de nouvelles compétences et activités mais également des capacités de production complémentaires. La Société a notamment identifié des cibles spécialisées dans la supervision, l'acquisition de données ainsi que la maintenance. Laurent MARBACH, Président Directeur Général de la Société, avec le support du Conseil d'administration, sera en charge de l'évaluation des potentielles acquisitions.</p>																													
<b>Actionnariat</b>	<p>Le tableau ci-après présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société :</p> <table><tr><th rowspan="2">Actionnaires</th><th colspan="4">Avant émissions des actions nouvelles</th></tr><tr><th>Nombre de titres</th><th>% de détention</th><th>Nombre de droits de vote</th><th>% de droits de vote</th></tr><tr><td>ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup></td><td>1 376 800</td><td>68,84%</td><td>2 753 600</td><td>70,59%</td></tr><tr><td>Laurent MARBACH <sup>(2)</sup></td><td>400 000</td><td>20,00%</td><td>800 000</td><td>20,51%</td></tr><tr><td>Management</td><td>223 200</td><td>11,16%</td><td>347 400</td><td>8,91%</td></tr><tr><td><b>TOTAL</b></td><td><b>2 000 000</b></td><td><b>100,00%</b></td><td><b>3 901 000</b></td><td><b>100,00%</b></td></tr></table> <p>(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND (2) Président Directeur Général de la Société</p>	Actionnaires	Avant émissions des actions nouvelles				Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote	ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%	Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%	Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%	<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>
Actionnaires	Avant émissions des actions nouvelles																													
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote																										
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%																										
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%																										
Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%																										
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>																										

**Informations  
financières  
sélectionnées**

**Informations sur les comptes sociaux au 30 septembre 2021, au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020 :**

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021*** (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Chiffres d'affaires	15 052	22 349	33 720
EBE *	708	31	2 603
% du CA HT	4,7%	0,1%	7,7%
Résultat d'exploitation	384	(489)	2 033
% du CA HT	2,6%	-2,2%	6,0%
Résultat net	285	(478)	1 103
Actif immobilisé	3 434	3 572	3 820
Capitaux propres	7 017	6 714	7 499
Emprunts et dettes financières	6 241	6 520	1 942
Trésorerie	6 615	7 617	3 707
Trésorerie nette **	374	1 097	1 765

(\*) L'EBE ou Excédent Brut d'Exploitation est un retraitement du Résultat d'Exploitation auquel on a ajouté les dotations aux amortissements et dépréciations nettes des reprises.

(\*\*) La trésorerie nette correspond aux dettes financières auxquelles se soustrait la trésorerie brute.

(\*\*\*) Données non auditées.

**Situation au 30 septembre 2021**

**Situation des Capitaux Propres et des dettes financières au 30 septembre 2021**  
En milliers d'euros (données sociales non auditées)

<b>Total des dettes financières courantes au 30/09/2021</b>	<b>6 240 979</b>
- Faisant l'objet de garanties	-
- Faisant l'objet de nantissements	743 579
- Sans garanties ni nantissements	5 497 400
<b>Total des dettes financières non courantes (hors partie courante des dettes long terme) au 30/09/2021</b>	<b>852 298</b>
- Faisant l'objet de garanties	-
- Faisant l'objet de nantissements	-
- Sans garanties ni nantissements	852 298
<b>Capitaux Propres au 30/09/2021 (hors résultat de la période)</b>	<b>6 647 845</b>
- Capital Social	200 000
- Primes d'émission	240 115
- Réserves du Groupe	6 685 778
- Report à nouveau	(478 048)

**Situation de l'endettement au 30 septembre 2021**  
En milliers d'euros (données sociales non auditées)

A Trésorerie	6 615 460
B Instruments équivalents	-
C Titres de placement	-
<b>D Liquidités (A+B+C)</b>	<b>6 615 460</b>
E Créances financières à court terme	198 000
F Dettes bancaires à court terme	-
G Parts à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	993 700
H Autres dettes financières à court terme	130 198
<b>I Dettes financières à court terme (F+G+H)</b>	<b>1 123 898</b>
<b>J Endettement financier net à court terme (I-E-D)</b>	<b>(5 689 562)</b>
K Emprunts bancaires à plus d'un an	5 246 291
L Obligations émises	-
M Autres emprunts à plus d'un an	287 207
<b>N Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)</b>	<b>5 533 498</b>
<b>O Endettement financier net (J+N)</b>	<b>(156 064)</b>

	Entre le 30 septembre 2021 et la date du présent Document d'Information, les capitaux propres et l'endettement de la Société n'ont pas fait l'objet de modification.
<b>Informations pro format</b>	Sans objet.
<b>Prévision de bénéfice</b>	<p>Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2022 (exercice en cours), la Société prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 M€ avec une marge d'EBITDA comprise entre 4 et 5% du chiffre d'affaires de l'exercice.</p> <p>Cette prévision tient notamment compte d'un carnet de commandes signé de 12 M€ à fin septembre 2021 permettant d'assurer une bonne visibilité sur l'exercice en cours. Ce carnet de commandes porte sur plus de 50 clients et sur des commandes allant de 10 K€ à 2 700 K€.</p>
<b>Valeurs mobilières</b>	
<b>Nature, catégorie et numéro d'identification des actions offertes et/ou inscrites aux négociations</b>	<p>L'offre de titres de la Société objet du présent document (l'« Offre ») porte sur un nombre maximum de 732 265 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 842 105 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (les « <b>Actions Nouvelles</b> »).</p> <p>Les actions dont l'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth est demandée sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 2 000 000 actions de 0,50 € chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « <b>Actions Existantes</b> ») ;</li> <li>- Un maximum de 842 105 actions à émettre dans le cadre de l'Offre (clause d'extension comprise).</li> </ul> <p>A la date de l'admission aux négociations sur Euronext Growth, les titres de la Société seront des actions ordinaires, toutes de même catégorie.</p> <p><b>Libellé pour les actions</b> : GROLLEAU</p> <p><b>Code ISIN</b> : FR0014005ZM5</p> <p><b>Mnémonique</b> : ALGRO</p> <p><b>Classification ICB</b> : Industrie - construction et menuiserie métallique</p> <p><b>Lieu de cotation</b> : Euronext Growth</p> <p><b>LEI</b> : 9695007STNK0YTL6S456</p>
<b>Devise d'émission</b>	Euro
<b>Nombre d'actions émises</b>	Dans le cadre de l'Offre, la Société émettra un nombre maximum de 842 105 Actions Nouvelles (clause d'extension incluse).

<b>/ Valeurs nominale des actions</b>	Valeur nominale par action : 0,50 €								
<b>Droits attachés aux actions</b>	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions de la Société sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit à dividendes ;</li> <li>- Droit de vote ;</li> <li>- Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ;</li> <li>- Droit de participation aux bénéfices de la Société et à tout excédent en cas de liquidation.</li> </ul>								
<b>Restriction imposée à la libre négociabilité des actions</b>	Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.								
<b>Existence d'une demande d'admission à la négociation</b>	<p>L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché Euronext Growth, un Système Multilatéral de Négociation Organisé (SMNO) par Euronext Paris S.A. Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 16 novembre 2021 selon le calendrier indicatif.</p> <p>Les négociations sur Euronext Growth devraient débuter au cours de la séance de bourse du 3 décembre 2021.</p>								
<b>Politique de dividendes</b>	<p>Le tableau ci-après présente le montant des dividendes versés par la Société au cours des 3 derniers exercices :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Exercices</th><th>Montant dividendes distribuées (en €)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>31-mars-21</td><td>0 €</td></tr> <tr> <td>31-mars-20</td><td>340 000 €</td></tr> <tr> <td>31-mars-19</td><td>300 000 €</td></tr> </tbody> </table> <p>En fonction de ses résultats futurs et de ses besoins de financement, la Société pourra décider de procéder au versement d'un dividende, sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale, avec un objectif maximum de distribution de 33 % de son résultat net. Cette politique de versement de dividendes, que la Société entend conduire, ne saurait toutefois constituer un engagement formel de la Société.</p>	Exercices	Montant dividendes distribuées (en €)	31-mars-21	0 €	31-mars-20	340 000 €	31-mars-19	300 000 €
Exercices	Montant dividendes distribuées (en €)								
31-mars-21	0 €								
31-mars-20	340 000 €								
31-mars-19	300 000 €								
<b>Risques</b>									
<b>Principaux risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité</b>	<p>Un investissement dans les titres de la Société comprend de nombreux risques et incertitudes liés aux activités de la Société pouvant résulter en une perte partielle ou totale de leur investissement pour les investisseurs, notamment :</p> <p><b>Risques liés à l'activité de la Société</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque lié à la dépendance envers les clients</u></li> </ul> <p>Si l'un des principaux clients de la Société mettait fin à ses relations avec celle-ci, venait à contracter avec un concurrent ou à modifier ses quantités ou ses conditions de livraison</p>								

	<p>établis avec la Société, cela pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, son chiffre d'affaires, ses résultats, sa situation financière et son développement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque lié à la dépendance envers les fournisseurs</u> Si l'un des principaux fournisseurs de la Société mettait fin à ses relations avec celle-ci, venait à contracter avec un concurrent ou à modifier ses quantités ou ses conditions de livraison, cela pourrait affecter la capacité de la Société à livrer ses produits à ses clients dans les délais et en quantité suffisante, impacter ses ventes et nuire à ses relations commerciales.</li> <li>- <u>Risque lié à la hausse des prix des matières premières</u> Si l'un des principaux fournisseurs de la Société venait à augmenter de manière significative ses prix, la Société pourrait être exposée à un risque qualitatif de perte de compétitivité, notamment si la Société en vient à être comparativement plus affectée que ses autres concurrents.</li> <li>- <u>Risque lié à l'environnement concurrentiel et l'intensification de la concurrence</u> La Société fait face à une multitude d'acteurs de tailles très variées et spécialisés sur certains domaines d'activité de la Société. L'apparition de nouveaux acteurs ou l'intensification de la concurrence pourrait impacter défavorablement le développement de la Société.</li> <li>- <u>Risque lié à la défaillance de l'outil de production</u> La Société ne peut garantir que l'outil de production ne puisse être confronté à des défaillances ponctuelles d'un ou plusieurs équipements. Dans cette éventualité, les capacités de production de la Société pourraient être impactées et ainsi affecter la capacité de la Société à livrer ses produits à ses clients dans les délais et en quantité suffisante.</li> <li>- <u>Risque lié à l'impact environnemental de la Société</u> La nature des activités de la Société n'entraîne pas de risque significatif pour l'environnement qu'il s'agisse de risques liés à certains matériaux ou à leur démantèlement.</li> <li>- <u>Risque de réputation de la Société</u> Le succès de la Société est en partie dû à la réputation des produits distribués. Bien que la Société contrôle étroitement la qualité de ses produits ainsi que les services de maintenance, elle ne peut garantir qu'elle ne rencontrera pas de difficultés liées à la qualité ou à la fiabilité de ses produits et/ou de ses prestations de services.</li> </ul> <p><b>Risques liés à l'organisation de la Société</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque lié à la gestion de la croissance</u> La gestion de la croissance est un élément clé dans la vie d'une entreprise. La Société doit continuer d'investir pour préparer sa structure à accueillir des commandes de plus en plus nombreuses. Des difficultés rencontrées par la Société pour gérer sa croissance pourraient avoir un effet défavorable sur son activité, ses résultats et sa situation financière.</li> <li>- <u>Risque lié aux difficultés de recrutement</u> La Société porte une attention particulière à la gestion des compétences. Le recrutement de certains collaborateurs peut s'avérer compliqué compte tenu de la localisation géographique du site actuel de la Société ou face à une pénurie de compétences sur certains métiers très spécifiques nécessitant des formations rares.</li> <li>- <u>Risque lié au départ du management et hommes-clés</u> Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction et de son expérience importante dans le secteur. Dans l'hypothèse où la Société ne serait pas</li> </ul>
--	--

	<p>en mesure de conserver ses dirigeants et ses collaborateurs clés, la mise en œuvre de sa stratégie pourrait en être défavorablement affectée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque lié à la réalisation éventuelle d'opération de croissance externe</u> La Société pourrait être amenée à l'avenir à acquérir des entreprises. La Société ne peut garantir qu'elle sera à même d'identifier les meilleures opportunités et de réaliser ces acquisitions, ni qu'elle parviendra à intégrer avec succès les sociétés acquises.</li> <li>- <u>Risque lié à la stratégie d'internationalisation de la Société</u> Les filiales étrangères sont un risque pour les groupes internationaux. Une mauvaise gestion peut impacter la notoriété des sociétés, la qualité des produits, leurs résultats financiers et leur développement.</li> <li>- <u>Risque lié à l'expansion de la Société sur des marchés émergents</u> Certains projets de la Société sont établis dans des pays où les bouleversements politiques et économiques ne peuvent être écartés. Des troubles politiques persistants pourraient engendrer une baisse des ventes, des difficultés pour les salariés à venir travailler, voire la destruction de certains actifs, impactant directement le niveau de marge de la Société, donc le résultat final.</li> </ul> <p><b>Risques financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque de liquidité</u> La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité à la date du présent Document d'Information et considère être en mesure de maîtriser ce risque et de respecter ses échéances à venir sur 12 mois.</li> <li>- <u>Risque de change</u> L'implantation de la Société à l'international l'expose à des risques de change, liés aux fluctuations des devises étrangères, tant pour les transactions effectuées que pour la conversion de ses actifs et de ses résultats.</li> </ul> <p><b>Risques juridiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Risque lié à la défaillance des systèmes d'information et la cybercriminalité</u> La sécurisation des accès, la confidentialité et la protection des données personnelles pourraient être affectées par des actes de malveillance (piratage, intrusion, sabotage) ou des défaillances (matériels, erreurs humaines, problèmes des fournisseurs) relatifs aux systèmes d'exploitation ou aux logiciels concernés.</li> <li>- <u>Risque lié aux évolutions réglementaires</u> Un changement important et non anticipé dans la réglementation pourrait être un frein au développement de l'activité de GROLLEAU. Le non-respect de ces réglementations pourrait également avoir un impact négatif sur les ventes.</li> </ul>
<b>Principaux risques propres aux Actions Nouvelles</b>	<p>Les principaux facteurs de risque liés aux actions (existantes et nouvelles) de la Société figurent ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La présente admission sur Euronext Growth et l'émission des Actions Nouvelles ne donneront pas lieu à un Prospectus visé par l'AMF, cette dernière représentant un total d'offre inférieur à 8 000 000 €, étant précisé qu'aucune offre similaire n'a été faite par la Société au cours des douze derniers mois ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ;</li> <li>- La cession d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société ;</li> <li>- Si les souscriptions reçues n'atteignaient pas trois-quarts (75 %) de l'augmentation de capital, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs. Il est précisé que l'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce ;</li> <li>- La cotation sur le marché organisé Euronext Growth ne permet pas aux actionnaires de la Société de bénéficier des garanties associées aux marchés réglementés ;</li> <li>- La Société ne peut garantir que les valeurs mobilières admises aux négociations sur le marché Euronext Growth seront l'objet de négociations par la voie d'un carnet d'ordre central et que les conditions du marché de ses titres offriront une liquidité suffisante et selon des modalités satisfaisantes.</li> </ul> <p>De tels événements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société.</p>
Offre	
<b>Montant total du produit de l'émission et estimation des dépenses totales liées à l'émission</b>	<p><b>Produit brut de l'Offre</b></p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 6 956 518 € (sur la base du Prix de l'Offre, soit 9,50 euros par action).</p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 5 217 381 €, en cas de réduction du montant de l'émission à 75 % du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du Prix de l'Offre, soit 9,50 euros par Action).</p> <p>En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue. Ainsi, si les trois-quarts (75 %) de l'augmentation de capital n'étaient pas réalisés, l'Offre serait annulée et les ordres seraient caducs.</p> <p><b>Produit net de l'Offre</b></p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 6 260 866 €, pouvant être porté à un montant d'environ 7 199 998 € en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (sur la base du Prix de l'Offre, soit 9,50 euros).</p> <p>A titre indicatif, un montant d'environ 4 695 643 €, en cas de réduction du montant de l'émission à 75 % du montant de l'émission initialement prévue (sur la base du Prix de l'Offre, soit 9,50 euros).</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 695 652 €, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et à environ 800 000 € en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (sur la base du Prix de l'Offre, soit 9,50 euros).</p>

<b>Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit de celle-ci</b>	<p>Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles (6,3 millions d'euros sur la base du Prix de l'Offre en cas de réalisation de l'augmentation de capital à 100 %) permettra à la Société de poursuivre les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Digitalisation du site de production actuel ;</li><li>- Développement commercial et investissement R&amp;D ;</li><li>- Financer d'éventuelles croissances externes.</li></ul> <p>Pour atteindre ces objectifs, GROLLEAU envisage d'allouer le produit de l'augmentation de capital issue de l'Offre de la manière suivante :</p> <table><tr><th rowspan="2">Utilisation envisagée des fonds levés</th><th colspan="2">Fonds levés</th></tr><tr><th>75%</th><th>100%</th></tr><tr><td>Digitalisation du site de production</td><td>32%</td><td>32%</td></tr><tr><td>Développement commercial et investissement R&amp;D</td><td>26%</td><td>26%</td></tr><tr><td>Financer d'éventuelles croissances externes</td><td>42%</td><td>42%</td></tr><tr><td><b>TOTAL</b></td><td><b>100%</b></td><td><b>100%</b></td></tr></table>	Utilisation envisagée des fonds levés	Fonds levés		75%	100%	Digitalisation du site de production	32%	32%	Développement commercial et investissement R&D	26%	26%	Financer d'éventuelles croissances externes	42%	42%	<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Utilisation envisagée des fonds levés	Fonds levés																	
	75%	100%																
Digitalisation du site de production	32%	32%																
Développement commercial et investissement R&D	26%	26%																
Financer d'éventuelles croissances externes	42%	42%																
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>																
<b>Modalités et conditions de l'Offre</b>	<p><b>Nature et nombre des titres dont l'inscription est demandée et des titres offerts</b></p> <p>Les titres de la Société dont l'inscription sur le marché Euronext Growth est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 2 000 000 actions de 0,50 € de valeur nominale chacune intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « <b>Actions Existantes</b> ») ;</li><li>- Un maximum de 732 265 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 842 105 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension tel que ce terme est défini ci-après.</li></ul> <p>Les Actions Nouvelles sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Elles seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance courante.</p> <p><b>Prix de souscription des Actions Nouvelles</b></p> <p>9,50 euros par Action Nouvelles (0,50 € de valeur nominale et 9,00 euros de prime d'émission), à libérer intégralement en numéraire au moment de la souscription.</p> <p><b>Clause d'Extension</b></p> <p>En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le montant initial de l'Offre, pourra, à la discrétion de la Société, être augmenté de 15 %, soit un nombre maximum de 842 105 Actions Nouvelles (la « <b>Clause d'Extension</b> »).</p> <p><b>Option de Surallocation</b></p> <p>Néant.</p> <p><b>Structure de l'Offre</b></p> <p>La diffusion des Actions Nouvelles sera réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« <b>Offre</b> »), comprenant :</p>																	



- Une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ferme, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ferme** » ou l'« **OPF** »), étant précisé que :
  1. Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés : fraction d'ordre A1 (de 1 action jusqu'à 250 actions incluses) et fraction d'ordre A2 (au-delà de 250 actions) ;
  2. Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits ;
- Un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels en France et dans certains pays (à l'exception notamment des États-Unis d'Amérique, de l'Australie, du Canada et du Japon) (le « **Placement Global** »).

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPF le permet, le nombre d'Actions Nouvelles Offertes allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPF sera au moins égal à 10 % du nombre total d'Actions Nouvelles offertes avant exercice éventuel de la Clause d'Extension.

#### **Révocation des ordres**

Les ordres de souscription passés par les particuliers et reçus par Internet dans le cadre de l'OPF seront révocables, par Internet, jusqu'à la clôture de l'OPF (29 novembre 2021 (heure de Paris)). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.

#### **Date de jouissance**

Jouissance courante.

#### **Garantie**

Néant.

#### **Calendrier indicatif**

10 novembre 2021	Conseil d'Administration décidant des modalités de l'augmentation de capital
15 novembre 2021	Conseil d'Euronext validant le projet d'admission sur Euronext Growth
16 novembre 2021	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre Avis d'Euronext Paris relatif à l'ouverture de l'OPF Ouverture de l'OPF et du Placement Global
29 novembre 2021	Clôture de l'OPF à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet Clôture du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
30 novembre 2021	Centralisation de l'OPF par Euronext Partage des résultats de l'OPF et du Placement Global

	Diffusion du communiqué de presse indiquant le nombre définitif d'Actions Nouvelles, le résultat de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Avis d'Euronext Paris relatif au résultat de l'Offre
2 décembre 2021	Règlement-livraison de l'OPF et du Placement Global
3 décembre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth

**Modalités de souscription**  
Les personnes désirant participer à l'OPF devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.  
Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus exclusivement par le Teneur de Livre au plus tard le 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

**Chef de file-PSI et Teneur de Livre**  
STIFEL (STIFEL EUROPE BANK AG)  
80 avenue de la Grande Armée, 75017 Paris  
Tel : +33(0)1 70 98 39 40

**Listing Sponsor et Conseil**  
ATOUT CAPITAL  
164 boulevard Haussmann, 75008 Paris  
Tel : +33(0)1 56 69 61 80

**Services financiers et dépositaire**  
CIC MARKET SOLUTIONS  
6 avenue de Provence, 75009 Paris  
Tel : +33(0)1 45 96 96 96

**Engagements de souscription reçus**  
VATEL CAPITAL s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 4 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

GREENSTOCK s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 0,8 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

AXXION S.A. s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 0,5 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

	<p>L'ensemble de ces engagements de souscription représentent 5,3 M€ soit 76,2 % de l'Offre d'Actions Nouvelles sur la base du Prix de l'Offre.</p> <p><b>Stabilisation</b> Néant.</p>																													
<p><b>Intérêts y compris intérêt conflictuel pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'Offre</b></p>	<p>Le Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p>																													
<p><b>Nom de la personne ou entité offrant de vendre des actions et conventions de blocage</b></p>	<p><b>Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société</b> Sans objet.</p> <p><b>Engagement d'abstention de la Société</b> Pendant une période de 6 mois calendaires suivant la date de règlement-livraison, sous réserve de certaines exceptions décrites dans le Document d'Information.</p> <p><b>Engagement de conservation de tous les actionnaires historiques</b> ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND) détenant, à la date du présent Document d'Information, 68,84% des titres de la Société, a signé le 10 novembre 2021 un engagement de conservation d'une période de 12 mois calendaires à hauteur de (i) 90% de sa participation actuelle sur les 6 premiers mois calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre, et de (ii) 75% de sa participation actuelle sur les 6 mois suivants. Cet engagement porte sur l'intégralité des actions détenues à ce jour.</p> <p>Monsieur Laurent MARBACH (Président Directeur Général de la Société) détenant, à la date du présent Document d'Information, 20,00% des titres de la Société, a signé le 10 novembre 2021 un engagement de conservation d'une période de 12 mois calendaires à hauteur de 100% de sa participation actuelle et à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre. Cet engagement porte sur l'intégralité des actions détenues à ce jour.</p>																													
<p><b>Montant et pourcentage de dilution résultant immédiatement de l'Offre</b></p>	<p><b>Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote</b> <u>Avant et après l'Offre souscrite à 100 %</u></p> <table><tr><th rowspan="2">Actionnaires</th><th colspan="4">Avant émissions des actions nouvelles</th></tr><tr><th>Nombre de titres</th><th>% de détention</th><th>Nombre de droits de vote</th><th>% de droits de vote</th></tr><tr><td>ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup></td><td>1 376 800</td><td>68,84%</td><td>2 753 600</td><td>70,59%</td></tr><tr><td>Laurent MARBACH <sup>(2)</sup></td><td>400 000</td><td>20,00%</td><td>800 000</td><td>20,51%</td></tr><tr><td>Management</td><td>223 200</td><td>11,16%</td><td>347 400</td><td>8,91%</td></tr><tr><td><b>TOTAL</b></td><td><b>2 000 000</b></td><td><b>100,00%</b></td><td><b>3 901 000</b></td><td><b>100,00%</b></td></tr></table> <p>(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND (2) Président Directeur Général de la Société</p>	Actionnaires	Avant émissions des actions nouvelles				Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote	ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%	Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%	Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%	<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>
Actionnaires	Avant émissions des actions nouvelles																													
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote																										
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%																										
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%																										
Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%																										
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>																										

Actionnaires	Post opération 100%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	50,39%	2 753 600	59,43%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	14,64%	800 000	17,27%
Management	223 200	8,17%	347 400	7,50%
Flottant	732 265	26,80%	732 265	15,80%
<b>TOTAL</b>	<b>2 732 265</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 633 265</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

#### En cas de limitation de l'Offre à 75 %

Actionnaires	Post opération 75%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	54,01%	2 753 600	61,88%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	15,69%	800 000	17,98%
Management	223 200	8,76%	347 400	7,81%
Flottant	549 198	21,54%	549 198	12,34%
<b>TOTAL</b>	<b>2 549 198</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 450 198</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

#### Après l'Offre et après exercice intégral de la Clause d'Extension

Actionnaires	Post opération 115%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	48,44%	2 753 600	58,05%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	14,07%	800 000	16,87%
Management	223 200	7,85%	347 400	7,32%
Flottant	842 105	29,63%	842 105	17,75%
<b>TOTAL</b>	<b>2 842 105</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 743 105</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

#### Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société

Sur la base (i) des capitaux propres au 31 mars 2021 et (ii) du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Document d'Information (sur la base du Prix d'Offre, soit 9,50 euros par action), les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit :

Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>3,36</b>
Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>5,00</b>
Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre	<b>4,68</b>
Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension	<b>5,18</b>

	<p><b>Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'émission d'actions nouvelles</b></p> <p>Sur la base du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Document d'Information, l'effet dilutif de l'Offre pour les actionnaires de la Société s'établirait comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="352 371 1265 752"> <thead> <tr> <th colspan="2">Participation de l'actionnaire (en %)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td><td>1,00%</td></tr> <tr> <td>Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td><td>0,73%</td></tr> <tr> <td>Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre</td><td>0,78%</td></tr> <tr> <td>Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension</td><td>0,70%</td></tr> </tbody> </table>	Participation de l'actionnaire (en %)		Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1,00%	Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,73%	Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre	0,78%	Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension	0,70%
Participation de l'actionnaire (en %)											
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1,00%										
Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,73%										
Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre	0,78%										
Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension	0,70%										
<p><b>Dépenses facturées à l'investisseur par l'émetteur</b></p>	<p>Sans objet.</p>										

## **PREMIERE PARTIE**

### **1. PERSONNES RESPONSABLES**

#### **1.1. Responsable du Document d'Information**

Laurent MARBACH  
Président Directeur Général de GROLLEAU

#### **1.2. Attestation de la personne responsable**

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document d'Information sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Fait à Montilliers, le 16 novembre 2021

Monsieur Laurent MARBACH  
Président Directeur Général

## **2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES**

### **2.1. Commissaire aux comptes titulaire**

DELOITTE & ASSOCIES représenté par Monsieur Frédéric Neige.  
6, place de la Pyramide - 92908 Paris-La Défense Cedex France

Nommé par l'Assemblée générale du 29 juillet 2020 jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 mars 2026.

### **2.2. Commissaire aux comptes suppléant**

Cabinet BEAS  
7/9 Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine

Nommé par l'Assemblée générale du 29 juillet 2020 jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 mars 2026.

### **2.3. Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés**

Néant.

### 3. FACTEURS DE RISQUES

La Société exerce ses activités dans un environnement évolutif comportant des risques dont certains échappent à son contrôle. Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le Document d'Information, y compris les facteurs de risques décrits dans le présent chapitre, avant de décider de souscrire ou d'acquérir des actions de la Société. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sa capacité à réaliser ses objectifs. A la date du Document d'Information, la Société n'a pas connaissance d'autres risques significatifs que ceux présentés dans le présent chapitre.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques et incertitudes décrits ci-dessous n'est pas exhaustive. D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée par la Société, à la date du Document d'Information, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

La Société a synthétisé ces risques en 4 catégories ci-dessous sans hiérarchisation entre elles. Toutefois, au sein de chaque catégorie, les risques les plus importants d'après l'évaluation effectuée par la Société sont présentés en premier lieu compte tenu de leur incidence négative sur la Société.

Pour chacun des risques exposés ci-dessous, la Société a procédé comme suit :

- Présentation du risque brut, tel qu'il existe dans le cadre de l'activité de la Société ;
- Présentation des mesures mises en œuvre par la Société aux fins de gestion dudit risque.

L'application de ces mesures au risque brut permet à la Société d'analyser un risque net. La Société a évalué le degré de criticité du risque net, lequel repose sur l'analyse conjointe de deux critères : (i) la probabilité de voir se réaliser le risque et (ii) l'ampleur estimée de son impact négatif.

La probabilité d'occurrence est évaluée sur quatre niveaux (« Très probable », « Probable », « Assez probable » et « Peu probable »).

L'ampleur du risque représente l'impact de cet événement sur l'entreprise, s'il venait à advenir. Il est mesuré selon l'échelle qualitative suivante :

- Faible ;
- Moyen ;
- Elevé.

Le degré de criticité de chaque risque est exposé ci-après, selon l'échelle qualitative suivante :

- Faible ;
- Moyen ;
- Elevé.



## Tableau synthétique :

Intitulé du risque	Probabilité d'occurrence du risque	Ampleur de l'impact du risque	Degré de criticité net du risque
<b>Risques liés à l'activité de la Société</b>			
Risque lié à la dépendance envers les clients	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à la dépendance envers les fournisseurs	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à la hausse des prix des matières premières	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à l'environnement concurrentiel et l'intensification de la concurrence	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à la défaillance de l'outil de production	Peu probable	Faible	Faible
Risque lié à l'impact environnemental de la Société	Peu probable	Faible	Faible
Risque de réputation	Peu probable	Faible	Faible
<b>Risques liés à l'organisation de la Société</b>			
Risque lié à la gestion de la croissance	probable	Elevé	Elevé
Risque lié aux difficultés de recrutement	probable	Moyen	Moyen
Risque lié au départ du management et hommes-clés	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à la réalisation éventuelle d'opération de croissance externe	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié à la stratégie d'internationalisation de la Société	Peu probable	Faible	Faible
Risque lié à l'expansion de la Société sur des marchés émergents	Peu probable	Faible	Faible
<b>Risques financiers</b>			
Risque de liquidité	Peu probable	Faible	Faible
Risque de change	Peu probable	Faible	Faible
<b>Risques juridiques</b>			
Risque lié à la défaillance des systèmes d'information et la cybercriminalité	Peu probable	Moyen	Moyen
Risque lié aux évolutions réglementaires	Peu probable	Faible	Faible

## PREAMBULE : CRISE SANITAIRE COVID-19

La pandémie de COVID-19 a engendré des perturbations sur l'économie mondiale ayant entraîné un ralentissement de certaines activités de la Société. Lors du premier confinement de mars 2020 (la Société commence son exercice le 1<sup>er</sup> avril de chaque année) en France, la Société, dont l'intégralité de la production est réalisée en France a dû notamment faire face à un allongement des délais d'approvisionnement de certaines matières premières ou encore à des décalages de certaines commandes clients. La Société a eu recours au chômage partiel pour certains collaborateurs afin de limiter l'impact de ce ralentissement d'activité sur sa situation financière. Par ailleurs deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) ont été obtenus pour un montant de 4,5 M€.

L'impact final sur l'économie à l'échelle mondiale dépendra de l'intensité de la pandémie qui affecte la vie sociale, les conditions de travail et de production, mais également des effets sur l'économie des

décisions prises par les autorités pour limiter la propagation du virus. L'évolution de la pandémie COVID-19 est susceptible d'avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son environnement financier, le résultat de ses opérations et ses perspectives.

A la date du présent Document d'Information, l'ensemble des usines des fournisseurs a réouvert et les délais d'approvisionnement sont revenus à la normale. Par ailleurs, aucune commande client n'a été annulée. L'ensemble des collaborateurs de la Société sont également retournés sur site et la Société n'a plus recours au chômage partiel.

### 3.1. Risques liés à l'activité de la Société

#### 3.1.1 Risque lié à la dépendance envers les clients

A la date du présent document, la Société est signataire de contrats cadres auprès d'une dizaine de clients. Ces contrats cadres sans engagement de volume permettent d'encadrer les modalités de fixation des prix par affaire et intègrent des clauses d'indexation des prix en fonction des variations des prix des matières premières ainsi que des clauses encadrant les délais de livraison. La durée de ces contrats est de 12 à 18 mois.

Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2021, les délais de paiement des clients étaient de 63 jours en moyenne à compter de la date d'émission de la facture.

Les données présentées ci-après permettent d'apprécier au fil des exercices l'évolution de la dépendance de GROLLEAU à ses principaux clients.

31-mars-21		
Clients	Montant en %	Montant en % cumulé
Client n°1	12,11%	12,11%
Client n°2	6,56%	18,68%
Client n°3	6,29%	24,97%
Client n°4	4,66%	29,63%
Client n°5	3,70%	33,33%
Client n°6	3,39%	36,72%
Client n°7	3,29%	40,01%
Client n°8	3,21%	43,22%
Client n°9	2,64%	45,86%
Client n°10	2,44%	48,30%
<b>TOTAL TOP 10</b>	<b>48,30%</b>	<b>48,30%</b>
Autres clients	51,70%	51,70%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

31-mars-20		
Clients	Montant en %	Montant en % cumulé
Client n°1	13,73%	13,73%
Client n°2	8,46%	22,19%
Client n°3	7,80%	29,99%
Client n°4	6,18%	36,17%
Client n°5	5,32%	41,48%
Client n°6	4,61%	46,09%
Client n°7	2,58%	48,67%
Client n°8	2,35%	51,03%
Client n°9	2,30%	53,33%
Client n°10	2,15%	55,47%
<b>TOTAL TOP 10</b>	<b>55,47%</b>	<b>55,47%</b>
Autres clients	44,53%	44,53%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

Le poids des 10 premiers clients représente 48,30 % du chiffre d'affaires de la Société au 31 mars 2021 contre 55,47 % au 31 mars 2020. Le premier client représente 12,11 % du chiffre d'affaires de la Société au 31 mars 2021 contre 13,73 % au 31 mars 2020.

Le business model de la Société repose en partie sur une offre globale de produits et services dédiés au déploiement du *smart territory*. Cette offre de produits diversifiée permet à la Société d'adresser différentes typologies de clients dans des secteurs variés et permet ainsi de réduire sa dépendance clients et son exposition sectorielle.

Cependant si l'un de ses principaux clients de la Société mettait fin à ses relations avec celle-ci, venait à contracter avec un concurrent ou à modifier ses quantités ou ses conditions de livraison établis avec la Société, cela pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, son chiffre d'affaires, ses résultats, sa situation financière et son développement.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**, étant considéré que :

- La Société travaille à ce jour avec des clients et partenaires de renom, qui lui donnent accès à des marchés clés et avec lesquels elle a développé des relations privilégiées ;
- La Société dispose de nombreux clients dans des secteurs variés et sa stratégie vise à conquérir de nouveaux clients, ce qui lui permet d'atténuer fortement son exposition à ce risque ;
- La réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif moyen sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société le temps de retrouver un ou des nouveaux clients).

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

### 3.1.2 Risque lié à la dépendance envers les fournisseurs

A la date du présent document, la Société est signataire de contrats cadres auprès d'une dizaine de fournisseurs (béton, climatisation, transports, aluminium, composants électroniques, etc.). Ces contrats cadres permettent d'encadrer les modalités des remises de fin d'année. La durée de ces contrats est de 1 an renouvelable à chaque échéance.

Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2021, les délais de paiement des fournisseurs étaient de 78 jours en moyenne à compter de la date d'émission de la facture.

Les données présentées ci-après permettent d'apprécier au fil des exercices l'évolution de la dépendance de GROLLEAU à ses principaux fournisseurs.

31-mars-21		
Fournisseurs	Montant en %	Montant en % cumulé
Fournisseur n°1	11,45%	11,45%
Fournisseur n°2	9,16%	20,61%
Fournisseur n°3	9,12%	29,73%
Fournisseur n°4	8,02%	37,75%
Fournisseur n°5	6,05%	43,79%
Fournisseur n°6	5,99%	49,79%
Fournisseur n°7	4,06%	53,84%
Fournisseur n°8	2,69%	56,53%
Fournisseur n°9	2,68%	59,21%
Fournisseur n°10	2,25%	61,45%
<b>TOTAL TOP 10</b>	<b>61,45%</b>	<b>61,45%</b>
Autres fournisseurs	38,55%	38,55%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

31-mars-20		
Fournisseurs	Montant en %	Montant en % cumulé
Fournisseur n°1	15,53%	15,53%
Fournisseur n°2	9,24%	24,77%
Fournisseur n°3	6,05%	30,82%
Fournisseur n°4	5,98%	36,80%
Fournisseur n°5	5,97%	42,77%
Fournisseur n°6	5,49%	48,26%
Fournisseur n°7	4,53%	52,79%
Fournisseur n°8	4,13%	56,92%
Fournisseur n°9	1,80%	58,72%
Fournisseur n°10	1,78%	60,51%
<b>TOTAL TOP 10</b>	<b>60,51%</b>	<b>60,51%</b>
Autres fournisseurs	39,49%	39,49%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

Le poids des 10 premiers fournisseurs représente 61,45 % des achats de la Société au 31 mars 2021 contre 60,51 % au 31 mars 2020. Le premier fournisseur représente 11,45 % des achats de la Société au 31 mars 2021 contre 15,53 % au 31 mars 2020.

Si un ou plusieurs de ses principaux fournisseurs rencontraient une pénurie ou des difficultés à fournir certains composants et matières premières utilisés par la Société, la Société devrait s'adapter. Si elle ne parvenait pas à trouver un composant alternatif auprès d'un autre fournisseur, cela pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, son chiffre d'affaires, ses résultats, sa situation financière et son développement.

Si l'un des principaux fournisseurs de la Société mettait fin à ses relations avec celle-ci, venait à contracter avec un concurrent ou à modifier ses quantités ou ses conditions de livraison établis avec la Société, cela pourrait affecter la capacité de la Société à livrer ses produits à ses clients dans les délais et en quantité suffisante, impacter ses ventes et nuire à ses relations commerciales si celle-ci n'était pas en mesure de mettre en œuvre une solution de substitution.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**, étant considéré que :

- La Société entretient d'excellentes relations avec ses principaux fournisseurs, dans le cadre de partenariats durables et profitables à toutes les parties ;
- La Société dispose d'alternatives à ces principaux fournisseurs ;
- La réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif moyen sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société le temps de retrouver un ou des nouveaux fournisseurs).

### *3.1.3 Risque lié à la hausse des prix des matières premières*

Pour les besoins de ses productions, la Société réalise des achats diversifiés. Certains fournisseurs sont des entreprises multinationales dont le pouvoir de négociation est supérieur à celui de GROLLEAU. Par ailleurs, le prix de nombreuses fournitures contient de façon sous-jacente des éléments hors du contrôle de GROLLEAU, comme le prix des matières premières, de l'énergie, etc.

Si l'un des principaux fournisseurs de la Société venait à augmenter de manière significative ses prix, la Société pourrait être exposée à un risque qualitatif de perte de compétitivité, notamment si la Société en vient à être comparativement plus affectée que ses autres concurrents. Les conséquences sont une perte de chiffre d'affaires à moyen terme, du fait de la perte de compétitivité dans les appels d'offres.

Dans la mesure du possible, la Société négocie ses contrats afin de couvrir les fournitures requises et anticiper les variations de prix sur certains composants et matières.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

### *3.1.4 Risque lié à l'environnement concurrentiel et l'intensification de la concurrence*

Du fait de son expertise multisectorielle et de son positionnement sur l'ensemble de la chaîne de valeur, la Société GROLLEAU ne rencontre pas de concurrents présents sur l'ensemble de son offre de produits et services. La Société fait cependant face à une multitude d'acteurs de tailles très variées et spécialisés sur certains domaines d'activité de la Société. L'apparition de nouveaux acteurs ou l'intensification de la concurrence pourrait impacter défavorablement le développement de la Société.

Concernant son pôle d'activité dédié aux solutions de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, la Société doit faire face à une concurrence active avec une multitude d'acteurs de petites tailles. L'arrivée de nouveaux acteurs, dans un marché en pleine croissance et non encore mature, dont certains pourraient disposer de moyens financiers bien plus importants, de nouveaux produits ou de nouvelles technologies pourraient également affecter la position concurrentielle de la Société. Ces pressions concurrentielles pourraient notamment entraîner une réduction de la demande des produits de la Société ou la contraindre à diminuer ses prix de vente ou encore à engager des investissements supplémentaires. La Société estime que le maintien d'une politique de Recherche et Développement active ainsi que le renforcement de sa force de vente constituent les meilleurs moyens de préserver son positionnement concurrentiel.

Concernant ses pôles d'activités historiques (notamment Télécom et Urbain), la Société estime détenir une position concurrentielle solide en France. Cependant, il ne peut être exclu que de nouveaux acteurs ou des acteurs existants, domestiques ou étrangers, engagent des développements susceptibles de remettre en cause les positions établies de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

### *3.1.5 Risque lié à la défaillance de l'outil de production*

La Société assure l'ensemble du processus de fabrication de ses produits sur son site de production implanté à Montilliers. Ce site fait l'objet d'efforts permanents en termes d'investissement, de prévention, de perfectionnement et de maintenance des installations pour limiter les risques d'accidents ou d'arrêt de la production, du fait de la survenance d'incidents techniques ou humains.

Quelles que soient les mesures préventives prises par la Société, cette dernière ne peut garantir que l'outil de production ne puisse être confronté à des défaillances ponctuelles d'un ou plusieurs équipements et/ou à l'indisponibilité momentanée ou prolongée du site de production en cas de sinistre, et ce, d'autant plus que GROLLEAU intègre toute la chaîne de production sur le même site. Dans cette éventualité, les capacités de production de la Société pourraient être impactées et ainsi affecter la capacité de la Société à livrer ses produits à ses clients dans les délais et en quantité suffisante.

Toutefois, la Société dispose d'un outil industriel extrêmement performant et équipé de nombreuses machines pour les différentes phases du cycle de production des produits. L'organisation optimale des équipes de production ainsi que la rotation des équipements en cas de panne ou dysfonctionnement devraient ainsi permettre la Société de maintenir un niveau de production satisfaisant dans ce type de contexte.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### *3.1.6 Risque lié à l'impact environnemental de la Société*

La nature des activités de la Société n'entraîne pas de risque significatif pour l'environnement qu'il s'agisse de risques liés à certains matériaux ou à leur démantèlement. Par ailleurs et au travers de sa gamme d'armoires métalliques, GROLLEAU offre des produits en aluminium 100 % recyclable.

Par ailleurs, la Société est engagée à travers une politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui se traduit par :

- Le respect de certains principes en interne tels que la limitation de l'utilisation d'emballages plastiques, l'utilisation de palettes en bois recyclé ou encore la mise en place d'un éclairage LED moins consommateur d'énergie dans l'atelier de production ;
- L'accréditation par des labels et la mise en œuvre de démarches RSE : (i) avec une note de 60 sur 100, GROLLEAU fait partie du top 7 des entreprises du secteur d'activité Construction et menuiserie métallique évaluées par ECOVADIS, chargé de mesurer le degré de RSE à partir d'agréats non-financiers (environnement, social et droits de l'homme, éthique et achat responsable), (ii) les cabinets HSE OPTIMISATION et ENVIRON'MANS ont été mandatés par GROLLEAU pour l'accompagner dans la réduction de son empreinte environnementale.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### *3.1.7 Risque de réputation de la Société*

La réputation de la Société à travers sa marque GROLLEAU est importante dans la présentation de ses produits et services, ainsi que dans le cadre de sa stratégie de fidélisation de ses clients et de conquête de nouveaux marchés.

Le succès de la Société est en partie dû à la réputation des produits distribués. L'activité historique de la Société lui a permis de devenir un acteur reconnu en France dans les domaines de l'industrie, des télécoms et de l'urbain et de crédibiliser la fiabilité, la qualité et l'étendue de la gamme d'armoires développée.

Bien que la Société contrôle étroitement la qualité de ses produits ainsi que les services de maintenance, elle ne peut garantir qu'elle ne rencontrera pas de difficultés liées à la qualité ou à la fiabilité de ses produits et/ou de ses prestations de services. L'image de la Société pourrait ainsi se trouver fragilisée par la médiatisation d'expériences clients négatives ou d'autres difficultés. L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives de la Société à moyen et long terme pourraient s'en trouver affectés.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### 3.2. Risques liés à l'organisation de la Société

#### *3.2.1 Risque lié à la gestion de la croissance*

La gestion de la croissance est un élément clé dans la vie d'une entreprise. La Société GROLLEAU a déjà démontré par le passé qu'elle avait su adapter ses infrastructures et ses ressources pour soutenir sa croissance.

La Société doit continuer d'investir pour préparer sa structure à accueillir des commandes de plus en plus nombreuses et chercher de nouvelles opportunités comme notamment les produits et services liés à l'installation des équipements 5G qui compenseront dans le futur un déploiement des équipements liés à l'installation de la fibre optique proche de toucher à sa fin en France. La Société pourrait ainsi être amené à :

- Recruter et continuer de mobiliser sa masse salariale ;
- Anticiper les dépenses liées à cette croissance et les besoins de financement associés ;
- Anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- Augmenter la capacité de ses systèmes informatiques, opérationnels, financiers et de gestion existants ;
- Augmenter ses capacités de production ainsi que son stock de matières et composants.

Des difficultés rencontrées par la Société pour gérer sa croissance pourraient avoir un effet défavorable sur son activité, ses résultats, sa situation financière, son développement et ses perspectives.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **élevé**.

#### *3.2.1 Risque lié aux difficultés de recrutement*

La Société porte une attention particulière à la gestion des compétences. En effet, il s'agit de la structurer sans pour autant avoir les moyens organisationnels et financiers trop élevés compte tenu du stade de développement actuel de la Société.

Le recrutement de certains collaborateurs peut s'avérer compliqué compte tenu de la localisation géographique du site de la Société ou face à une pénurie de compétences sur certains métiers très spécifiques nécessitant des formations rares (soudeur, plieur, câbleur, etc.).

La Société veille à maintenir une politique de rémunérations raisonnable mais attractive afin de limiter le turnover et attirer de nouveaux collaborateurs pour accompagner sa croissance. Parallèlement, la Société s'engage à appliquer une politique égalitaire hommes-femmes visant notamment à réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes tout en veillant à promouvoir la satisfaction de l'ensemble des collaborateurs. La Société a également recours à des intérimaires afin de gérer certaines variations d'activités ponctuelles nécessitant un renforcement rapide des effectifs.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

### *3.2.2 Risque lié au management et hommes-clés*

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction et de son expérience importante dans le secteur. Il repose également sur une équipe qui dispose d'une expertise adaptée à chaque étape du processus de conception et fabrication ainsi que sur des collaborateurs qualifiés dans le domaine de la Recherche et Développement et de l'innovation, formant le bureau d'études.

Dans l'hypothèse où la Société ne serait pas en mesure de conserver ses dirigeants et ses collaborateurs clés, la mise en œuvre de sa stratégie pourrait en être défavorablement affectée.

Au regard de la complexité et des spécificités de ses métiers, le succès de la Société repose sur sa capacité à pérenniser la bonne gestion de son personnel et à fidéliser ses collaborateurs-clés. Le départ d'un ou plusieurs de ces derniers, notamment vers une entreprise concurrente, pourrait conduire à limiter son avantage concurrentiel.

Ce type d'évènements pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives de développement.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

### *3.2.3 Risque lié à la réalisation éventuelle d'opération de croissance externe*

La Société pourrait être amenée à l'avenir à acquérir des entreprises. La Société ne peut garantir qu'elle sera à même d'identifier les meilleures opportunités et de réaliser ces acquisitions, ni qu'elle parviendra à intégrer avec succès les sociétés acquises.

Par ailleurs, ces acquisitions pourraient faire peser sur la Société des coûts significatifs. La Société pourrait également avoir à financer de telles acquisitions en contractant des emprunts, ou en émettant des titres de capital, ce qui pourrait lui faire prendre des risques financiers et se voir imposer certaines restrictions ou avoir un impact dilutif pour ses actionnaires.

La Société dispose d'une équipe de management extrêmement qualifiée pour gérer ces opérations, cependant la réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques pourraient impacter l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.



#### *3.2.4 Risque lié à la stratégie d'internationalisation de la Société*

A la date du présent document, la Société dispose de 2 filiales à l'étranger : GROLLEAU UK LTD et GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE, et entend développer sa présence à l'international en Afrique et en Europe au travers de ces deux filiales.

Les filiales étrangères sont un risque pour les groupes internationaux. Une mauvaise gestion peut impacter la notoriété des sociétés, la qualité des produits, leurs résultats financiers et leur développement. La maison-mère doit donc mettre en place un système de contrôle assurant que ses filiales appliquent la stratégie d'ensemble de la Société et ainsi limitent les risques qu'elles peuvent générer, sans pour autant réduire leur capacité d'adaptation qui est à l'origine de leur création.

GROLLEAU veille à développer son activité à travers le savoir-faire de ses équipes locales. Par ailleurs, la Société a développé sa filiale GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE avec des partenaires locaux de renom. Cette stratégie d'intéressement du partenaire vise à assurer à la Société que le partenaire mettra toute son énergie au bon développement de la filiale et à son succès.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

#### *3.2.5 Risque lié à l'expansion de la Société sur des marchés émergents*

Certains projets de la Société sont établis dans des pays où les bouleversements politiques et économiques ne peuvent être écartés.

Des troubles politiques persistants pourraient engendrer une baisse des ventes, des difficultés pour les salariés à venir travailler, voire la destruction de certains actifs, impactant directement le niveau de marge de la Société, donc le résultat final. D'autres décisions politiques peuvent entraîner une hausse des droits de douane et donc une érosion des marges de la Société.

En ce qui concerne les risques économiques, une crise économique de manière générale pourrait mettre en péril l'activité de la Société en contractant la consommation privée et les commandes de l'Etat à travers le niveau d'inflation, la fiscalité ou le secteur bancaire.

Cependant, la Société s'assure de traiter avec des opérateurs internationaux qui connaissent bien les marchés locaux de par leur implantation historique comme ORANGE, AXIONE, MTN GROUP ou avec les Etats directement pour limiter l'influence de ces risques sur son activité. Par ailleurs, la politique de diversification de la Société, tant au niveau des implantations géographiques que des marchés cibles, représente un autre moyen d'atténuer ces risques.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### **3.3. Risques financiers**

#### *3.3.1 Risque de liquidité*

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses besoins monétaires grâce à ses ressources financières.

Emprunts contractés par la Société au 31 mars 2021	Capital restant dû au 31 mars 2021 en €	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
CRCA 19/12/2014 : 316 500 €	69 234 €	39 563 €	29 671 €	- €
SG 30/09/2014 : 316 500 €	111 196 €	41 543 €	69 653 €	- €
SG 31/10/2015 : 43 000 €	13 278 €	6 289 €	6 990 €	- €
BPI 02/06/2016 : 365 000 €	219 000 €	73 000 €	146 000 €	- €
HSBC 22/12/2017 : 150 000 €	57 046 €	37 921 €	19 125 €	- €
PALATINE 07/12/2018 : 400 000 €	261 430 €	80 079 €	181 352 €	- €
SG 12/12/2018 : 340 000 €	228 006 €	67 895 €	160 112 €	- €
SG 13/02/2020 : 500 000 €	442 835 €	99 502 €	343 333 €	- €
PALATINE 26/08/2019 : 455 997,21 €	440 354 €	71 662 €	293 547 €	75 144 €
SG (PGE) 27/04/2020 : 3 000 000 €	3 000 000 €	- €	2 937 132 €	62 868 €
CRCA (PGE) 28/04/2020 : 1 500 000 €	1 500 000 €	- €	1 436 839 €	63 161 €
SG 15/06/2020 : 193 500 €	176 684 €	40 482 €	136 202 €	- €
<b>Total</b>	<b>6 519 063 €</b>	<b>557 934 €</b>	<b>5 759 956 €</b>	<b>201 173 €</b>

Emprunts contractés par la Société au 31 mars 2020	Capital restant dû au 31 mars 2020 en €	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
CRCA 19/12/2014 : 316 500 €	108 797 €	39 563 €	69 234 €	- €
SG 30/09/2014 : 316 500 €	130 131 €	41 025 €	89 106 €	- €
SG 31/10/2015 : 43 000 €	16 309 €	6 251 €	10 058 €	- €
BPI 30/08/2016 : 365 000 €	255 500 €	73 000 €	182 500 €	- €
HSBC 22/12/2017 : 150 000 €	75 843 €	37 704 €	38 140 €	- €
PALATINE 07/12/2018 : 400 000 €	300 748 €	79 759 €	220 989 €	- €
SG 12/12/2018 : 340 000 €	261 349 €	67 744 €	193 605 €	- €
SG 13/02/2020 : 500 000 €	491 738 €	99 330 €	392 408 €	- €
PALATINE 26/08/2019 : 700 000 €	298 932 €	109 229 €	447 430 €	143 341 €
<b>Total</b>	<b>1 939 348 €</b>	<b>553 605 €</b>	<b>1 643 470 €</b>	<b>143 341 €</b>

Au 31 mars 2021, la Société dispose d'une trésorerie d'un montant total de 7,6 M€.

GROLLEAU a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité à la date du présent Document d'Information et considère être en mesure de maîtriser ce risque et de respecter ses échéances à venir sur 12 mois.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### 3.3.2 Risque de change

L'implantation de la Société à l'international l'expose à des risques de change, liés aux fluctuations des devises étrangères.

Cependant, à ce jour, la Société est confrontée à un risque de change peu significatif dans la mesure où ses dépenses et ses facturations sont essentiellement établies en euros sur les derniers exercices. Seule la filiale GROLLEAU UK LTD facture en devises étrangères depuis fin 2021. Dans ce contexte et pour pallier au risque de change, la Société a souscrit à une assurance BPI qui encadre le taux de change dans un contrat cadre de 18 mois et le fixe à 0,87805 GBP/EUR.

Cette situation est susceptible d'évoluer à l'avenir au regard des perspectives de développement de la Société dans des zones où l'euro pourrait ne pas être maintenu comme devise de facturation. En

fonction de l'importance de son exposition au risque de change, la Société mènera alors une réflexion sur la nécessité de mettre en place une couverture additionnelle de ce risque.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### 3.4. Risques juridiques

#### *3.4.1 Risque lié à la défaillance des systèmes d'information et la cybercriminalité*

Dans le cadre de ses activités, la Société collecte des données personnelles sur ses clients, notamment à travers les applications utilisées pour la conception, la fabrication et le suivi commercial des produits qu'elle commercialise. La sécurisation des accès, la confidentialité et la protection des données personnelles pourraient être affectées par des actes de malveillance (piratage, intrusion, sabotage) ou des défaillances (matériels, erreurs humaines, problèmes des fournisseurs) relatifs aux systèmes d'exploitation ou aux logiciels concernés.

Conformément à la réglementation en vigueur et le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la Société a mis en place des actions de renforcement de la sécurisation de ces données avec notamment la mise en place d'une politique d'acceptation des conditions d'utilisation du site internet pour toute demande d'information. Par ailleurs, la Société est en cours de formalisation d'une procédure relative à la gestion des cyberattaques.

Même si la Société s'efforce de suivre l'évolution de la réglementation en matière de protection des données personnelles et à se conformer aux obligations que cette réglementation impose, la Société pourrait alors être exposé à des réclamations de la part des clients, à des injonctions ou des amendes de la part des autorités en charge de la protection des données personnelles, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les activités, la situation et les résultats de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **moyen**.

#### *3.4.2 Risque lié aux évolutions réglementaires*

Les activités de la Société sont soumises à un ensemble de lois et réglementations, qui évoluent rapidement au niveau national, mais également européen ou dans d'autres pays dans lesquels GROLLEAU pourrait souhaiter s'implanter.

Dans le cadre de ses activités, les principales réglementations auxquelles la Société est soumise sont les suivantes :

- Installations électriques à basse tension (NF C 15-100) ;
- Essais d'environnement - Généralités et guide (NF C 20-700) ;
- Degrés de protection procurés par les enveloppes - Code IP (NF EN 60529) ;
- Degrés de protection procurés par les enveloppes de matériels électriques contre les impacts mécaniques externes - Code IK (NF EN 62262) ;
- Ensembles d'appareillage à basse tension (61439-7) ;
- Installations d'illumination et motifs lumineux dans le domaine public (UTE C 17-202) ;
- Matériels destinés à être installés à l'extérieur (IEC60950-22).

Un changement important et non anticipé dans la réglementation pourrait être un frein au développement de l'activité de GROLLEAU. Le non-respect de ces réglementations pourrait également avoir un impact négatif sur les ventes. La Société s'attache à suivre de près les évolutions des réglementations en France et dans certains autres pays afin de s'adapter rapidement en cas d'évolutions significatives.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est **faible**.

### 3.5. Faits exceptionnels et litiges

A la date du présent Document d'Information, la Société n'est l'objet d'aucune procédure ni d'aucun litige significatif.

### 3.6. Assurances et couvertures des risques

La Société a mis en place une politique de couverture de ses principaux risques assurables avec des montants de garantie qu'elle estime compatibles avec ses impératifs de consommation de trésorerie et ses activités.

La souscription de polices d'assurance est fondée sur la détermination du niveau de couverture nécessaire pour faire face à la survenance, raisonnablement estimée, de risques de responsabilité, de dommages ou autres. Les risques non assurés sont ceux pour lesquels il n'existe pas d'offre de couverture sur le marché de l'assurance ou ceux pour lesquels la Société considère que le risque ne requiert pas une couverture d'assurance.

La Société a souscrit plusieurs polices d'assurance dont notamment les suivantes :

Nature de la police d'assurance	Assureur Courtier	Cotisation 2021
Domages aux biens	ALLIANZ IARD Filhet Allard	18 957 €
Responsabilité civile des entreprises industrielles et commerciales	ALLIANZ IARD Filhet Allard	11 534 €
Responsabilité des dirigeants	LIBERTY MUTUAL INSUR EUROPE LD Filhet Allard	2 661 €
Responsabilité civile environnement	AIG EUROPE LIMITED Filhet Allard	3 483 €
Assistance Groupe mobilité	AIG EUROPE LIMITED Filhet Allard	1 038 €
Mission fleet - Déplacements professionnels	MMA	11 129 €

## **4. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE**

### **4.1. Histoire et évolution de la Société**

#### *4.1.1 Dénomination sociale et nom commercial de la Société*

La Société a pour dénomination sociale : GROLLEAU.

#### *4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société*

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Angers sous le numéro d'identification 305 273 724.

#### *4.1.3 Date de constitution et durée*

La Société a été constituée le 13 janvier 1976 pour une durée de 99 ans s'achevant le 14 janvier 2075, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### *4.1.4 Siège social, forme juridique, législation applicable*

Le siège social de la Société est situé : Rue du Moulin de la Buie – 49310 Montilliers

Téléphone : +33 (0)2 41 75 88 22

Adresse électronique : [info@grolleau.fr](mailto:info@grolleau.fr)

Site Internet : [www.grolleau.fr](http://www.grolleau.fr)

La Société est une société anonyme à conseil d'administration.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires françaises en vigueur, notamment par le Code de Commerce, ainsi que par ses statuts.

## 5. DESCRIPTION DES ACTIVITES

### 5.1. Historique du développement de la Société

#### ❖ 1950- 1999 : Un groupe familial en plein développement

La Société GROLLEAU est créée en 1950 par Monsieur GROLLEAU. La Société conçoit, développe et commercialise des armoires métalliques de stockage d'énergie. En 1990, GROLLEAU développe une gamme complète d'armoires électriques pour les collectivités locales et devient le partenaire privilégié de la Ville de Paris pour la fabrication d'armoires électriques en 1996.

Entre temps, en 1993, la Société crée un bureau d'études. Ce dernier lui permet de développer des projets sur mesure grâce à un effort de R&D important et constant (environ 5 % du chiffre d'affaires est aujourd'hui dédié à la R&D). Les produits vendus gagnent alors en valeur ajoutée.

Alors uniquement positionné sur le marché « Urbain », GROLLEAU s'ouvre en 1997 au marché des « Télécoms ». Une nouvelle gamme de produits à destination des opérateurs télécoms est conçue, intégrant notamment des armoires réseaux télécoms qui alimentent le débit internet des utilisateurs.

#### ❖ 2000 – 2009 : Adossement de GROLLEAU à un groupe américain

En 2000, GROLLEAU intègre le groupe américain FLEXTRONICS spécialisé dans la sous-traitance de la fabrication d'équipements électroniques. Cet adossement permet à la Société de s'ouvrir au marché européen et devenir un centre de compétence R&D.

Outre l'Urbain et les Télécoms, qui sont ses deux activités historiques, GROLLEAU opère en 2006 une diversification dans certains domaines de l'« Industrie » (ferroviaire, naval, etc.) avec des références majeures telles que la SNCF et LEROY SOMER, pour qui la Société produit des portes passagers pour navires de croisière ou encore des châssis ferroviaires.

#### ❖ 2010 – Auj. : Reprise de GROLLEAU par ACTIVE'INVEST et positionnement sur le marché du *smart territory*

En 2010, la holding industrielle ACTIVE'INVEST reprend la société GROLLEAU. ACTIVE'INVEST conçoit et fabrique des solutions intelligentes pour les villes via ses filiales ARTS ENERGY et GROLLEAU. Sa filiale ARTS ENERGY est dédiée à la fabrication de batteries haute performance à destination de l'industrie.

Cette reprise par ACTIVE'INVEST marque le début d'une période pendant laquelle GROLLEAU œuvrera de plus en plus à se positionner comme acteur du *smart territory*. Ce concept s'inscrit dans le prolongement de celui de « territoire durable » et se caractérise en plus par un usage des technologies et des objets connectés permettant d'améliorer la qualité de vie des citoyens à travers des services plus efficaces.

Dans ce cadre, la Société développe dès 2011 des bornes de recharge pour véhicules électriques (GROOVE). Cela lui permet d'accompagner ses clients dans les domaines de la mobilité intelligente au cœur des territoires, mais également dans la gestion d'énergies alternatives, de stockages transitoires et de distributions autonomes.

En 2012, la Société lance une gamme Fibre Optique (FIBOOP) à travers laquelle elle commercialise des armoires et des *shelters* pour la fibre optique. Cette nouvelle gamme permet à GROLLEAU de contribuer au plan numérique en « connectant » la ville.

La Société crée en 2014 une cellule innovation dédiée au sein de son département R&D afin de poursuivre le développement de nouvelles gammes performantes et en lien avec les évolutions technologiques.

Tournée vers l'avenir, GROLLEAU s'intéresse également très tôt à l'*Internet of Things* (IoT), désignant les équipements nécessaires au fonctionnement d'objets divers par le biais d'une connexion internet. La Société crée, dès 2017, une gamme d'armoires urbaines connectées grâce au service G'CONNECT, combinant les expertises des secteurs Urbain et Télécom et permettant de collecter les données des armoires, de les analyser et de superviser les équipements en temps réel à travers une application. Plus tard, en 2020, GROLLEAU lance en complément le service G'ACCESS, solution d'ouverture intelligente qui permet de contrôler facilement les accès aux armoires et leur état d'exploitation.

En 2019, GROLLEAU entre au capital de la SNOC (Société Nationale des Objets Connectés), concepteur et fabricant de capteurs de données supervisées (CA 2020 de 300 K€ ; 3 salariés), et de TECHNO-CITY, bureau d'études centré sur la mobilité urbaine qui développe également des bornes arrêt minute pour la gestion des places de stationnement (CA 2020 de 1 M€ ; 1 salarié). Grâce à ces prises de participation, GROLLEAU conçoit des produits toujours plus innovants adaptés aux nouveaux usages d'une société marquée par la transition numérique. Cette même année, la Société fait l'acquisition du fonds de commerce d'ECO-COLLECTOOR, une solution de recyclage des gobelets de distributeurs, permettant de collecter, recycler et valoriser ce type de déchets.

La Société se développe également à l'international avec l'ouverture des filiales GROLLEAU Afrique (2018) et GROLLEAU UK (2021). L'activité de ses clients est à l'origine de cet export « indirect », qui touche aussi bien les produits Télécom, Urbain, et Industrie.

## 5.2. Description générale de l'activité

GROLLEAU se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur dans le déploiement de la *smart city* et plus largement du *smart territory*. Acteur de référence et leader depuis plus de 70 ans dans la conception et la fabrication d'armoires métalliques d'énergie et de solutions de tôlerie intégrées pour des environnements sévères, la Société a su diversifier son offre et est aujourd'hui présente dans de multiples secteurs d'activité (télécommunication, broadcast, urbain, naval, borne de recharge électrique, etc.).

La Société dispose aujourd'hui d'une expertise multi-sectorielle dans 3 domaines principaux :

- **Télécom** : Armoire fibre optique, *shelter* NRO (structure *outdoor* en aluminium ou en béton offrant une protection aux équipements télécoms) et *data center* (structure *outdoor* en aluminium ou en béton accueillant un réseau d'ordinateurs et des espaces de stockage de données) ;
- **Urbain** : Armoire urbaine, armoire éclairage public, armoire de pompage d'eau, signalisation routière, armoire borne de marché, armoire connectée, borne de recharge, etc. ;
- **Industrie** : Porte passagers pour navires de croisière, borne de péage autoroutier, *smart grid*, etc.

De cette façon, GROLLEAU se place comme acteur clé du déploiement de l'infrastructure territoriale puisque ses collaborateurs œuvrent à l'installation d'équipements indispensables dans une ville.

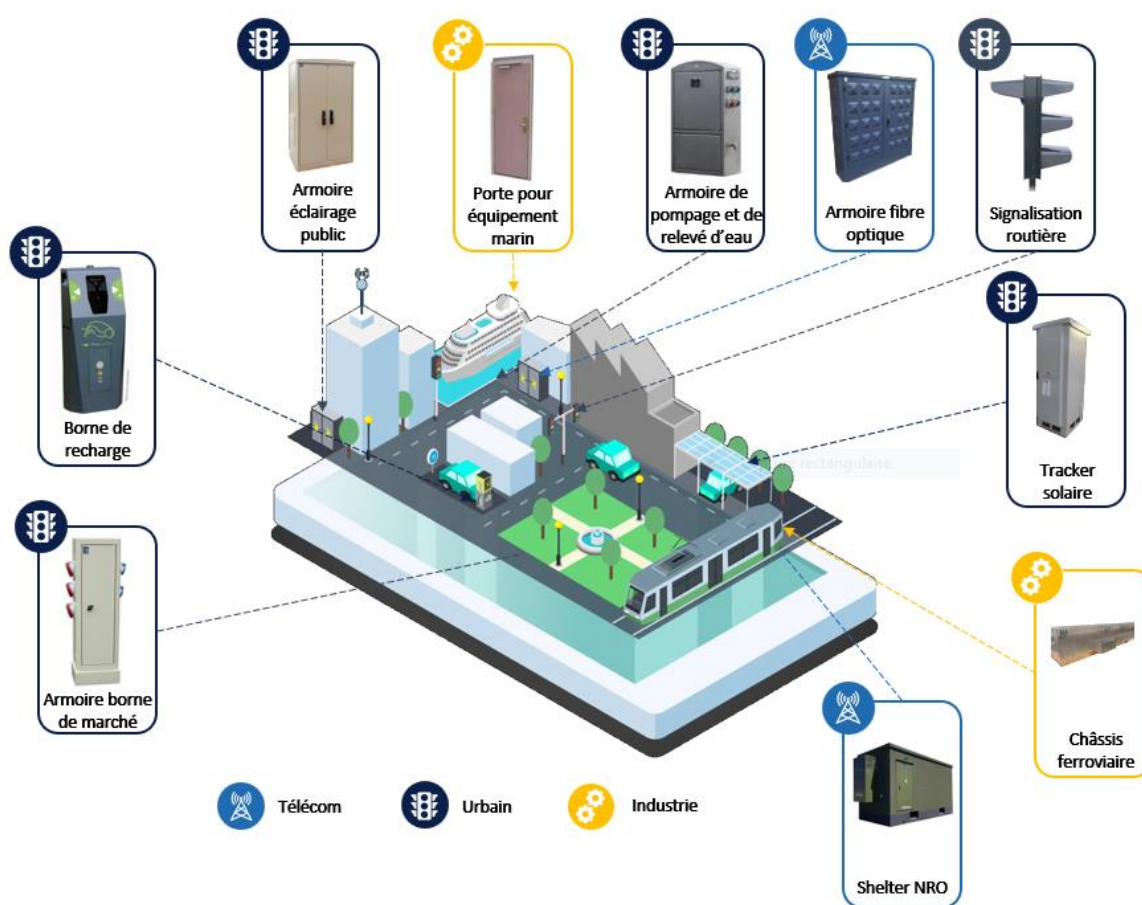
Face au désir de se positionner comme acteur de référence du *smart territory*, GROLLEAU met ses expertises en Télécom, Urbain, et Industrie au service des évolutions technologiques : télévision numérique, fibre optique, GSM-R, 4G, bientôt 5G pour les télécoms mais également bornes de

recharge pour véhicules électriques dans le cadre de la mobilité verte, et armoires connectées pour le *smart territory*.

La Société intervient dans toutes les étapes de la chaîne de valeur et dispose d'un site industriel (dont elle est propriétaire) de 18 000 m<sup>2</sup> couverts à Montilliers (49) :

- La conception : bureau d'études pluridisciplinaire et multisectoriel ;
- La transformation de la tôle : poinçonnage, pliage et soudure ;
- L'assemblage et l'intégration électrique : câblage, test et contrôle ;
- La logistique et l'expédition.

### Exemples de réalisations par secteur d'activité



Source : Société

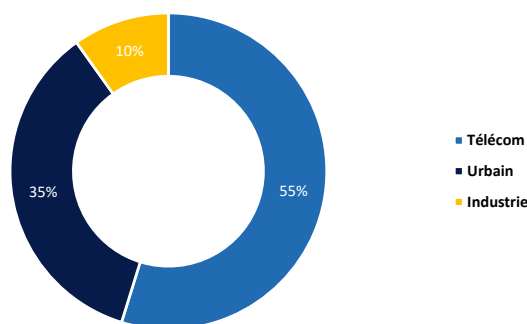
### 5.3. L'offre de produits

Acteur du *smart territory*, GROLLEAU conçoit, fabrique et intègre des équipements connectés et sécurisés destinés à la transformation numérique des infrastructures et au développement de la mobilité et des nouveaux services.

GROLLEAU propose une offre complète et distribue ses produits sur 3 secteurs d'activité différents : le Télécom, l'Urbain et l'Industrie. Le chiffre d'affaires 2021 (exercice clos au 31 mars 2021) se décompose entre les 3 secteurs de la façon suivante :



Répartition du chiffre d'affaires 2021 par secteur d'activité



Source : Société

### Télécom : GROLLEAU connecte les villes et contribue au plan numérique

Les chiffres clés :

- Chiffre d'affaires annuel au 31 mars 2021 : 12,2 M€
- Des clients grands comptes exclusivement (clients de taille significative pouvant représenter un chiffre d'affaires potentiellement élevé)
- +50 % de parts de marché estimées en France sur le parc installé

GROLLEAU est aujourd'hui capable de proposer une offre riche dans le domaine des télécommunications : armoires fibre optique (armoires FttH « Fiber to the Home », permettant le raccordement de la fibre jusqu'au domicile de l'abonné), *shelters* fibre optique (*shelters* NRO « Noeud de Raccordement Optique »), armoires de gestion d'énergie, réseau GSM-R, etc. Avec plus de 50 % de parts de marché estimées en France, GROLLEAU se positionne parmi les leaders du secteur.

Reconnue pour sa capacité d'adaptation, sa réactivité et sa flexibilité de production, GROLLEAU traite ainsi en direct avec les grandes entreprises en charge du déploiement du réseau fibre en France tels que ORANGE ou encore AXIONE.

Forte de son expertise dans la conception et la fabrication d'armoires métalliques urbaines, la Société a su innover pour s'adapter aux mutations du secteur. GROLLEAU développe, dès 2012, la gamme Fibre Optique (FIBOOP) comprenant des armoires et des *shelters* pour la fibre optique.

La Société a développé une réelle expertise dans la conception et la production des *shelters* NRO. Le nœud de raccordement optique (NRO) correspond au point de concentration d'un réseau en fibre optique. Les équipements actifs à partir desquels l'opérateur active les accès de ses abonnés y sont installés. Afin de protéger ces équipements des agressions extérieures, GROLLEAU propose aujourd'hui des *shelters* intégrés et testés apportant sécurité et stabilité, et ayant une capacité de raccordement de 1 000 à 4 000 abonnés.

Aujourd'hui GROLLEAU s'adapte encore et développe des solutions destinées à la 5G. Cette nouvelle génération de communications mobiles est apparue pour répondre à l'augmentation du trafic, à la croissance et à la diversification des usages. Le déploiement de la 5G s'accompagne notamment de la multiplication de *data centers* de proximité, qui est l'une des nouvelles expertises de GROLLEAU.

Le développement de l'offre *data centers* vise notamment la mise en œuvre d'une stratégie de montée en gamme des produits de la Société. Ces derniers sont commercialisés à un prix moyen de vente

beaucoup plus élevé par rapport aux produits historiques de type armoire ou *shelters*. Par ailleurs, l'offre *data centers* condense toutes les expertises du groupe de la gestion des serveurs jusqu'à la gestion de l'environnement :

- Gestion serveur (avec notamment la phase de précâblage pour le compte des clients) ;
- Gestion d'énergie (gestion de l'alimentation, batteries de secours, etc.) ;
- Gestion thermique (gestion de la ventilation, des systèmes de climatisation et de refroidissement, etc.) ;
- Gestion de l'environnement (gestion du pilotage à distance, intégration des différents capteurs, etc.).

Cette offre de produits permet à GROLLEAU de se positionner comme acteur intermédiaire clé, au carrefour entre opérateurs d'infrastructures de réseau et opérateurs télécoms.

#### Exemples de produits de la gamme Télécom :



Armoire  
GSM-R / RRH



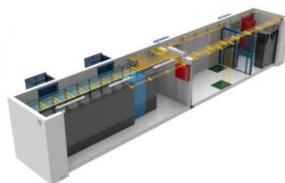
Armoire fibre optique outdoor



Armoire énergie



Shelters NRO



Data center

Source : Société

Par ailleurs, l'offre de services G'CONNECT et G'ACCESS que propose GROLLEAU depuis 2019 est également utilisée dans le secteur Télécom car elle permet de piloter les *shelters* et *data centers*, d'en récupérer les données et de fournir ces dernières aux clients pour leurs analyses. GROLLEAU compte donc parmi ses leviers de croissance le développement des services connectés de ses produits.

#### **Urbain : des équipements indispensables aux applications critiques d'une ville**

Les chiffres clés :

- Chiffre d'affaires annuel au 31 mars 2021 : 7,9 M€
- +350 références d'armoires modulables
- +50 % de parts de marché estimées en France sur le parc installé d'armoires urbaines

Avec plus de 350 armoires référencées au catalogue et autant développées hors catalogue, GROLLEAU est capable de répondre à l'ensemble des besoins de ses clients : armoires électriques, armoires pour l'éclairage public, pour la signalisation ou encore armoires pour le gaz, et plus récemment, armoires connectées.

Par ailleurs, depuis juillet 2019, GROLLEAU propose une offre de services, G'CONNECT et G'ACCESS, permettant la surveillance en temps réel de ses armoires électriques, via son système de pilotage développé en interne qui contrôle la température, les intrusions et la consommation électrique. Les données des produits GROLLEAU sont récupérées via une application web personnalisée qui met à disposition des clients des tableaux de bord pour la récupération de l'état de chaque armoire ainsi qu'un historique détaillé des données de chaque capteur.

Cette grande diversité d'usages ne doit cependant pas faire oublier le point commun à toutes ces armoires : leur capacité à recréer un environnement sûr et stable d'un point de vue thermique, électrique et sécurité, à même de protéger les composants qu'elles renferment des agressions extérieures, et cela de manière durable.

La Société dispose d'une forte notoriété sur ce segment et estime détenir plus de 50 % de parts de marché en France. La Société a d'ailleurs un contrat privilégié avec la Ville de Paris depuis 1996, pour l'installation d'armoires urbaines.

#### Exemples de produits de la gamme Urbain :



Feux tricolores et armoire de gestion de la signalisation



Armoire éclairage public



Armoire de gestion d'énergie/gaz



Armoire connectée G'Connect



Mobilité urbaine



Armoire eau

Source : Société

Les clients de la Société pour la gamme Urbain sont généralement des grands donneurs d'ordre tels que BOUYGUES, ENGIE, EIFFAGE ou encore ENEDIS.

#### **Focus sur les bornes de recharge électrique**

S'appuyant sur son savoir-faire historique dans la distribution d'énergie, la Société a décidé de développer une nouvelle offre sur le marché de la gestion d'énergies alternatives. Introduites en 2011, les bornes de recharge pour véhicules électriques ont amorcé le développement de la Société dans le domaine de l'électromobilité avec la création d'une ligne de production spécifique sur son site industriel.

Aujourd'hui, GROLLEAU accompagne ses clients sur la mobilité intelligente à travers des installations de :

- Bornes de recharge pour véhicules électriques ;

- Bornes de recharge en gestion autonome.

Forte d'une notoriété établie sur les bornes de recharge produites en marque blanche que ses clients commercialisent pour leur propre compte, GROLLEAU profitera de ce positionnement pour accompagner la croissance du secteur notamment pour les voitures électriques et autonomes. La Société veille à se positionner non pas en tant que simple sous-traitant industriel, mais comme un vrai partenaire et prend ainsi part au co-développement de ces bornes avec l'ensemble de ses clients.

Exemples de produits des activités mobilité intelligente et distribution d'énergie :



Borne de recharge



Borne de recharge



Borne de recharge

Source : Société

Parmi les clients de GROLLEAU sur cette activité, on retrouve 3 clients grands comptes : LAFON, SCHNEIDER ELECTRIC, et TOTAL ENERGIES.

### **Industrie : un savoir-faire unique au service des industriels**

Les chiffres clés :

- Chiffre d'affaires annuel au 31 mars 2021 : 2,2 M€
- 3 clients grands comptes historiques (clients de taille significative pouvant représenter un chiffre d'affaires potentiellement élevé)

Fort de son savoir-faire dans le travail des matériaux métalliques, la Société est capable de fournir des produits finis, des structures mécano-soudées et des sous-ensembles de tôlerie intégrée :

- Portes passagers pour navires de croisière ;
- Bornes de péages autoroutiers ;
- *Smart grids* ;
- Armoires industrielles ;
- Casiers connectés ;
- Recyclage de gobelets (Eco-Collectoor).

La Société maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur, de la conception à l'expédition, en passant par la fabrication et l'intégration, lui permettant de répondre aux demandes spécifiques de clients d'industries diverses.

GROLLEAU est le seul interlocuteur français à avoir pu répondre au cahier des charges des CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (STX). Une certification BV MARINE est requise pour pouvoir participer au programme, limitant ainsi le nombre de concurrents.

## Exemples de produits de la gamme Industrie :



Source : Société

Parmi les clients de GROLLEAU dans ce secteur d'activité, on compte notamment trois clients grands comptes historiques que sont : SANEF, CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE ainsi que LEROY SOMER.

### 5.4. Un groupe reposant sur de solides fondamentaux

#### 5.4.1 Un bureau d'études innovant

Le bureau d'études, avec la création d'une cellule innovation dédiée en 2014, a permis à GROLLEAU de développer une expertise reconnue et utile à la conception de produits intégrés dans le *smart territory*. 20 personnes y sont aujourd'hui dédiées sur le site de Montilliers et maîtrisent des sujets tels que le *Big Data*, la *Data Science* ou encore les nouvelles technologies.

Le bureau d'études est chargé de 3 missions : la conception des produits, dans laquelle l'innovation joue un rôle de plus en plus important avec l'insertion d'objets connectés, la gestion des projets ainsi que le Service Après-Vente et le maintien en condition opérationnelle des produits.

Cette équipe a la capacité de repenser le cahier des charges et d'adopter une approche technique collaborative afin d'offrir un produit entièrement personnalisé et adapté aux exigences du client. Et ce, avec un accompagnement sur la phase de conception, une réactivité et une création de valeur ajoutée, une flexibilité sur la production et une rapidité d'exécution.

Ce bureau d'études, maîtrise quatre compétences clés :

- L'ingénierie mécanique : production du design mécanique, design des outils, recherche ergonomique ;
- Design industriel : conception personnalisée, gestion des paramètres d'optimisation dans le cadre de ces personnalisations ;
- Ingénierie électrotechnique : design des produits, vérifications, conformité ;

- Ingénierie thermique : simulation de la bonne aptitude des produits à protéger les équipements (reproduire une atmosphère *indoor* en *outdoor*) ;
- Ingénierie IoT : maîtrise des systèmes électroniques et des logiciels (G'CONNECT, G'ACCESS) permettant une supervision à distance des installations.

En 2019, GROLLEAU entre à hauteur de 16,5 % au capital de la SNOC (Société Nationale des Objets Connectés), concepteur et fabricant de capteurs de données supervisées (CA 2020 de 300 K€ ; 3 salariés). La même année, GROLLEAU entre à hauteur de 30,0 % au capital de TECHNO-CITY (CA 2020 de 1 M€ ; 1 salarié), bureau d'études centré sur la mobilité urbaine qui développe également des bornes arrêt minute pour la gestion des places de stationnement. Ces deux prises de participation ont permis à la Société d'acquérir de nouvelles compétences pour pouvoir proposer davantage de valeur ajoutée et d'innovation à ses clients.

#### *5.4.2 Une organisation efficace et réactive*

La Société dispose aujourd'hui d'une maîtrise complète de la chaîne de valeur : de la conception à la fabrication et l'assemblage. A chaque étape de cette chaîne de valeur, une équipe se charge d'optimiser les processus et de garantir la qualité.

Avec des moyens de production intégrés au site de production, GROLLEAU donne accès à une réalisation performante des produits et une intégration partielle, totale ou personnalisée des équipements et produits finis. La chaîne de production est parfaitement adaptée à la transformation des tôles, mais surtout aux métiers d'intégration des composants sensibles au sein des enveloppes créées et fabriquées. Une zone CEM (compatibilité électromagnétique) est dédiée à l'intégration des circuits sensibles. En fin de ligne, les tests électriques et fonctionnels sont réalisés.

#### **Conception**

La conception est la phase la plus en amont du processus, au cours de laquelle une équipe d'ingénieurs mécaniques, électrotechniques, thermiques et designers industriels s'attachent à concevoir des produits sur-mesure répondant aux normes et aux besoins de chaque client.

#### **Tôlerie et peinture**

Une fois les produits conçus, une équipe de professionnels opère autour des métiers de la tôlerie : poinçonnage, découpe, pliage et soudage. En moyenne, 10 000 pièces de tôles sont transformées et peintes par semaine.

#### **Assemblage mécanique et intégration électrique**

Cette étape consiste en l'assemblage des produits et l'intégration des composants électriques pour ensuite en venir au câblage et tests. En moyenne, 100 armoires sont assemblées par semaine.

#### **Contrôle qualité et test**

Afin de garantir une satisfaction client maximale, 4 salariés sont chargés des contrôles et tests finaux. Ainsi, plus de 98 % des produits sont conformes en bout de ligne avec des délais de livraisons respectés.

#### **Expédition et livraison**

GROLLEAU livre ses produits partout en France et à l'international, avec en moyenne 5 camions expédiés par jour.



### 5.4.3 Un site industriel intégré

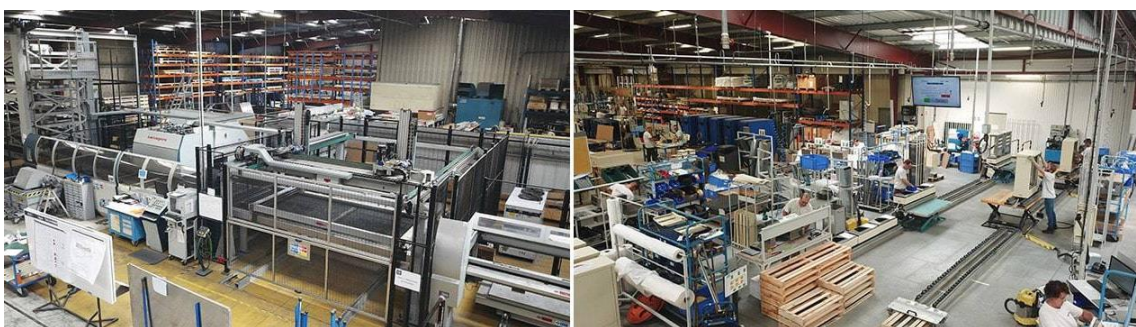
Le site industriel est situé à Montilliers (49) au cœur de l'Anjou et couvre une superficie de 60 000 m<sup>2</sup> dont 18 000 m<sup>2</sup> couverts. Ce site, dont GROLLEAU est propriétaire, comprend toutes les activités de la Société, à savoir le siège social, les fonctions support (Ressources Humaines, Administration Commerciales & des Ventes, service Qualité, Sécurité & Environnement, Finance et Logistique) ainsi que l'unité de production qui intègre toutes les étapes de la chaîne de valeur.

La centralisation des tâches sur un même site et un réel savoir-faire sur l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur permet à la Société d'optimiser ses flux logistiques et ainsi de répondre aux demandes clients en un temps record.

L'équipe de production, supportée par le service Méthodes, est en mesure de répondre en temps réel aux commandes clients et aux changements de configuration des produits.



Site de Montilliers (source : Société)



Moyens de production (source : Société)

La Société a réalisé plusieurs modifications du site sur les dernières années afin d'améliorer son outil de production :

- Une extension de 1 800m<sup>2</sup> du bâtiment d'assemblage et d'intégration en 2015 ;
- Une extension de 3 000 m<sup>2</sup> pour la zone de stockage des *shelters* en 2019 ;
- Un nouveau projet en cours sur une extension de 2 500 m<sup>2</sup> afin d'augmenter la capacité de production.

## 5.5. Axes stratégiques de développement

La stratégie de la Société GROLLEAU à moyen terme repose sur 4 principaux axes :

- Consolider son positionnement en tant qu'acteur majeur du *smart territory* et des télécoms avec notamment le développement de la 5G, des *data centers* mobiles et des produits dédiés à la mobilité urbaine ;
- Maintenir un outil de production innovant et performant en développant « une usine 4.0 » pour la production d'objets connectés ;
- Développer son offre de services en s'appuyant sur le digital et permettre un suivi en continu des armoires, *shelters* et *data centers* : gestion à distance des objets connectés réalisée via le système de pilotage propre (développé par GROLLEAU), afin d'assurer la maintenance et les interventions en cas d'incident ;
- Développer sa présence à l'international notamment en Afrique sur les marchés de la fibre optique et des *data centers* et en Europe sur le marché de la fibre optique, grâce au savoir-faire de la Société acquis en France mais également en accompagnant ses clients dans le développement de leurs projets à l'étranger. Dans le cadre de ce développement international les acteurs internationaux concurrents déjà présents sont notamment : CAMUSAT (CA 2019 : 200 M€) et HUAWEI (CA 2020 : 111 Mds €) en Afrique, IDEA OPTICAL (CA : NC) au Royaume-Uni ainsi que LANGMATZ (CA : NC) en Allemagne.

La Société entend développer ces axes stratégiques dans le cadre de sa croissance organique mais également par croissance externe où GROLLEAU souhaite réaliser des acquisitions ciblées pour intégrer de nouvelles compétences et activités mais également des capacités de production complémentaires. La Société a notamment identifié des cibles spécialisées dans la supervision, l'acquisition de données ainsi que la maintenance. Laurent MARBACH, Président Directeur Général de la Société, avec le support du Conseil d'administration, sera en charge de l'évaluation des potentielles acquisitions.

## 5.6. Tendances de marché

### 5.6.1 L'IoT et les smart territories

Selon l'ONU, 68 % de la population mondiale devrait vivre en ville en 2050. Dans ces zones sujettes à une densification de la population où naissent des enjeux environnementaux majeurs, les technologies et outils numériques des *smart territories* permettent aux collectivités de réaliser des économies ou de perfectionner leurs services publics avec pour objectif final l'amélioration de la qualité de vie globale des habitants. Cela permet par exemple l'optimisation de la gestion des déchets, des dépenses en énergie ou encore du trafic urbain.

Pour se faire, le *smart territory* s'appuie sur les objets connectés, devenus une composante fondamentale de cette nouvelle structure urbaine. En effet, l'IoT transforme peu à peu tous les secteurs : les villes de demain auront par exemple un système d'éclairage public qui ne s'allumera qu'en cas de détection de passants, s'adaptera en fonction de la luminosité, et permettra de réduire la consommation énergétique publique. Ce service, comme les autres, s'appuiera sur des capteurs qui collecteront des données en temps réel (pics de fréquentation, lumière extérieure, etc.) et permettront une meilleure gestion des ressources. Un autre exemple pourrait être les poubelles connectées qui permettent d'avertir les éboueurs lorsqu'elles sont pleines et ainsi réduire les détours polluants et inutiles des camions.



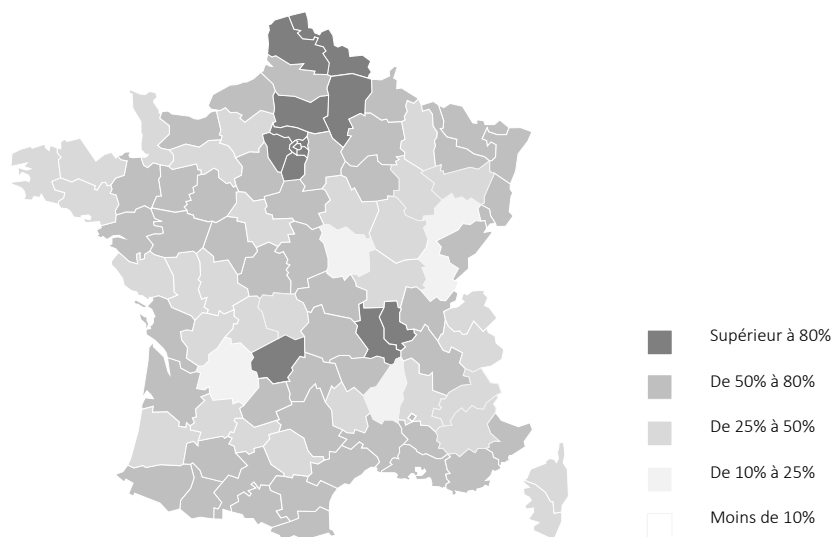
L'enjeu des *smart territories* réside dans l'installation de réseaux *Machine to Machine* dans l'espace urbain, suffisamment fiables pour rendre la communication entre objets connectés possible et analysable.

Cette utilisation de la *data*, qui permet aux collectivités de réaliser de réelles économies, pourrait être généralisée à une plus grande proportion du territoire français comme c'est le cas dans la ville multi-connectée de Singapour par exemple. La transition énergétique pourrait également s'appuyer sur le développement de « *smart buildings* », moins consommateurs d'énergie et aptes à mesurer taux d'occupation, flux de personnes, humidité et température des bâtiments.

Les dépenses mondiales consacrées aux villes intelligentes vont logiquement croître de façon exponentielle dans les années à venir.

### 5.6.2 Le déploiement de la fibre optique et la commercialisation de la 5G en France

#### Répartition des taux de locaux raccordables FttH (T1 2021)



Sources : ARCEP, Observatoire du THD T1 2021 (IDATE)

Dans le but de rattraper ses voisins européens (notamment les Pays-Bas et l'Espagne) en termes de raccordement de sa population à la fibre optique, la France prévoit de déployer des infrastructures adaptées dans les zones rurales et péri-urbaines qui n'ont pas encore été équipées.

Le Plan France « Très Haut Débit », lancé en 2013 par l'ancien président François Hollande, vise à doter l'intégralité du territoire français d'infrastructures réseau permettant aux particuliers, aux entreprises et aux administrations d'accéder à Internet avec un débit de 30 Mbit/s d'ici 2022. Cela passe par principalement par l'installation de réseaux filaires FttH (« Fiber to the Home »), qui permettent l'accès à internet à très haut débit et se matérialisent par des prises fibre optique se terminant au domicile de l'abonné. En effet, selon le gouvernement français, il est prévu qu'en 2022, plus de 80 % des logements soient éligibles au FttH.

Au premier trimestre 2021, c'était plus de 25 millions de locaux qui étaient éligibles aux offres FttH, soit une hausse de 31 % en un an, selon l'Autorité de Régulation des Communications électroniques, des Postes et de la distribution de la presse (« ARCEP »).

La Cour des comptes a prévu un budget de 34,9 Mds€ dans la couverture du territoire en fibre d'ici 2030. Dans sa répartition, ce budget accorde une importance particulière aux zones rurales et péri-urbaines à travers les Réseaux d'Initiatives Publiques (RIP) par rapport aux zones urbaines, qui sont pour une grande partie, déjà équipées à plus de 80 %. Le guide de déploiement de la fibre optique révèle que les RIP ont vocation à compléter l'initiative privée (les opérateurs télécoms) pour aboutir à une couverture complète du territoire en se substituant aux entreprises du secteur quand le déploiement de la fibre optique n'est pas rentable, du fait d'une faible densité de population et/ou de difficultés de déploiement. Ce sont donc des projets portés par les collectivités territoriales pour mettre en place un réseau de communication, le plus souvent en fibre optique ces dernières années.

L'arrivée de la 5G va elle aussi dynamiser le marché des télécoms et rendre le rôle du déploiement de la fibre optique crucial. En effet, les opérateurs privilégieront largement l'utilisation des infrastructures existantes pour introduire la 5G. Le réseau en fibre déjà déployé en France va permettre l'arrivée de la fibre jusqu'aux antennes 5G pour les relier entre elles et au cœur de réseaux avec une vitesse de transmission des données améliorée.

La 5G donnera également lieu au déploiement d'antennes mobiles à faible puissance dites *small cells* (petites cellules), comparables à des émetteurs wifi, dans des lieux de forte affluence (gares, centre commerciaux). En effet, la 5G va exploiter des fréquences hautes, indispensable pour atteindre des débits comparables à la fibre optique, mais qui ont une portée limitée à quelques centaines de mètres et qui parviennent difficilement à franchir les obstacles. Ce sont donc les *small cells* qui vont relayer la 5G avec des débits très élevés en étant intégrées dans le mobilier urbain (lampadaire, abribus, panneau publicitaire).

Par ailleurs, l'arrivée de la 5G a conduit les *data centers* à se redéfinir car ils devront héberger un nombre croissant d'équipements (serveurs, stockage, routeurs...) nécessaires pour régir les systèmes d'information des entreprises et assurer la continuité d'activités de plus en plus numérisées.

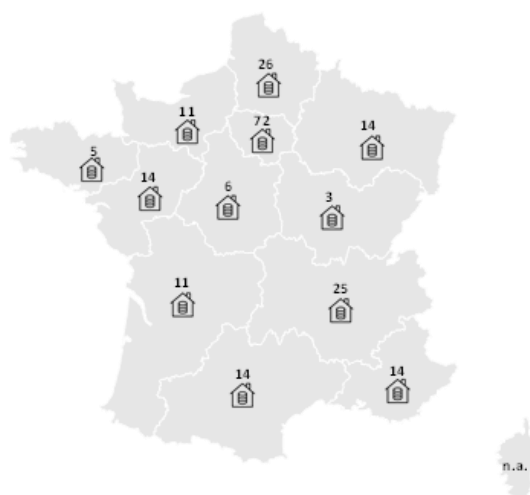
L'engouement pour la 5G provient d'une facilitation de la consommation de données mobiles. Cette technologie permettra par exemple un accès rapide à des contenus vidéos ou à des jeux en streaming, particulièrement consommateurs de données mobiles. De plus, grâce à sa capacité à faire circuler les données sans engorgement, la 5G permettra aux objets connectés de « dialoguer » entre eux, entraînant une accélération de l'*Internet of Things* (IoT). Selon le rapport prospectif *Global Industry Vision* publié par Huawei en 2019, le nombre d'appareils connectés atteindra 100 milliards en 2025.

Il en résulte un objectif de couvrir le territoire français en s'appuyant sur un investissement d'1,7 Mds€ à compter de 2021, provenant à la fois du public et du privé selon un rapport du gouvernement français.

### *5.6.3 Un besoin grandissant en infrastructures adaptées à la transition numérique*

En 2022, le trafic internet annuel en France aura triplé par rapport à 2017 comme le prévoit l'enquête de CISCO, entreprise informatique américaine. Cela provient du fait que 92 % de la population française utilisera internet en 2022, que l'on comptera 8,7 appareils connectés par habitant (soit 2 fois plus qu'en 2017) et que le trafic vidéo aura quadruplé d'ici 2022, pour atteindre 3,3 exaoctets par mois en 2022, soit l'équivalent de 819 millions de DVD par mois (CISCO VNI Global IP Traffic Forecast, 2017-2022).

## 215 *data centers* en France dont 72 en région parisienne en mars 2021



Source : *Global Security Mag*

L'augmentation de ce trafic internet entraîne également une augmentation du besoin de stockage de données. En effet, pour soutenir cette croissance, de nouveaux *data centers* ont été et seront construits, principalement en région parisienne. En 2021, 215 *data centers* sont en fonctionnement en France (dont 29 en construction) contre 165 en 2017 selon la cartographie des *data centers* publiée par le *Global Security Mag* en 2021, expert sur les sujets de sécurités logique et physique.

L'arrivée de la 5G dont les infrastructures fonctionnent de façon locale, et l'influence du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), qui fait évoluer les pratiques en matière de contrôle des données, font partie des facteurs qui entraînent en plus une demande de *data centers* de proximité, notamment de la part des entreprises. C'est l'*edge computing* qui se répand en France, qui permet de traiter les données en périphérie du réseau et qui se matérialise par un phénomène de régionalisation des *data centers*.

Jusqu'à présent en France, les *data centers* étaient principalement concentrés à Paris puisque la capitale accueille traditionnellement les innovations technologiques en avant-première. Ce n'est que récemment que les villes tiennent de plus en plus à la souveraineté de leurs données et que les *data centers* se multiplient jusque dans les régions rurales et péri-urbaines.

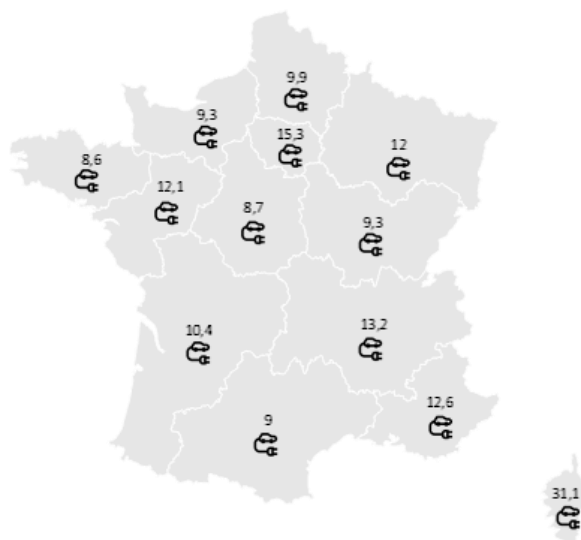
Et ce, d'autant plus avec, d'une part, l'augmentation du télétravail dans les entreprises pour faire face à la crise liée au Covid-19, puisque cela permet d'optimiser l'accès aux données pour les collaborateurs répartis sur tout le territoire, et d'autre part, l'avènement de la 5G qui conduit les entreprises à déplacer l'informatique à proximité des utilisateurs qui utilisent effectivement ces services. Ces nouvelles approches impliqueront nécessairement d'importants besoins en infrastructures dans les années à venir.

### 5.6.4 La décarbonisation des transports propulse le marché des bornes de recharge

L'Assemblée nationale a voté la fin des ventes des véhicules thermiques à 2040 dans les textes de la Loi d'Orientation des Mobilités. Avec un triplement des ventes, l'année 2020 témoigne de la progression unique des immatriculations de véhicules électriques. Le parc automobile français pourrait comporter plus d'un million de véhicules électriques et hybrides rechargeables en 2022, contre 470 295 à fin 2020 selon Avere-France, association nationale pour le développement de la mobilité électrique. Cette augmentation provient d'une part, d'un nombre croissant de modèles électriques proposés par les constructeurs automobiles (176 modèles sont répartis entre des marques telles que

Renault, Ford, Peugeot, Tesla, Audi, etc. selon Avere-France, 2020), des aides à l'achat pouvant s'élever jusqu'à 6 000€ (Service Public, 2021) et des véhicules qui seront moins chers à l'achat que leurs équivalents thermiques d'ici 2027 selon un rapport de Bloomberg New Energy Finance (BNEF), commandé par l'ONG Transport & Environnement.

### Nombre de véhicules 100 % électriques par point de recharge par région



Source : AVERE FRANCE JUIN 2021

Actuellement, la France compte en moyenne un point de recharge pour 11 véhicules électriques ou un point de recharge pour 14 si on inclut les hybrides rechargeables, et l'UE préconise un point pour 10 véhicules selon un rapport d'Avere-France en collaboration avec le Groupement pour l'Itinérance des Recharges Électriques de Véhicules (GIREVE).

Mais avec des ventes de véhicules électriques à la hausse, une grande rapidité doit être de mise. Malgré la crise sanitaire et économique du Covid-19, la France a passé le cap des 40 000 bornes de recharge installées selon le gouvernement, et l'objectif des 100 000 bornes fixé par le Ministère de la Transition Ecologique d'ici fin 2021 pour accompagner la croissance du marché des véhicules électriques sur le marché est maintenu.

Dans cet effort de couverture du territoire, un décret du gouvernement annonce qu'un montant de 100 M€ du plan France Relance servira à accompagner le déploiement au cours des prochains mois et plusieurs initiatives ont donc été proposées : des aides jusqu'à 40 % du coût d'installation ou encore la prise en charge à hauteur de 75 % des coûts de raccordement au réseau, comme l'ont annoncé les ministères de la Transition écologique et de l'Économie dans un communiqué commun en février 2021.

Une attention particulière sera également portée à la qualité du réseau des bornes de recharge. Selon l'Association Française pour l'Itinérance de la Recharge Electrique des Véhicules (AFIREV) en 2021, 1 recharge publique sur 4 présente des défauts (bornes hors-service, défaut électriques ou mécaniques, puissance annoncée surestimée, etc.).

Par ailleurs, le gouvernement français vise l'équipement de l'ensemble des aires du service du réseau autoroutier en bornes de recharge rapide au 1<sup>er</sup> janvier 2023. La même échéance est fixée pour l'équipement du réseau routier national avec 4 bornes de recharge par station. Les bornes rapides

permettent une recharge en moins de 20 minutes (150 kW), comparé aux bornes de recharge lente qui sont essentiellement utilisées de nuit, au domicile du conducteur, ou sur son lieu de travail.

À la suite des Accords de Paris, c'est toute l'UE qui s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, c'est-à-dire l'équilibre entre les émissions et les absorptions de carbone. L'électrification des modes de transport en est un levier. Selon le Groupe Renault, en 2020, l'UE comptait environ 200 000 bornes de recharge disponibles pour les propriétaires de véhicules électriques. Et ce, alors même qu'une étude du groupe de recherche Transport & Environnement datant de 2020 estime à plus 3 millions le nombre de bornes nécessaires à alimenter les 44 millions de véhicules électriques prévus à l'horizon 2030 si l'UE veut devenir climatiquement neutre d'ici 2050.

#### *5.6.5 Une réglementation favorable au développement des activités de GROLLEAU*

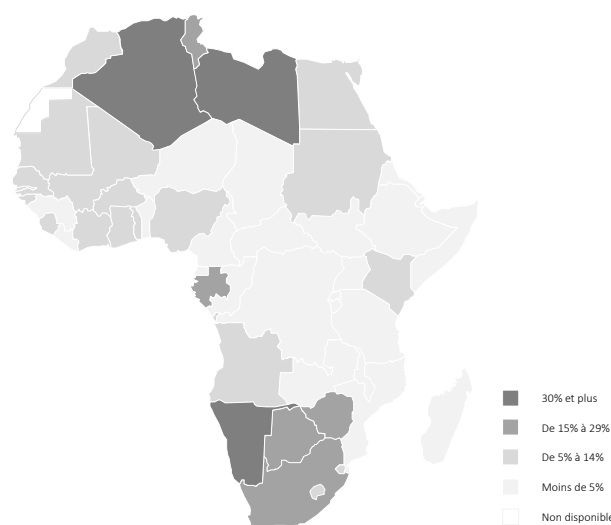
Les tendances de marché abordées jusqu'ici, à savoir une volonté de développer les réseaux de communication (fibre optique, 5G) et un intérêt croissant pour l'électromobilité, sont portées par une réglementation qui leur est favorable.

En effet, en ce qui concerne la télécommunication, la Commission Européenne a adopté en 2018 un règlement d'exécution en faveur d'une infrastructure de réseau 5G à haute capacité avec l'objectif d'atteindre une meilleure qualité de connectivité en Europe. Le texte vise à simplifier et à accélérer les installations de réseau 5G, qui devraient être facilitées par un régime de déploiement non soumis à autorisation mais assorti d'une surveillance par les autorités nationales. Cette réglementation est motivée par le fait que les réseaux 5G sans fil soient un pilier du développement socio-économique car ils feront naître de nouveaux services dans des secteurs cruciaux comme l'éducation et la santé.

Par ailleurs, la mobilité électrique est, elle aussi, encadrée par des règles qui encouragent son développement. Au niveau européen, depuis 2021, les constructeurs doivent se conformer à la norme CAFE (Corporate Average Fuel Economy), qui leur impose de nouveaux objectifs d'émission de CO<sub>2</sub>, de 95 à 130 g CO<sub>2</sub>/km selon les constructeurs et menace de sanctions en cas de non-respect des règles. Quant à l'échelle nationale, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), prévoit d'imposer aux flottes d'entreprises des quotas de véhicules à faible émission. Aussi, depuis 2017, tous les bâtiments (habitation, à usage principal tertiaire ou industriel, accueillant un service public, ainsi que les ensembles commerciaux et cinémas) doivent pré-équiper une partie de leur parc de stationnement pour faciliter l'accueil de bornes de recharge (TotalEnergies Mobility, 2019).

### 5.6.6 Un développement à l'international prometteur

#### Pénétration du haut débit mobile 4G en Afrique par pays (2018)



Source : Banque Mondiale

En Afrique, le nombre de personnes connectées à Internet n'a cessé d'augmenter sur l'ensemble du continent au cours des dernières années pour atteindre 350 millions sur 1,3 milliards d'habitants, c'est 20 fois plus qu'il y a 15 ans selon Alioune Ndiaye, directeur d'Orange MEA. Et ce chiffre continue de progresser rapidement : la demande d'Internet est de plus en plus forte sur le continent.

Cependant aujourd'hui, le manque d'infrastructures adaptées se fait sentir, particulièrement dans les régions rurales. Pour cette raison, des moyens financiers conséquents ont été déployés notamment par la Banque Mondiale qui estime à 100 milliards de dollars le montant des investissements nécessaires pour garantir un accès universel à l'internet en Afrique d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, la Banque Mondiale prévoit qu'il faudrait déployer au moins 250 000 kilomètres de fibre optique et créer près de 250 000 nouvelles stations de base 4G.

De grands groupes locaux ou étrangers comme ORANGE se sont donc lancés dans l'amélioration de la connectivité sur le continent africain. En 2020, l'opérateur téléphonique français a annoncé la mise en service et le lancement commercial de DJOLIBA, le premier réseau panafricain de l'Ouest. Reliant 8 pays (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Nigéria, Ghana, Côte d'Ivoire, Libéria et Guinée), il propose une offre très haut débit et 99,99 % de taux de disponibilité. Les populations locales vont pouvoir accéder plus facilement à des services de santé ou d'éducation, ainsi qu'aux usages offerts par le *cloud computing* (Orange, 2020).

De plus, le développement des *data centers* devrait suivre le déploiement de la fibre sur le continent. C'est d'ailleurs l'objectif du projet SMART AFRICA, dont ORANGE est membre, qui réunit 30 pays dans le but d'interconnecter plus de 24 pays africains et de les doter d'infrastructures de stockage (Orange, 2020).

En ce qui concerne le Royaume-Uni dans lequel GROLLEAU est implanté depuis 2021, des plans de déploiement de la fibre optique sont également envisagés. En effet, AXIONE, la filiale du groupe Bouygues investit 300 millions de livres sterling pour lancer ses activités de déploiement de fibre optique dans le royaume. Elle ambitionne de construire et opérer 4 millions de lignes Outre-Manche,

en plus des 6 millions déjà contractualisées en France. Les travaux ont déjà commencé, en Ecosse. La filiale du groupe Bouygues compte déployer 100.000 lignes d'ici fin 2022 et un million d'ici fin 2024.

#### *5.6.7 Le paysage concurrentiel de la Société GROLLEAU*

Du fait de son expertise multisectorielle et de son positionnement sur l'ensemble de la chaîne de valeur, la Société GROLLEAU ne rencontre pas de concurrents présents sur l'ensemble de son offre de produits. La Société fait cependant face à des concurrents spécifiques et spécialisés sur chaque domaine d'activité (Télécom, Urbain, et Industrie).

Dans le cadre de son activité Télécom, les principaux concurrents directs de la Société sont :

- IDEA OPTICAL (CA : NC) : le groupe français ACOME a racheté IDEA OPTICAL en 2015, société spécialisée dans la conception et la fabrication de solutions de raccordement et de brassage des fibres optiques permettant de gérer les câbles entrants et sortants ;
- CEGELEC (CA : NC) : filiale de VINCI ENERGIES, cette société française conçoit, réalise et assure la maintenance d'équipements et d'infrastructures dont des *shelters* à destination des opérateurs télécom, infrastructures de transports et métallerie pour la fabrication de pièces mécaniques.

Dans le cadre de son activité Urbain, les principaux concurrents directs de la Société sont :

- SEIFEL (CA 2020 : 49,9 M€) : société basée à Saint Malo avec un site industriel de 28 000 m<sup>2</sup>. SEIFEL est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution d'enveloppes techniques pour la distribution, la protection et le comptage des énergies et des fluides tels que l'eau, le gaz ou encore l'électricité ;
- DEPAGNE (CA 2020 : 22,8 M€) : société française d'équipements électriques, DEPAGNE est spécialisée dans la fabrication d'appareillages de distribution électrique basse tension destinés au réseau de distribution publique et est un acteur de référence sur les marchés des bornes portuaires et des raccordements d'éclairage public.

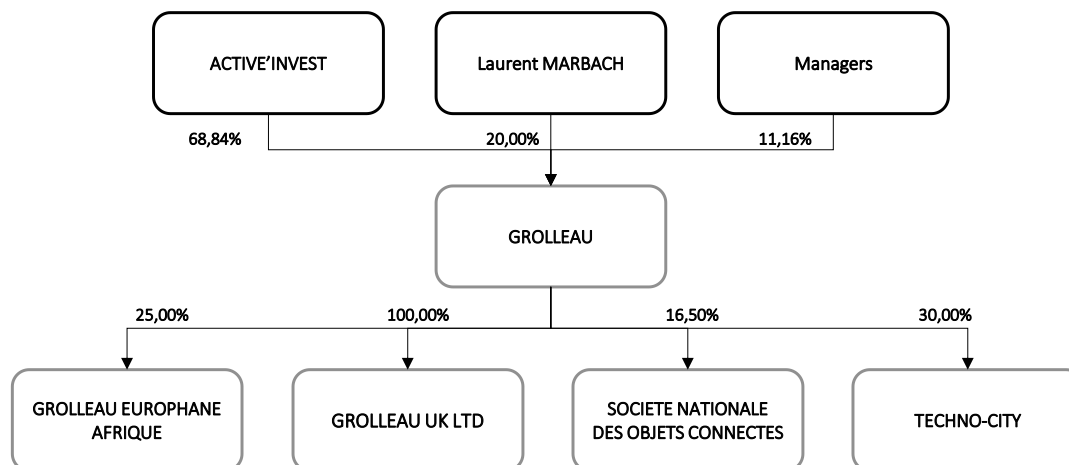
Sur les bornes de recharge électrique, la Société rencontre à ce jour une multitude de concurrents de petites tailles positionnés en tant que fabricant en marque blanche et travaillant en exclusivité sur un modèle spécifique de borne. Grâce à son expertise, GROLLEAU est l'un des rares acteurs du secteur à travailler pour différents clients et proposer différents modèles de bornes pour différents clients.

Dans le cadre de son activité Industrie, GROLLEAU intervient sur des opérations très spécifiques. En ce qui concerne son activité de fabrication de bornes de péages autoroutiers, GROLLEAU rencontre des concurrents tels que SIGMA ou encore G.E.A. Son activité de fabrication de portes passagers pour navires de croisières, quant à elle, fait face à très peu de concurrents compte tenu des certifications qu'il est nécessaire d'obtenir pour assurer la conformité des navires aux normes (BV MARINE notamment).

## 6. ORGANIGRAMME

### 6.1. Organigramme juridique

A la date du présent Document d'Information, l'organigramme juridique de la Société est le suivant :



Source : Société

### 6.2. Liste des filiales

Dénomination sociale	Pays d'origine	Numéro de RCS	% de contrôle	% d'intérêt
SOCIETE NATIONALE DES OBJETS CONNECTES	France	809 823 065	16,50 %	16,50 %
TECHNO-CITY	France	849 403 266	30,00 %	30,00 %
GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE	Côte d'Ivoire	N.A.	25,00 %	25,00 %
GROLLEAU UK LTD	Royaume-Uni	N.A.	100,00 %	100,00 %

En 2019, GROLLEAU entre à hauteur de 16,5 % au capital de la SNOC (Société Nationale des Objets Connectés), concepteur et fabricant de capteurs de données supervisées (CA 2020 de 300 K€ ; 3 salariés). La même année, GROLLEAU entre à hauteur de 30,0 % au capital de TECHNO-CITY (CA 2020 de 1 M€ ; 1 salarié), bureau d'études centré sur la mobilité urbaine qui développe également des bornes arrêt minute pour la gestion des places de stationnement.

En 2018, GROLLEAU a ouvert sa première filiale à l'étranger, GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE, qui accompagne des donneurs d'ordres tels que ORANGE dans la réalisation de leurs projets de télécommunications en Afrique de l'Ouest. Cette filiale est détenue à hauteur de 25% par la Société. Le solde du capital est détenu à hauteur de 26% par la société ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND) et à hauteur de 49% par le groupe KAYDAN (groupe basé à Abidjan et spécialisé dans les activités télécoms et immobilier).

GROLLEAU ouvre une nouvelle filiale en 2021, GROLLEAU UK LTD, qui intervient notamment aux côtés d'AXIONE dans le déploiement du réseau fibre au Royaume-Uni.



## 7. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Les éléments financiers présentés dans ce chapitre sont issus des comptes sociaux annuels audités établis par la Société au titre des exercices clos au 31 mars 2020 et 31 mars 2021. Les données financières semestrielles établies au 30 septembre 2021 n'ont pas été auditées.

### 7.1. Présentation générale

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021*** (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Chiffres d'affaires	15 052	22 349	33 720
EBE *	708	31	2 603
% du CA HT	4,7%	0,1%	7,7%
Résultat d'exploitation	384	(489)	2 033
% du CA HT	2,6%	-2,2%	6,0%
Résultat net	285	(478)	1 103
Actif immobilisé	3 434	3 572	3 820
Capitaux propres	7 017	6 714	7 499
Emprunts et dettes financières	6 241	6 520	1 942
Trésorerie	6 615	7 617	3 707
Trésorerie nette **	374	1 097	1 765

(\*) L'EBE ou Excédent Brut d'Exploitation est un retraitement du Résultat d'Exploitation auquel on a ajouté les dotations aux amortissements et dépréciations nettes des reprises.

(\*\*) La trésorerie nette correspond aux dettes financières auxquelles se soustrait la trésorerie brute.

Au titre de l'exercice 2021 (clôture au 31 mars 2021), GROLLEAU enregistre un chiffre d'affaires de 22,3 M€, en baisse de 34 % par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse d'activité sur la période s'explique d'une part par la crise sanitaire Covid-19 et d'autre part, par le fait que certains contrats d'installation de la fibre optique touchent à leur fin. L'exercice a en effet été marqué par la baisse de l'activité liée à la fin de la couverture en fibre optique des ZTD (Zones Très Denses) dans le cadre du contrat avec ORANGE. Les autres contrats en cours (4 contrats à la date du présent document) concernant la couverture en fibre optique des régions sont toujours en cours et se poursuivront sur les prochains exercices. Par ailleurs, l'exercice a également été impacté par la fin de production de la première tranche de la commande de production de portes passagers pour navires de croisière. La seconde tranche sera commercialisée au cours de l'exercice clôturant en mars 2022.

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 2022 (clôture au 31 mars 2022) s'élève à plus de 15 M€ et devrait permettre à la Société de retrouver son niveau d'activité d'avant-crise sur l'exercice 2022.

### 7.2. Détermination du résultat d'exploitation

#### 7.2.1 Excédent Brut d'Exploitation

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Chiffre d'affaires	15 052	22 349	33 720
EBE	708	31	2 603
% du CA HT	4,7%	0,1%	7,7%

Au titre de l'exercice 2021 (clôture au 31 mars 2021), l'EBE était de 31 K€ soit 0,1 % du chiffre d'affaires contre 2,6 M€ soit 7,7 % du chiffre d'affaires sur l'exercice 2020. La contraction de l'activité observée sur l'exercice 2021 rapportée à un niveau de charges relativement élevé a eu pour effet de dégrader la marge d'EBE sur l'exercice.

En revanche, l'EBE et la marge correspondante sont en hausse au cours du premier semestre de l'exercice 2022 : au 30 septembre 2021, l'EBE s'élevait ainsi à 708 K€ et représentait 4,7 % du chiffre d'affaires de la période.

### 7.2.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est un indicateur qui permet de mesurer la performance de l'exploitation de la Société, il se calcule sur la base du chiffre d'affaires auquel il faut ajouter les produits d'exploitation et soustraire toutes les coûts et charges liées à l'activité ainsi que les dotations aux amortissements et provisions. Il se décompose comme suit.

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Chiffre d'affaires	15 052	22 349	33 720
Reprises sur provisions et amortissements	76	230	336
Autres produits et charges d'exploitation	262	185	(485)
Achat de marchandises	396	455	435
% CA	2,6%	2,0%	1,3%
Achats de matières premières	6 840	9 907	14 876
% CA	45,4%	44,3%	44,1%
Variation de stock	(669)	(113)	146
Autres achats et charges externes	3 420	3 963	6 079
% CA	22,7%	17,7%	18,0%
Impôts et taxes	160	463	491
% CA	1,1%	2,1%	1,5%
Charges de personnel	4 459	7 817	8 602
% CA	29,6%	35,0%	25,5%
Dotation aux amortissements et dépréciations	400	749	907
% CA	2,7%	3,4%	2,7%
Autres charges	0	11	2
% CA	0,0%	0,0%	0,0%
<b>TOTAL charges d'exploitation</b>	<b>15 006</b>	<b>23 253</b>	<b>31 538</b>
<b>% CA</b>	<b>99,7%</b>	<b>104,0%</b>	<b>93,5%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>384</b>	<b>(489)</b>	<b>2 033</b>

Au cours de la période présentée, le résultat d'exploitation s'est déprécié de 124 %, passant de 2 033 K€ en 2020 à -489 K€ en 2021. Cette variation s'explique notamment par une baisse du chiffre d'affaires entre 2020 et 2021.

Les achats de matières premières constituent 69 % des achats consommés en 2020 et atteignent 70 % en 2021.

La répartition des principaux postes des autres charges et charges externes est la suivante :

- Les prestations de transport représentent 24 % des charges externes en 2020 et 27 % en 2021 (transports sur achats, transports sur ventes, voyages et déplacements) ;
- Les charges locatives atteignent environ 5 % des charges externes en 2020 et 7 % en 2021 (locations immobilières, locations de matériel technique, locations de matériel de transport, locations de matériel de bureau, locations financières) ;
- La maintenance et l'entretien de l'immobilier, du matériel technique et du matériel de transport constituent environ 8 % des charges externes en 2020 et 9,5 % en 2021.

La part des charges de personnel, comprenant les salaires et traitements ainsi que les charges sociales, a augmenté pour passer de 25,5 % en 2020 à 35 % en 2021.

Au total, la part des charges d'exploitation dans le chiffre d'affaires a augmenté entre les deux exercices, passant de 93,5 % en 2020 à 104,0 % en 2021, et ce, malgré leur diminution en valeur absolue.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2022 (clôture au 31 mars 2022), la Société a réalisé un résultat d'exploitation positif de +384 K€.

### 7.3. Formation du résultat net

#### 7.3.1 Résultat financier

Le résultat financier est la différence entre les recettes et les dépenses financières d'une société, il se décompose comme suit :

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Différences positives de change	-	-	0,2
<b>Total produits financiers</b>	-	-	<b>0,2</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	99	-
Intérêts et charges assimilées	14	21	17
Différences négatives de change	0,3	-	0,4
<b>Total charges financières</b>	<b>14</b>	<b>120</b>	<b>18</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(14)</b>	<b>(120)</b>	<b>(17)</b>

Au cours de l'exercice 2021, le résultat financier est impacté négativement par une hausse des dotations financières aux amortissements et provisions, qui passent de 0 K€ en 2020 à 99 K€ en 2021, ainsi que par une hausse des intérêts et charges assimilés, qui passent de 17 K€ à 21 K€.

#### 7.3.2 Impôt sur les sociétés

La Société a reçu un crédit d'impôts sur les bénéfices de 166 K€ en 2021 et a versé 459 K€ d'impôts sur les bénéfices en 2020.

#### 7.3.3 Résultat net

La décomposition du résultat net à partir de l'EBE est détaillée ci-après :

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
EBE	708	31	2 603
Résultat d'exploitation	384	(489)	2 033
Résultat courant	370	(609)	2 016
Résultat net	285	(478)	1 103

## 7.4. Commentaires sur le bilan

### 7.4.1 Éléments d'actifs

#### Actif immobilisé

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Immobilisations incorporelles	856	922	929
Immobilisations corporelles	2 310	2 384	2 558
Immobilisations financières	268	266	334
<b>Total Actifs immobilisés</b>	<b>3 434</b>	<b>3 572</b>	<b>3 820</b>

Au 31 mars 2021, le montant total des actifs immobilisés atteint 3 572 K€, en légère baisse de 6 % par rapport à 2020, mais qui reste majoritairement porté par les immobilisations corporelles qui représentent 67 % de l'actif immobilisé de la Société. Sur le premier semestre de l'exercice 2022, les immobilisations corporelles représentaient toujours 67 % de l'actif immobilisé de la Société.

#### Actif circulant

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Stocks et en-cours	4 401	3 514	3 296
Avances et acomptes versés sur commandes	206	30	-
Clients et comptes rattachés	4 331	2 945	4 397
Autres créances	1 700	2 753	2 221
Disponibilités	6 615	7 617	3 707
Charges constatées d'avance	136	88	56
<b>Total Actif circulant</b>	<b>17 390</b>	<b>16 947</b>	<b>13 677</b>

Les actifs circulants sont principalement impactés par la hausse de la trésorerie qui passe de 3 707 K€ en 2020 à 7 617 K€ en 2021, et qui compense la baisse des créances clients et comptes rattachés.

### 7.4.2 Éléments de passifs

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
<b>Capitaux propres</b>	<b>7 017</b>	<b>6 714</b>	<b>7 499</b>
<b>Autres fonds propres</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Provisions pour risques et charge</b>	<b>134</b>	<b>172</b>	<b>267</b>
<b>Dettes</b>	<b>13 669</b>	<b>13 629</b>	<b>9 727</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 241	6 520	1 942
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	77	239
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 293	3 638	4 273
Dettes fiscales et sociales	3 032	3 095	2 925
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	73	50
Autres dettes	92	100	178
Produits constatés d'avance	11	124	120
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>20 824</b>	<b>20 519</b>	<b>17 497</b>

Au titre de l'exercice 2021 (clôture au 31 mars 2021), la hausse du total passif s'explique principalement par la hausse des emprunts et dettes financières suite à la souscription de 2 PGE pour un montant total de 4,5 M€ au cours de l'exercice 2021.

## Capitaux propres

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Capital	200	200	200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	240	240	240
Réserve légale	23	23	23
Autres réserves	1 053	1 053	1 053
Report à nouveau	5 132	5 610	4 846
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>285</b>	<b>(478)</b>	<b>1 103</b>
Subventions d'investissement	3	5	9
Provisions réglementées	81	61	25
<b>Capitaux propres</b>	<b>7 017</b>	<b>6 714</b>	<b>7 499</b>

## Passifs courants

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 241	6 520	1 942
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	77	239
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 293	3 638	4 273
Dettes fiscales et sociales	3 032	3 095	2 925
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	73	50
Autres dettes	92	100	178
Produits constatés d'avance	11	124	120
<b>Total autres passifs</b>	<b>13 669</b>	<b>13 629</b>	<b>9 727</b>

L'augmentation de 40 % des autres passifs s'explique principalement par une augmentation des emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit, liés aux 2 PGE souscrits au cours de l'exercice 2021.

### 7.4.3 Trésorerie

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
Emprunt et dettes financières	6 241	6 520	1 942
Trésorerie	6 615	7 617	3 707
<b>Trésorerie nette</b>	<b>374</b>	<b>1 097</b>	<b>1 765</b>

Au 31 mars 2021, les emprunts et dettes financières s'élèvent à 6 520 K€. La trésorerie nette ressort ainsi à 1 097 K€ sur l'exercice 2021.

Au 30 septembre 2021, les emprunts et dettes financières s'élèvent à 6 241 K€. La trésorerie nette ressort ainsi à 374 K€.

## 8. TRESORERIE ET CAPITAUX

Les éléments financiers présentés dans ce chapitre sont issus des comptes sociaux annuels audités établis par la Société au titre des exercices clos au 31 mars 2020 et 31 mars 2021. Les données financières semestrielles établies au 30 septembre 2021 n'ont pas été auditées.

### 8.1. Flux de trésorerie

Données sociales normes françaises (en K€)	30/09/2021 (6 mois)	31/03/2021 (12 mois)	31/03/2020 (12 mois)
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>			
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>384</b>	<b>(489)</b>	<b>2 033</b>
+ Amortissements et provisions	309	585	601
- Variation des stocks	(887)	(219)	748
- Variation des créances d'exploitation	(921)	1 423	(1 309)
+ Variation des dettes d'exploitation	392	(547)	(1 252)
- Frais financiers	(14)	(21)	(18)
+ Produits financiers	-	-	0
- Impôts sur les sociétés	-	166	(459)
- Charges exceptionnelles liées à l'activité	(67)	(1)	(550)
- Variation des autres créances liées à l'activité	363	(565)	308
+ Variation des autres dettes liées à l'activité	(1)	(151)	151
<b>= Flux net de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>(442)</b>	<b>181</b>	<b>256</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'investissement</b>			
- Acquisitions d'immobilisations	(209)	(532)	(1 302)
+ Cessions d'immobilisations	0	0	6
+ Réduction des autres immobilisations financières	-	1	-
+/- Variation des dettes et créances relatives aux investissements	(73)	23	(126)
<b>= Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(282)</b>	<b>(508)</b>	<b>(1 422)</b>
<b>Flux de trésorerie liés au financement</b>			
+ Augmentation de capital en numéraire	-	-	4
- Dividende versés	-	(340)	(300)
+ Emissions d'emprunts	-	4 851	799
- Remboursements d'emprunts	(279)	(271)	(351)
<b>= Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(279)</b>	<b>4 240</b>	<b>152</b>
<b>Variations de trésorerie</b>	<b>(1 002)</b>	<b>3 912</b>	<b>(1 015)</b>
+ Trésorerie d'ouverture	7 617	3 705	4 719
<b>= Trésorerie de clôture</b>	<b>6 615</b>	<b>7 617</b>	<b>3 705</b>

Le flux net de trésorerie généré par l'activité sur l'exercice clos au 31 mars 2021 est notamment impacté par un résultat d'exploitation négatif.

Les résultats exceptionnels et financiers n'ont pas significativement modifié ce flux.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement est négatif à la suite de l'acquisition d'immobilisation faite au cours de l'exercice 2021 par la Société.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement atteint 4,24 M€ avec l'émission de nouveaux emprunts sur l'exercice 2021 (dont 4,5 M€ de prêts garantis par l'Etat).

### 8.2. Restriction à l'utilisation des capitaux

Néant.

### 8.3. Sources de financement de la Société depuis sa création

Au cours de son existence, la Société a été financée par augmentation de capital auprès de ses actionnaires et d'investisseurs qualifiés pour un montant global de 0,2 M€.

### 8.4. Sources de financement nécessaires à l'avenir

La Société envisage de mettre en place une stratégie de développement à l'international pour accélérer sa croissance. Les recrutements indispensables à l'atteinte de cet objectif et le soutien de la notoriété de la marque nécessiteront donc des sources de financement additionnelles.

## **9. BREVETS, LICENCES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE**

La Société est titulaire des droits de propriété intellectuelle et industrielle, sur la marque française GROLLEAU quelle utilise dans le cadre de ses activités. Le renouvellement du dépôt de la marque française GROLLEAU (classes 6, 9, 20 et 38) a été effectué le 07/07/2021.

La Société a également déposé les marques françaises FIBOOP by GROLLEAU et GROOVE by GROLLEAU respectivement le 18/07/2014 et le 02/03/2012 (classes 6, 38 et 42).

Par ailleurs, la Société a développé 2 brevets protégeant son savoir-faire :

- 1<sup>er</sup> brevet « Armoire de rue », référence GRL1 FR, brevet FR16/60227 délivré le 19/10/2018 ;
- 2<sup>nd</sup> brevet « Armoire de rue munie d'un moyen de verrouillage », référence GRL3 FR, brevet FR18/60131, déposé le 2/11/2018.



## **10. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE**

Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2022 (exercice en cours), la Société prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 M€ avec une marge d'EBITDA comprise entre 4 et 5% du chiffre d'affaires de l'exercice.

Cette prévision tient notamment compte d'un carnet de commandes signé de 12 M€ à fin septembre 2021 permettant d'assurer une bonne visibilité sur l'exercice en cours. Ce carnet de commandes porte sur plus de 50 clients et sur des commandes allant de 10 K€ à 2 700 K€.

## 11. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

La Société est constituée sous forme de société anonyme. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

Un résumé des principales dispositions contenues dans les statuts concernant les membres du Conseil d'administration et des organes de direction figure au chapitre 11 et à la section 17.2 du présent Document d'Information.

### 11.1. Dirigeants et administrateurs

#### 11.1.1 Composition du conseil d'administration

La composition du conseil d'administration est la suivante :

Membres du conseil d'administration	Fonction	Date de 1er échéance	Date d'échéance du mandat	Fonctions principales exercées en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société au cours de 5 dernières années
Laurent MARBACH	Président Directeur Général	10/11/2021	11/11/2027	Néant	Néant
ACTIVE'INVEST représentée par Gilles ROLAND	Administrateur	10/11/2021	11/11/2027	Président d'Active'Invest	Néant
Sophie TRINON	Administrateur	10/11/2021	11/11/2027	PDG d'Alpha Innovation	Membre du conseil de direction d'Agoria Wallonie
François BARBIER	Administrateur	10/11/2021	11/11/2027	Directeur des opérations externes de FLEX	Néant

Les administrateurs ont pour adresse professionnelle le siège social de la Société.

La Société ne suit pas de code relatif à la gouvernance d'entreprise et à la rémunération des dirigeants. Elle ne remplit donc pas les recommandations en la matière établies par le code Middledenext. Considérant la taille de sa structure à ce stade, la Société ne mettra pas en œuvre de politique spécifique de gouvernance après son introduction en bourse sur le marché Euronext Growth Paris.

Il est prévu de nommer prochainement un représentant des salariés en tant que cinquième administrateur du conseil d'administration de la Société.

#### 11.1.2 Liens familiaux

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de la Société.

#### 11.1.3 Information judiciaire

A la date du présent Document d'Information, à la connaissance de la Société, aucun membre du Conseil d'administration et de la direction n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années :

- D'une condamnation pour fraude ;
- D'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation.

A la connaissance de la Société, aucun mandataire social n'a été mis en cause et/ou n'a vu prononcé à son encontre une sanction publique officielle par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés), n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membres d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

#### 11.2. Direction de la Société

Exercice de la Direction de la Société : la Société est représentée à l'égard des tiers par Monsieur Laurent MARBACH, Président Directeur Général.

#### 11.3. Conventions de services

A la date du présent Document d'Information et hormis la convention de prestations de services et d'animation de la société ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND) au profit de la Société GROLLEAU, présentée au paragraphe 15.1 « Conventions conclues avec des apparentes » du présent document, la Société n'a connaissance d'aucun autre contrat de service liant les membres des organes d'administration à la Société et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

#### 11.4. Comités d'audit et de rémunération

Le conseil d'Administration n'a pas prévu la création de tels comités. Il estime en effet que la taille de sa structure ne requiert pas, pour le moment, la mise en place de ces comités.

#### 11.5. Gouvernement d'entreprise

La Société n'a pas adopté un code de place relatif aux pratiques de gouvernement d'entreprise. Compte tenu de sa taille et de son organisation actuelle, la Société n'envisage pas à ce stade de se référer à un code de gouvernance. La Société ne dispose, à ce jour, d'aucun comité spécialisé, ni de procédure permettant de mesurer la performance du Conseil d'Administration.

La Société respecte les exigences de gouvernance d'entreprise requises par la loi et n'a, à ce jour, pas mis en place de règles en complément de ces exigences légales. Bien consciente qu'il est de son intérêt de parvenir à une gouvernance raisonnable, le conseil d'administration réfléchit sur les modalités nécessaires à la mise en œuvre d'une application volontaire de tout ou partie des recommandations du Code de Gouvernance Middledent, ainsi qu'à la pertinence de l'applicabilité de ces recommandations au regard de sa taille et de ses moyens actuels. A date, la Société a décidé de ne pas appliquer de code de gouvernement d'entreprise autres que les règles prescrites par la loi.

#### 11.6. Contrôle interne

A date du présent Document d'Information, la Société ne dispose pas de procédure de contrôle interne.

#### 11.7. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun élément susceptible de générer un conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des mandataires sociaux à l'égard de la Société et leurs intérêts privés.

## 12. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

### 12.1. Rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux

Laurent MARBACH - Président Directeur Général		31 mars 2021 (12 mois)	31 mars 2020 (12 mois)
Rémunérations dues au titre de l'exercice		266 850 €	270 601 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>266 850 €</b>	<b>270 601 €</b>

ACTIVE'INVEST représentée par Gilles ROLAND - Administrateur		31 mars 2021 (12 mois)	31 mars 2020 (12 mois)
Rémunérations dues au titre de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

Sophie TRINON - Administrateur		31 mars 2021 (12 mois)	31 mars 2020 (12 mois)
Rémunérations dues au titre de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

François BARBIER - Administrateur		31 mars 2021 (12 mois)	31 mars 2020 (12 mois)
Rémunérations dues au titre de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		0 €	0 €
<b>TOTAL</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

Il est à noter que, en dehors des rémunérations présentées ci-dessus, les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération de la part de la Société.

### 12.2. Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux

La Société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux. Elle n'a pas non plus versé de primes d'arrivée ou de départ à ces personnes.

### 12.3. BSA ou BSPCE ou autres titres donnant accès au capital attribués aux mandataires sociaux

À la date du présent Document d'Information, il n'existe aucun titre donnant accès au capital attribué aux mandataires sociaux.

### 13. SALARIES

#### 13.1. Nombre de salariés et répartition par fonction

Les effectifs moyens au sein de la Société au cours des 2 derniers exercices sont présentés dans le tableau ci-après :

Répartition des effectifs moyens	31/03/2021	31/03/2020
Cadres	36	34
Non cadres	164	196
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>230</b>

#### 13.2. Participations des salariés dans le capital de la Société

A la date du présent Document d'Information, la participation directe des salariés (hors Monsieur Laurent MARBACH, Président Directeur Général) dans le capital de la Société s'élève à 11,16 %.

## 14. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 14.1. Répartition du capital et des droits de vote à la date du Document d'Information

Le tableau ci-après présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société à la date du présent Document d'Information :

A la date du Document d'Information	Situation en capital		Situation en droits de vote théoriques et exerçables	
Actionnaires	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%
Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

La répartition de l'actionnariat en date du 31/03/2021 et du 31/03/2020 était identique à celle présentée ci-dessus.

### 14.2. Droits de vote des principaux actionnaires

Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées et justifiant d'une inscription nominative depuis cinq (5) ans au moins au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit. Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai de cinq (5) ans fixé, ou conserve le droit acquis, tout transfert de titres par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible. Les personnes morales actionnaires bénéficiant de ce droit de vote double le conserveront si elles font l'objet d'une fusion-absorption ou d'une scission emportant transfert de leurs actions. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

### 14.3. Contrôle de la Société

A la date du présent Document d'Information, la Société GROLLEAU est contrôlée par la société ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND). ACTIVE'INVEST détient 68,84% des actions et 70,59% des droits de vote de la Société. La Société est gérée conformément à l'intérêt de l'ensemble des actionnaires.

### 14.4. Accords pouvant entraîner un changement de contrôle

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun accord en vigueur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle de la Société.

#### 14.5. Pacte d'actionnaires

Néant.

#### 14.6. État des nantissements

Néant.

## 15. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

### 15.1. Conventions conclues avec des apparentes

A la date du Document d'Information, il existe une convention en cours conclue avec des apparentes :

- Convention de prestations de services et d'animation de la société ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND) au profit de la Société GROLLEAU conclue le 30 avril 2015 et renouvelée par l'Assemblée générale du 29 juillet 2020. Au titre des exercices clos au 31 mars 2021 et au 31 mars 2020, les montants facturés par ACTIVE'INVEST à la Société GROLLEAU étaient respectivement de 240 K€ HT et 264 K€ HT.

Les modalités de cette convention sont présentées dans les rapports spéciaux des commissaires aux comptes figurant à la section 15.2 du Document d'Information ci-dessous.

### 15.2. Rapports du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées établis au titre des exercices clos les 31 mars 2020 et 31 mars 2021

#### *15.2.1 Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées établi au titre de l'exercice clos le 31 mars 2021*

A l'Assemblée Générale des associés de la société Grolleau,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

Nous avons été avisés de la convention suivante mentionnée à l'article L. 227-10 du code de commerce qui est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

***Convention n° 1 : Acquisition de 25 % du capital de la société GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE auprès de la société ACTIVE'INVEST et mise en place de la convention de compte courant***

Personne concernée :

Gilles ROLAND, Président de la société ACTIVE'INVEST



Objet de la convention :

Acquisition auprès de la société ACTIVE'INVEST de 25 % du capital de la société GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE

Mise en place d'une convention de compte courant

Modalités :

Cette convention a été initialement conclue en date du 31 mars 2021.

La société a acquis 250 actions de la société GROLLEAU EUROPHANE AFRIQUE pour un montant de 3 812 €.

Une avance en compte courant de 28 012 € est comptabilisée dans les livres des sociétés

Paris-La Défense, le 13 juillet 2021  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés



Frédéric NEIGE

*15.2.2 Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées établi au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020*

A l'Assemblée Générale des associés de la Société Grolleau,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base d'informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

**Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

Nous avons été avisés de la convention suivante mentionnée à l'article L. 227-10 du code de commerce qui est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

**Convention n°1 : Convention de prestations de services et d'animation au profit de la société GROLLEAU**

Personne concernée :

Gilles ROLAND, Président de la société ACTIVE'INVEST

Objet de la convention :

Assistance et conseils dans les domaines commercial, technique, financier et comptable ainsi que des prestations d'animation.

Modalités :

Cette convention a été initialement conclue en date du 30 avril 2015.

Au cours de l'exercice, un premier avenant a été signé en date du 25 avril 2019, pour une durée indéterminée à effet au 1<sup>er</sup> avril 2019. Le montant de la prestation a été fixé à 24 000 € HT par mois.

Un second avenant a été conclu en date du 17 octobre 2019, pour une durée indéterminée à effet au 1<sup>er</sup> octobre 2019. Le montant de la prestation a été fixé à 20 000 € HT par mois.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020, votre société a enregistré une charge au titre de cette prestation de 264 000 € HT.

**Convention n°2 : Convention d'utilisation de services informatiques au profit de la société GROLLEAU**

Personne concernée :

Gilles ROLAND, Président de la société ACTIVE'INVEST

Objet de la convention :

Droit d'utilisation sur une plateforme numérique de supervision d'objets industriels connectés.

Modalités :

Cette convention a été conclue en date du 2 septembre 2019.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2020, votre société a enregistré une charge au titre de cette prestation de 37 650 € HT.

Paris-La Défense, le 10 juillet 2020  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés



Frédéric NEIGE

## 16. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

16.1. Bilan et compte de résultat semestriels établis au 30 septembre 2021 (normes françaises – données non auditées – 6 mois)

### 16.1.1 Bilan

Bilan Actif : (en €)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/09/2021	Net 31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	636 302	491 076	145 226	194 130
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	986 239	533 756	452 483	467 367
Fonds commercial (1)	241 296		241 296	241 296
Autres immobilisations incorporelles	16 765		16 765	19 675
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	423 840	172 749	251 091	256 863
Constructions	2 685 507	1 799 957	885 550	894 556
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 062 117	5 023 523	1 038 593	1 079 777
Autres immobilisations corporelles	824 786	713 315	111 471	136 491
Immobilisations corporelles en cours	22 964		22 964	16 080
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	255 181	151 472	103 710	103 710
Créances rattachées aux participations	1 150		1 150	1 150
Autres titres immobilisés				
Prêts	134 685		134 685	134 685
Autres immobilisations financières	28 548		28 548	26 348
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>12 319 381</b>	<b>8 885 848</b>	<b>3 433 533</b>	<b>3 572 127</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	3 073 785	184 127	2 889 658	2 244 382
En-cours de production (biens et services)	399 445	806	398 639	280 843
Produits intermédiaires et finis	1 149 460	36 651	1 112 809	988 803
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	205 880		205 880	29 570
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	4 335 625	4 437	4 331 188	2 944 648
Autres créances	1 822 589	122 405	1 700 184	2 753 295
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	6 615 460		6 615 460	7 617 161
Charges constatées d'avance (3)	136 445		136 445	88 166
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>17 738 690</b>	<b>348 425</b>	<b>17 390 264</b>	<b>16 946 868</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 058 071</b>	<b>9 234 273</b>	<b>20 823 797</b>	<b>20 518 996</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				127 364

## Bilan Passif : (en €)

	30/09/2021	31/03/2021
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	240 115	240 115
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	23 050	23 050
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 053 003	1 053 003
Report à nouveau	5 131 676	5 609 724
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>285 422</b>	<b>-478 049</b>
Subventions d'investissement	2 922	4 637
Provisions réglementées	80 844	61 452
<b>Total I</b>	<b>7 017 033</b>	<b>6 713 934</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	4 075	4 075
<b>Total II</b>	<b>4 075</b>	<b>4 075</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	133 860	171 895
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>133 860</b>	<b>171 895</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 240 979	6 520 343
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		77 275
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 293 171	3 638 474
Dettes fiscales et sociales	3 031 595	3 095 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		72 934
Autres dettes	91 622	100 157
Produits constatés d'avance (1)	11 462	124 496
<b>Total IV</b>	<b>13 668 830</b>	<b>13 629 092</b>
Ecart de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>20 823 797</b>	<b>20 518 996</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	5 246 291	6 606 423
(1) Dont à moins d'un an (a)	8 422 539	6 945 394
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	450	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

### 16.1.2 Compte de résultat

	30/09/2021	31/03/2021
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Ventes de marchandises	406 858	464 107
Production vendue (biens)	13 982 804	20 414 159
Production vendue (services)	662 695	1 470 930
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>15 052 358</b>	<b>22 349 196</b>
Dont à l'exportation	223 994	323 434
Production stockée	239 531	64 474
Production immobilisée	13 035	108 180
Subventions d'exploitation	7 058	10 479
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	76 084	229 617
Autres produits	1 903	1 789
<b>Total I</b>	<b>15 389 968</b>	<b>22 763 736</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>		
Achats de marchandises	396 216	454 537
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	6 840 059	9 906 998
Variations de stock	-668 728	-113 134
Autres achats et charges externes (a)	3 420 365	3 962 945
Impôts, taxes et versements assimilés	159 508	463 414
Salaires et traitements	3 205 381	5 684 454
Charges sociales	1 253 373	2 133 021
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	347 216	679 341
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	22 500	5 092
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	30 000	65 010
Autres charges	208	11 164
<b>Total II</b>	<b>15 006 099</b>	<b>23 252 841</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>383 870</b>	<b>-489 105</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée III</b>		
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré IV</b>		
<b>Produits financiers</b>		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total V</b>		
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		99 071
Intérêts et charges assimilées (4)	13 709	20 883
Différences négatives de change	304	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total VI</b>	<b>14 014</b>	<b>119 954</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>-14 014</b>	<b>-119 954</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>369 856</b>	<b>-609 059</b>

	30/09/2021	31/03/2021
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 716	3 918
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>1 716</b>	<b>3 918</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	6 714	719
Sur opérations en capital	62	1 276
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 392	36 647
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>26 168</b>	<b>38 642</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-24 452</b>	<b>-34 723</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)	59 982	
Impôts sur les bénéfices (X)		-165 734
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>15 391 684</b>	<b>22 767 654</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>15 106 262</b>	<b>23 245 703</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>285 422</b>	<b>-478 049</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	78 392	156 783
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

## 16.2. Comptes annuels établis au 31 mars 2021 (normes françaises)

### 16.2.1 Bilan

#### Bilan Actif : (en €)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/03/2021	Net 31/03/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	636 302	442 173	194 130	108 822
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	948 439	481 072	467 367	517 379
Fonds commercial (1)	241 296		241 296	241 296
Autres immobilisations incorporelles	19 675		19 675	61 058
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	423 840	166 977	256 863	269 394
Constructions	2 656 203	1 761 647	894 556	971 472
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 948 037	4 868 260	1 079 777	1 118 566
Autres immobilisations corporelles	824 946	688 455	136 491	190 356
Immobilisations corporelles en cours	16 080		16 080	8 500
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	255 181	151 472	103 710	198 969
Créances rattachées aux participations	1 150		1 150	
Autres titres immobilisés				
Prêts	134 685		134 685	107 384
Autres immobilisations financières	26 348		26 348	27 148
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>12 132 183</b>	<b>8 560 056</b>	<b>3 572 127</b>	<b>3 820 344</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	2 406 230	161 848	2 244 382	2 092 351
En-cours de production (biens et services)	281 649	806	280 843	280 072
Produits intermédiaires et finis	1 026 552	37 749	988 803	923 102
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	29 570		29 570	
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	2 949 084	4 437	2 944 648	4 396 964
Autres créances	2 875 700	122 405	2 753 295	2 220 782
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	7 617 161		7 617 161	3 707 386
Charges constatées d'avance (3)	88 166		88 166	55 849
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>17 274 113</b>	<b>327 244</b>	<b>16 946 868</b>	<b>13 676 506</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29 406 296</b>	<b>8 887 300</b>	<b>20 518 996</b>	<b>17 496 850</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			127 364	18 664

## Bilan Passif : (en €)

	31/03/2021	31/03/2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	240 115	240 115
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	23 050	23 050
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 053 003	1 053 003
Report à nouveau	5 609 724	4 846 498
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>-478 049</b>	<b>1 103 227</b>
Subventions d'investissement	4 637	8 504
Provisions réglementées	61 452	24 805
<b>Total I</b>	<b>6 713 934</b>	<b>7 499 202</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	4 075	4 075
<b>Total II</b>	<b>4 075</b>	<b>4 075</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	171 895	266 668
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>171 895</b>	<b>266 668</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 520 343	1 942 016
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	77 275	239 010
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 638 474	4 272 958
Dettes fiscales et sociales	3 095 413	2 924 935
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 934	49 890
Autres dettes	100 157	177 649
Produits constatés d'avance (1)	124 496	120 447
<b>Total IV</b>	<b>13 629 092</b>	<b>9 726 906</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>20 518 996</b>	<b>17 496 850</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	6 606 423	1 786 811
(1) Dont à moins d'un an (a)	6 945 394	7 701 084
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		2 669
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## 16.2.2 Compte de résultat

	31/03/2021	31/03/2020
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Ventes de marchandises	464 107	455 232
Production vendue (biens)	20 414 159	31 877 807
Production vendue (services)	1 470 930	1 386 643
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>22 349 196</b>	<b>33 719 682</b>
Dont à l'exportation	323 434	19 218
Production stockée	64 474	-582 050
Production immobilisée	108 180	89 118
Subventions d'exploitation	10 479	2 251
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	229 617	336 250
Autres produits	1 789	5 813
<b>Total I</b>	<b>22 763 736</b>	<b>33 571 064</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>		
Achats de marchandises	454 537	434 623
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 906 998	14 875 834
Variations de stock	-113 134	146 243
Autres achats et charges externes (a)	3 962 945	6 078 834
Impôts, taxes et versements assimilés	463 414	491 409
Salaires et traitements	5 684 454	6 257 312
Charges sociales	2 133 021	2 345 020
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	679 341	624 325
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	5 092	121 093
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	65 010	161 198
Autres charges	11 164	2 132
<b>Total II</b>	<b>23 252 841</b>	<b>31 538 021</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-489 105</b>	<b>2 033 044</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée III</b>		
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré IV</b>		
<b>Produits financiers</b>		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		169
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total V</b>		<b>169</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	99 071	
Intérêts et charges assimilées (4)	20 883	17 281
Différences négatives de change		364
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total VI</b>	<b>119 954</b>	<b>17 645</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>-119 954</b>	<b>-17 476</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>-609 059</b>	<b>2 015 567</b>

	31/03/2021	31/03/2020
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 918	9 562
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		100 000
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>3 918</b>	<b>109 562</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	719	120 000
Sur opérations en capital	1 276	643
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	36 647	12 749
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>38 642</b>	<b>133 392</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-34 723</b>	<b>-23 830</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)		430 010
Impôts sur les bénéfices (X)	-165 734	458 500
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>22 767 654</b>	<b>33 680 795</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>23 245 703</b>	<b>32 577 569</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-478 049</b>	<b>1 103 227</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	156 783	156 783
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

### 16.2.3 Annexe

## FAITS CARACTERISTIQUES

### 1- Conséquences de l'évènement Covid-19

#### Règles et méthodes comptables

L'évènement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'évènement Covid-19 sur ses comptes.

#### Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'évènement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'évènement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

## 2- Impacts de l'évènement Covid-19

### Impact sur le bilan

#### Informations chiffrées sur les points d'attention retenus

	Montant brut	dont COVID	hors COVID
Report du capital des éch. d'emprunts s/ les exercices suivants	300 146	300 146	
Souscription d'emprunt garanti par l'Etat	4 500 000	4 500 000	
Report d'échéances auprès des organismes sociaux	974 542	974 542	
<b>Total</b>	<b>5 774 688</b>	<b>5 774 688</b>	

### Impact sur les charges

Les allocations versées par l'Etat au titre de l'activité partielle ont permis de maintenir l'emploi sur l'exercice. Elles se sont élevées à la somme de 291 430 euros sur la période. Elles sont comptabilisées au sein de la rubrique Salaires et traitements.

#### REGLES ET METHODES COMPTABLES

---

Désignation de la société : SAS GROLLEAU

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 20 518 996 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 478 049 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### 1- Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## **2- Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

## **3- Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Concessions, logiciels et brevets :
  - Logiciels ERP : 8 ans ;
  - Autres logiciels : 3 ans
- Terrains et aménagements : 50 ans ;
- Constructions : 20 à 30 ans ;
- Agencements des constructions : 20 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans ;
- Matériel de transport : 3 ans ;
- Matériel de bureau : 3 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 1 an.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé pour l'écart constaté entre la dotation fiscale calculée en fonction des durées d'usage et du mode dégressif le cas échéant et, d'autre part, la dotation économique calculée en fonction des durées d'utilisation et du mode linéaire.

#### **4- Fonds commercial**

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

#### **5- Titres de participation**

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### **6- Stocks**

Les stocks de matières premières sont évalués au coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés, pour la part matière, par la somme des composants au dernier coût d'achat connu à laquelle est ajoutée la main-d'œuvre comprenant les charges directes et indirectes de la production.

Le taux horaire est appliqué sur la totalité des heures standard de production des produits fabriqués se trouvant en stock à la date d'inventaire. Le stade d'avancement est de 100 % pour les produits finis et de 40 % pour les en-cours de production.

Les frais financiers demeurent exclus de la valorisation des stocks.

Une dépréciation à 100 % des stocks est constituée lorsqu'aucun mouvement n'a été constaté depuis plus de 36 mois sur la référence concernée.

Une dépréciation est également constituée lorsqu'une référence est attribuée uniquement à un produit fini qui est obsolète et en fin de vie.

## 7- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 8- Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## 9- Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

## 10- Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

## 11- Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

## NOTES SUR LE BILAN

### 1- Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	503 634	167 966	35 298	636 302
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 210 647	74 368	75 605	1 209 410
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 714 281</b>	<b>242 334</b>	<b>110 903</b>	<b>1 845 713</b>
- Terrains	424 740		900	423 840
- Constructions sur sol propre	1 825 058			1 825 058
- Installations Gales, agenc. et aménag. des constructions	822 217	8 927		831 144
- Installations techn., matériel et outillage industriels	5 692 582	265 567	10 112	5 948 037
- Installations Gales, agenc. et aménagements divers	323 425	12 753	2 131	334 047
- Matériel de transport	247			247
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	793 563	24 804	327 714	490 652
- Immobilisations corporelles en cours	8 500	7 580		16 080
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 890 332</b>	<b>319 631</b>	<b>340 857</b>	<b>9 869 106</b>
- Autres participations	251 369	4 962		256 331
- Prêts et autres immobilisations financières	134 532	27 301	800	161 033
<b>Immobilisations financières</b>	<b>385 901</b>	<b>32 263</b>	<b>800</b>	<b>417 364</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 990 514</b>	<b>594 228</b>	<b>452 560</b>	<b>12 132 183</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste	61 058	900		61 958
Acquisitions	181 276	318 731	32 263	532 270
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>242 334</b>	<b>319 631</b>	<b>32 263</b>	<b>594 228</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste	61 058	900		61 958
Cessions	49 845	339 957	800	390 602
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>110 903</b>	<b>340 857</b>	<b>800</b>	<b>452 560</b>

### Immobilisations incorporelles

#### Frais de recherche et de développement

	Montant Brut	Durée
Frais de développement Shelter Fibre Optique	34 545	5
Frais de développement Borne sur Candélabre	24 567	5
Frais de développement Shetler Fibre Optique phase 2	13 510	5
Frais de développement Borne P22 WIN Canada	11 935	2
Frais de développement Armoire fibre nouvelle génération Orange	49 161	3
Frais de développement Armoire péage autoroutier SANEF	31 222	5
Frais de développement Armoire connectée	16 380	3
Frais de développement Gamme EP2017 URBAIN	9 336	5
Frais de développement Gamme Shelter phase 3	22 894	3
Frais de développement STX J34	35 813	3
Frais de développement Supervisio GTC	47 058	3
Frais de développement Thermique	9 625	3
Frais de développement Armoire connectée	69 761	3
Frais de développement Shelter Phase 4	61 974	3
Frais de développement Porte coupe feu	30 555	3
Frais de développement Datacenter modulaire	47 075	3
Frais de développement G'Acces Phase 2	18 620	3
Frais de développement Collecte de donnée data Shelter	20 493	3
Frais de développement Piège à son	3 780	3
Frais de développement Brassage en M - FTTH G2	16 940	3
Frais de développement Eco-collectoor Nouvelle conception	17 089	3
Frais de développement G'Acces Phase 2	24 666	3
Frais de développement G-Labs plateforme connectée	19 303	3
<b>Frais de recherche</b>	<b>636 302</b>	

Le montant de 636 302 euros correspond aux frais de recherche et de développement brut cumulés depuis l'exercice clos au 31 mars 2016.

## Fonds commercial

31/03/2021	
Éléments achetés	241 296
<b>Total</b>	<b>241 296</b>

Le poste « fonds de commerce » comprend :

- Le fonds de commerce acquis pour 236 k€ à la société ERIE en 1983. Ce fonds de commerce correspond à l'ensemble de l'activité réalisée sous la marque GROLLEAU.
- Le fonds de commerce acquis en mars 2019 pour 5 k€ à la société ECO COLLECTOOR.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée ne font pas l'objet d'un amortissement.

Un test de dépréciation est effectué au moins une fois par exercice. Pour les besoins des tests de dépréciation, les fonds commerciaux sont affectés aux groupes d'actifs auxquels ils appartiennent. La valeur nette comptable du groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisée attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, au fonds commercial puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises.

Le fonds commercial est affecté au groupe d'actifs correspondant à l'activité de l'entité dans son ensemble.

Le test de dépréciation effectué conclut qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.



## Immobilisations financières

### Liste des filiales et participations

#### Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
- Participations (détenues entre 10 et 50% )				
SAS TECHNOCITY 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	37 500	148 498	30,00	84 540
GROLLEAU EUROPHANE-AFRIQUE 99999 ABIDJAN - COTE D'	15 246	-110 033	25,00	32 668
SAS STE NATIONALE DES OBJETS CONNECTES 49480 VERR	38 700	30 954	16,54	-80 391
TECHNO STEEL INDUSTRIE 20800 MOHAMMEDIA	169 157	-159 987	27,36	

#### Renseignements détaillés sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)					
- Participations (détenues entre 10 et 50% )	202 781	103 710	28 012		
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Pour les titres Techno Steel Industrie, les éléments indiqués concernent l'exercice 2012. Depuis cette date, la Société est en liquidation. Les titres de participations ainsi que la créance sont provisionnés à 100 % depuis le 31 mars 2013.

La société GROLLEAU a souscrit au capital d'une société GROLLEAU UK dont le capital n'est pas versé au 31 mars 2021. La société est détenue à 100 %, le montant du capital souscrit est de 1 150 euros.

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	394 812	82 659	35 298	442 173
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	390 914	104 706	14 547	481 072
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>785 725</b>	<b>187 364</b>	<b>49 845</b>	<b>923 245</b>
- Terrains	155 347	11 631		166 977
- Constructions sur sol propre	1 154 876	58 082		1 212 958
- Installations Gales, agenc. et aménag. des constructions	520 927	27 762		548 689
- Installation techn., matériel et outillage industriels	4 574 017	303 080	8 837	4 868 260
- Installations Gales, agenc. et aménag. divers	279 942	22 690	2 131	300 502
- Matériel de transport	247			247
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	646 689	68 731	327 714	387 706
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 332 044</b>	<b>491 976</b>	<b>338 681</b>	<b>7 485 340</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 117 770</b>	<b>679 341</b>	<b>388 526</b>	<b>8 408 584</b>

## 2- Actif circulant

### Etats des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 075 134 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	1 150		1 150
Prêts	134 685		134 685
Autres	26 348		26 348
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 949 084	2 943 760	5 324
Autres	2 875 700	2 753 660	122 040
Charges constatées d'avance	88 166	88 166	
<b>Total</b>	<b>6 075 134</b>	<b>5 785 587</b>	<b>289 547</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	27 301		

Un contrat d'affacturage a été signé entre la société GROLLEAU et la société EUROFACTOR en date du 15 décembre 2017. Un avenant à ce contrat a été signé le 6 janvier 2020 avec une date d'échéance du contrat au 6 janvier 2022. Le taux de commission est fixé à 0,13% et le taux de financement est fixé à 0,70%.

Au 31 mars 2021, le montant des factures cédées s'élève à 1 713 026 euros.

### Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	34 066
Autres créances	2 442
<b>Total</b>	<b>36 508</b>

### Créance résultant du report en arrière des déficits

	Montant	Echéance
Report en arrière des déficits de l'exercice clos le 31 mars 2021	122 040	31/03/2026
<b>TOTAL</b>	<b>122 040</b>	

## **3- Capitaux propres**

### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 200 000 euros décomposé en 20 000 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

### Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	24 805	36 647		61 452
Prêts d'installation				
Autres provisions				
<b>Total</b>	<b>24 805</b>	<b>36 647</b>		<b>61 452</b>
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		36 647		
Exceptionnelles				

#### 4- Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	266 668	65 010	159 783		171 895
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>266 668</b>	<b>65 010</b>	<b>159 783</b>		<b>171 895</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		65 010	159 783		
Financières					
Exceptionnelles					

## 5- Dettes

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 551 817 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	6 520 343	559 214	5 759 956	201 173
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 638 474	3 638 474		
Dettes fiscales et sociales	3 095 413	2 450 120	645 294	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 934	72 934		
Autres dettes (**)	100 157	100 157		
Produits constatés d'avance	124 496	124 496		
<b>Total</b>	<b>13 551 817</b>	<b>6 945 394</b>	<b>6 405 250</b>	<b>201 173</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 693 500			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	113 785			
(**) Dont envers les associés				

### Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des suretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1 047 955	1 666 500	1 059 486
<b>Total</b>	<b>1 047 955</b>	<b>1 666 500</b>	<b>1 059 486</b>

### Charges à payer

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 280
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 530 963
Dettes fiscales et sociales	1 327 839
Autres dettes	74 775
<b>Total</b>	<b>2 934 858</b>

## 6- Compte de régularisation

### Charges constatées d'avance

Montant	
Charges d'exploitation	88 166
<b>Total</b>	<b>88 166</b>

### Produits constatés d'avance

Montant	
Produits d'exploitation	124 496
<b>Total</b>	<b>124 496</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

---

### 1- Chiffre d'affaires

#### Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/03/2021
Ventes de marchandises	464 107
Ventes de produits finis	20 194 100
Ventes de produits résiduels	220 059
Produits des activités annexes	1 470 930
<b>TOTAL</b>	<b>22 349 196</b>

### 2- Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### **Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 24 645 euros

## Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
<i>Transfert de charges d'exploitation</i>	1 503	
<i>Remboursements sinistres</i>	2 127	
<i>Remboursement assurances</i>	926	
<i>Remboursement autres charges de per</i>	8 175	
Transfert de charges d'exploitation	12 731	
<b>Total</b>	<b>12 731</b>	

### 3- Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

#### Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	719	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 276	
Amortissements dérogatoires	36 647	
Produits des cessions d'éléments d'actif		52
Subventions d'investissement virées au résultat		3 867
<b>TOTAL</b>	<b>38 642</b>	<b>3 918</b>

### 4- Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
<b>Base de calcul de l'impôt</b>	
Taux Normal - 33 1/3 %	
Taux Normal - 31 %	
Taux Normal - 28 %	
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
<b>Crédits d'impôt</b>	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	77 993
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	1 827
<b>Autres imputations</b>	

La société GROLLEAU a fait l'objet d'un contrôle fiscal qui a conduit à un redressement de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 36 126 euros.

## AUTRES INFORMATIONS

### 1- Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	491 876
Engagements de crédit-bail immobilier	
Hypothèque immeuble sur emprunts Crédit Agricole et Société Générale de 316 500 € chacun	193 708
Nantissement poinçonneuse AMADA sur emprunt Société Générale de 340 000 €	228 006
Nantissement fonds de commerce sur emprunt Société Générale de 500 000 €	442 834
Nantissement robot de soudure sur emprunt Société Générale de 193 500 €	176 684
Autres engagements donnés	1 041 232
<b>Total</b>	<b>1 533 108</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	1 041 232

Les engagements de crédit-bail mobilier pour un montant de 491 876 € correspondent à 3 crédits baux sur 3 machines différentes liées à l'activité tôlerie (échéances 2023, 2026 et 2026).

Les autres engagements donnés pour un montant de 1 041 232 € correspondent à des hypothèques et nantissements donnés dans le cadre de différents emprunts souscrits par la Société.



## Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 90 % sur les emprunts Société Générale pour 3 000 K€ et Crédit Agricole pour 1 500 K€	4 050 000
Avals et cautions	4 050 000
Autres engagements reçus	
<b>Total</b>	<b>4 050 000</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Les avals et cautions pour un montant de 4 050 000 € correspondent à la garantie BPI à hauteur de 90% accordée dans le cadre de la souscription de 2 PGE pour un montant total de 4,5 M€ au cours de l'exercice 2021.

## Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
<b>Valeur d'origine</b>			<b>987 550</b>		<b>987 550</b>
Cumul exercices antérieurs			366 481		366 481
Dotations de l'exercice			150 602		150 602
<b>Amortissements</b>			<b>517 083</b>		<b>517 083</b>
Cumul exercices antérieurs			390 790		390 790
Exercice			156 783		156 783
<b>Redevances payées</b>			<b>547 573</b>		<b>547 573</b>
A un an au plus			156 783		156 783
A plus d'un an et cinq ans au plus			325 217		325 217
A plus de cinq ans					
<b>Redevances restant à payer</b>			<b>482 001</b>		<b>482 001</b>
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			9 876		9 876
A plus de cinq ans					
<b>Valeur résiduelle</b>			<b>9 876</b>		<b>9 876</b>
<b>Montant pris en charge dans l'exercice</b>			<b>156 783</b>		<b>156 783</b>

## **2- Engagements retraite**

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2 % ;
- Taux de croissance des salaires : 2 % ;
- Age de départ à la retraite : 62 ans ;
- Table de taux de mortalité : Table de mortalité.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 611 529 euros.

La société a souscrit une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière. Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versements de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles. Le montant de l'épargne constituée au 31 mars 2021 s'élève à 291 393 euros.

Les engagements externalisés s'élèvent donc à 291 383 euros. Par conséquent, les engagements non externalisés et non provisionnés s'élèvent à 320 136 euros.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

## 16.3. Comptes annuels établis au 31 mars 2020 (normes françaises)

### 16.3.1 Bilan

#### Bilan Actif : (en €)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/03/2020	Net 31/03/2019
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	503 634	394 812	108 822	184 969
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	908 293	390 914	517 379	56 327
Fonds commercial (1)	241 296		241 296	241 296
Autres immobilisations incorporelles	61 058		61 058	110 564
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	424 740	155 347	269 394	167 566
Constructions	2 647 275	1 675 803	971 472	902 330
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 692 582	4 574 017	1 118 566	1 163 584
Autres immobilisations corporelles	1 117 234	926 878	190 356	213 561
Immobilisations corporelles en cours	8 500		8 500	
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	251 369	52 400	198 969	
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	107 384		107 384	83 213
Autres immobilisations financières	27 148		27 148	19 450
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 990 514</b>	<b>8 170 170</b>	<b>3 820 344</b>	<b>3 142 860</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	2 293 096	200 746	2 092 351	2 257 016
En-cours de production (biens et services)	282 008	1 937	280 072	415 334
Produits intermédiaires et finis	961 719	38 616	923 102	1 371 550
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				5 266
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	4 412 517	15 553	4 396 964	4 468 578
Autres créances	2 343 187	122 405	2 220 782	1 154 575
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 707 386		3 707 386	4 719 539
Charges constatées d'avance (3)	55 849		55 849	44 898
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>14 055 762</b>	<b>379 257</b>	<b>13 676 506</b>	<b>14 436 757</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 046 276</b>	<b>8 549 427</b>	<b>17 496 850</b>	<b>17 579 617</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			18 664	371 650

## Bilan Passif : (en €)

	31/03/2020	31/03/2019
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	240 115	240 115
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	23 050	23 050
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 053 003	1 053 003
Report à nouveau	4 846 498	3 499 857
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>1 103 227</b>	<b>1 646 641</b>
Subventions d'investissement	8 504	12 316
Provisions réglementées	24 805	12 056
<b>Total I</b>	<b>7 499 202</b>	<b>6 687 038</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	4 075	
<b>Total II</b>	<b>4 075</b>	
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	266 668	368 899
Provisions pour charges		20 969
<b>Total III</b>	<b>266 668</b>	<b>389 868</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 942 016	1 492 526
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	239 010	52 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 272 958	6 255 698
Dettes fiscales et sociales	2 924 935	2 316 984
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 890	175 500
Autres dettes	177 649	140 696
Produits constatés d'avance (1)	120 447	68 961
<b>Total IV</b>	<b>9 726 906</b>	<b>10 502 711</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>17 496 850</b>	<b>17 579 617</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 786 811	1 148 678
(1) Dont à moins d'un an (a)	7 701 084	9 301 687
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	2 669	78
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

### 16.3.2 Compte de résultat

	31/03/2020	31/03/2019
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Ventes de marchandises	455 232	426 893
Production vendue (biens)	31 877 807	31 645 374
Production vendue (services)	1 386 643	1 128 371
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>33 719 682</b>	<b>33 200 638</b>
Dont à l'exportation	19 218	267 002
Production stockée	-582 050	18 094
Production immobilisée	89 118	43 146
Subventions d'exploitation	2 251	54 532
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	336 250	299 837
Autres produits	5 813	426
<b>Total I</b>	<b>33 571 064</b>	<b>33 616 673</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>		
Achats de marchandises	434 623	426 682
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	14 875 834	15 679 529
Variations de stock	146 243	-481 425
Autres achats et charges externes (a)	6 078 834	6 419 968
Impôts, taxes et versements assimilés	491 409	545 596
Salaires et traitements	6 257 312	5 923 457
Charges sociales	2 345 020	2 084 417
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	624 325	503 192
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	121 093	103 265
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	161 198	176 743
Autres charges	2 132	5 595
<b>Total II</b>	<b>31 538 021</b>	<b>31 387 019</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>2 033 044</b>	<b>2 229 654</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée III</b>		
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré IV</b>		
<b>Produits financiers</b>		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	169	41
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total V</b>	<b>169</b>	<b>41</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	17 281	18 467
Différences négatives de change	364	270
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total VI</b>	<b>17 645</b>	<b>18 737</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>-17 476</b>	<b>-18 696</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>2 015 567</b>	<b>2 210 958</b>

	31/03/2020	31/03/2019
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		979
Sur opérations en capital	9 562	3 069
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	100 000	
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>	<b>109 562</b>	<b>4 048</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	120 000	
Sur opérations en capital	643	3 825
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 749	53 231
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>133 392</b>	<b>57 056</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-23 830</b>	<b>-53 008</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)	430 010	310 126
Impôts sur les bénéfices (X)	458 500	201 184
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>33 680 795</b>	<b>33 620 762</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>32 577 569</b>	<b>31 974 121</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>1 103 227</b>	<b>1 646 641</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	156 783	111 119
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

---

Désignation de la société : SAS GROLLEAU

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2020, dont le total est de 17 496 850 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 103 227 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 31/03/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **1- Règles générales**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **2- Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

### **3- Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Concessions, logiciels et brevets :
  - o Logiciels ERP : 8 ans ;
  - o Autres logiciels : 3 ans
- Terrains et aménagements : 50 ans ;
- Constructions : 20 à 30 ans ;
- Agencements des constructions : 20 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans ;
- Matériel de transport : 3 ans ;
- Matériel de bureau : 3 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 1 à 3 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé pour l'écart constaté entre la dotation fiscale calculée en fonction des durées d'usage et du mode dégressif le cas échéant et, d'autre part, la dotation économique calculée en fonction des durées d'utilisation et du mode linéaire.

### **4- Fonds commercial**

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### **5- Titres de participation**

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.



La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **6- Stocks**

Les stocks de matières premières sont évalués au coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés, pour la part matière, par la somme des composants au dernier coût d'achat connu à laquelle est ajoutée la main-d'œuvre comprenant les charges directes et indirectes de production.

Le taux horaire est appliqué sur la totalité des heures standards de production des produits fabriqués se trouvant en stock à la date d'inventaire. Le stade d'avancement est de 100 % pour les produits finis et de 40 % pour les en-cours de production.

Les frais financiers demeurent exclus de la valorisation des stocks.

Une dépréciation à 100 % des stocks est constituée lorsqu'aucun mouvement n'a été constaté depuis plus de 36 mois sur la référence concernée. Ce pourcentage est de 80 % en cas d'absence de mouvements depuis 24 mois. Pour les produits vendus sous la marque GROLLEAU, seule la règle des 100 % s'applique, c'est-à-dire que les références sont dépréciées à 100 % lorsqu'aucun mouvement n'a été constaté depuis plus de 36 mois.

Une dépréciation est également constituée lorsqu'une référence est attribuée uniquement à un produit fini qui est obsolète et en fin de vie.

## **7- Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **8- Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## **9- Frais d'émission des emprunts**

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

## **10- Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

## 11- Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### NOTES SUR LE BILAN

#### 1- Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	473 079	30 555		503 634
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	745 700	575 510	110 564	1 210 647
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 218 779</b>	<b>606 065</b>	<b>110 564</b>	<b>1 714 281</b>
- Terrains	313 225	111 515		424 740
- Constructions sur sol propre	1 825 058			1 825 058
- Installations Gales, agenc. et aménag. des constructions	668 310	153 907		822 217
- Installations techn., matériel et outillage industriels	5 517 190	243 260	67 867	5 692 582
- Installations Gales, agenc. et aménagements divers	280 516	42 908		323 425
- Matériel de transport	247			247
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	778 303	16 022	762	793 563
- Immobilisations corporelles en cours		8 500		8 500
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 382 849</b>	<b>576 112</b>	<b>68 629</b>	<b>9 890 332</b>
- Autres participations	52 400	198 969		251 369
- Prêts et autres immobilisations financières	102 663	31 869		134 532
<b>Immobilisations financières</b>	<b>155 063</b>	<b>230 838</b>		<b>385 901</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>10 756 691</b>	<b>1 413 016</b>	<b>179 193</b>	<b>11 990 514</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste	110 563			110 563
Acquisitions	495 502	576 112	230 838	1 302 453
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>606 065</b>	<b>576 112</b>	<b>230 838</b>	<b>1 413 016</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste	110 564			110 564
Cessions		68 629		68 629
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>110 564</b>	<b>68 629</b>		<b>179 193</b>

#### Immobilisations incorporelles

La société GROLLEAU a changé son logiciel de gestion intégré (ERP) au cours de l'exercice.  
Les charges relatives à l'analyse organique, la programmation et les tests ont été comptabilisées en immobilisation pour un montant de 441 182 euros.

### Frais de recherche et de développement

	Montant Brut	Durée
Frais de développement Shelter Fibre Optique	34 545	5
Frais de développement Armoire FTTH Orange	35 298	5
Frais de développement Borne sur Candélabre	24 567	5
Frais de développement Shelter Fibre Optique phase 2	13 510	5
Frais de développement Borne P22 WIN Canada	11 935	2
Frais de développement Armoire fibre nouvelle génération Orange	49 161	3
Frais de développement Armoire péage autoroutier SANEF	31 222	5
Frais de développement Armoire connectée	16 380	3
Frais de développement Gamme EP2017 URBAIN	9 336	5
Frais de développement Gamme Shelter phase 3	22 894	3
Frais de développement STX J34	35 813	3
Frais de développement Supervisio GTC	47 058	3
Frais de développement Thermique	9 625	3
Frais de développement Armoire connectée	69 761	3
Frais de développement Shelter Phase 4	61 974	3
Frais de développement Porte coupe feu	30 555	3
<b>Frais de recherche</b>	<b>503 633</b>	

Le montant de 503 633 euros correspond aux frais de recherche et de développement brut cumulés depuis l'exercice clos au 31 mars 2016.

### Fonds commercial

	31/03/2020
Éléments achetés	241 296
<b>Total</b>	<b>241 296</b>

Le poste « fonds de commerce » comprend :

- Le fonds de commerce acquis pour 236 k€ à la société ERIE en 1983. Ce fonds de commerce correspond à l'ensemble de l'activité réalisée sous la marque GROLLEAU.
- Le fonds de commerce acquis en mars 2019 pour 5 k€ à la société ECO COLLECTOOR.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée ne font pas l'objet d'un amortissement.

Un test de dépréciation est effectué au moins une fois par exercice. Pour les besoins des tests de dépréciation, les fonds commerciaux sont affectés aux groupes d'actifs auxquels ils appartiennent. La valeur nette comptable du groupe d'actifs est comparée à sa valeur actuelle, cette dernière correspondant à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Ceux-ci correspondent à l'estimation des flux nets de trésorerie actualisée attendus de l'actif ou du groupe d'actifs.

Si la valeur actuelle d'un groupe d'actifs devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsqu'une dépréciation est comptabilisée sur un groupe d'actifs, cette dépréciation est allouée, en premier, au fonds commercial puis aux autres actifs appartenant à ce groupe d'actifs.

Les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises.

Le fonds commercial est affecté au groupe d'actifs correspondant à l'activité de l'entité dans son ensemble.

Le test de dépréciation effectué conclut qu'aucune dépréciation ne s'avère nécessaire.

## Immobilisations financières

### Liste des filiales et participations

#### **Renseignements détaillés sur chaque titre**

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
- Participations (détenues entre 10 et 50% )				
SAS TECHNOCITY 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	37 500	88 650	30,00	-30 444
SAS STE NATIONALE DES OBJETS CONNECTES 49480 VERR	38 700	121 149	16,54	-108 458
TECHNO STEEL INDUSTRIE 20800 MOHAMMEDIA	169 157	-159 987	27,36	

## Renseignements détaillés sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)					
- Participations (détenues entre 10 et 50% )	251 369	198 969	122 405		
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Pour les titres TECHNO STEEL INDUSTRIE, les éléments indiqués concernent l'exercice 2012. Depuis cette date la société est en liquidation.

Les titres de participations ainsi que la créance sont provisionnés à 100 % depuis le 31 mars 2013.

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	288 110	106 702		394 812
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	337 513	53 401		390 914
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>625 623</b>	<b>160 102</b>		<b>785 725</b>
- Terrains	145 659	9 687		155 347
- Constructions sur sol propre	1 093 697	61 179		1 154 876
- Installations Gales, agenc. et aménag. des constructions	497 342	23 585		520 927
- Installation techn., matériel et outillage industriels	4 353 606	287 635	67 224	4 574 017
- Installations Gales, agenc. et aménag. divers	266 174	13 769		279 942
- Matériel de transport	247			247
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	579 084	68 367	762	646 689
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 935 808</b>	<b>464 223</b>	<b>67 986</b>	<b>7 332 044</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 561 431</b>	<b>624 325</b>	<b>67 986</b>	<b>8 117 770</b>

## 2- Actif circulant

### Etats des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 946 085 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	107 384		107 384
Autres	27 148		27 148
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 412 517	4 393 853	18 664
Autres	2 343 187	2 343 187	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	55 849	55 849	
<b>Total</b>	<b>6 946 085</b>	<b>6 792 889</b>	<b>153 196</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	24 171		
Prêts récupérés en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Un contrat d'affacturage a été signé entre la société GROLLEAU et la société EUROFACTOR.

Au 31 mars 2020, le montant des factures cédées s'élève à 976 718 euros.

#### Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	33 781
Autres créances	48 302
<b>Total</b>	<b>82 083</b>

### **3- Capitaux propres**

#### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 200 000 euros décomposé en 20 000 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

## Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	12 056	12 749		24 805
Prêts d'installation				
Autres provisions				
<b>Total</b>	<b>12 056</b>	<b>12 749</b>		<b>24 805</b>
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		12 749		

## 4- Provisions

### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	268 899	161 198	163 429		266 668
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	20 969		20 969		
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	100 000		100 000		
<b>Total</b>	<b>389 868</b>	<b>161 198</b>	<b>284 398</b>		<b>266 668</b>
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		161 198	184 398		
Financières					
Exceptionnelles			100 000		

## 5- Dettes

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 487 895 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	2 669	2 669		
- à plus de 1 an à l'origine	1 939 348	152 537	1 643 470	143 341
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 272 958	4 272 958		
Dettes fiscales et sociales	2 924 935	2 924 935		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 890	49 890		
Autres dettes (**)	177 649	177 649		
Produits constatés d'avance	120 447	120 447		
<b>Total</b>	<b>9 487 895</b>	<b>7 701 084</b>	<b>1 643 470</b>	<b>143 341</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	798 932			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	351 084			
(**) Dont envers les associés				

#### Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes divers	992 015	1 473 000	1 011 148
<b>Total</b>	<b>992 015</b>	<b>1 473 000</b>	<b>1 011 148</b>

#### Charges à payer

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	870 906
Dettes fiscales et sociales	1 874 974
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	31 125
Autres dettes	146 018
<b>Total</b>	<b>2 923 023</b>



## 6- Compte de régularisation

### Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	55 849
<b>Total</b>	<b>55 849</b>

### Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	120 447
<b>Total</b>	<b>120 447</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

---

### 1- Chiffre d'affaires

#### Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/03/2020
Ventes de marchandises	455 232
Ventes de produits finis	31 574 191
Ventes de produits résiduels	368 535
Produits des activités annexes	1 321 723
<b>TOTAL</b>	<b>33 719 681</b>

### 2- Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### **Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 30 960 euros

## Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
<i>Transfert de charges d'exploitation</i>	2 340	
<i>Remboursement assurances</i>	1 105	
<i>Remboursement de formations</i>	1 967	
<i>Remboursement autres charges de per</i>	5 801	
Transfert de charges d'exploitation	11 213	
<b>Total</b>	<b>11 213</b>	

### 3- Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

#### Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	120 000	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	643	
Amortissements dérogatoires	12 749	
Produits des cessions d'éléments d'actif		5 750
Subventions d'investissement virées au résultat		3 812
Provisions pour risques et charges		100 000
<b>TOTAL</b>	<b>133 392</b>	<b>109 562</b>

### 4- Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
<b>Base de calcul de l'impôt</b>	
Taux Normal - 33 1/3 %	
Taux Normal - 31 %	1 229 741
Taux Normal - 28 %	500 000
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
<b>Crédits d'impôt</b>	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	59 990
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	2 730
<b>Autres imputations</b>	

### 1- Evènements postérieurs à la clôture

L'épidémie de Coronavirus s'est déclarée en Chine en décembre 2019. Au 31 décembre 2019, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne signalait qu'un nombre limité de personnes atteintes par ce virus.

Suite à sa propagation ultérieure, l'OMS a prononcé l'état d'urgence sanitaire le 30 janvier 2020. L'OMS a classifié l'épidémie en pandémie mondiale le 11 mars 2020.

Sur le plan national, les premières mesures ont été prises par arrêté du 14 mars 2020 pour les établissements recevant du public. Le 16 mars 2020, l'Etat français a adopté le décret 2020-260 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19. Un dispositif de confinement est alors mis en place sur l'ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31 mars 2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à la pandémie du Coronavirus.

L'évaluation des actifs et des passifs reflète uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation.

A la date d'arrêté des comptes, l'évaluation des actifs ne révèle pas de perte de valeur.

Par ailleurs, postérieurement à la clôture, la société GROLLEAU, a mis en place les mesures suivantes :

- Mise en place de l'activité partielle ;
- Report des cotisations URSSAF de 3 mois ;
- Report des remboursements de prêts de 6 mois ;
- Obtention d'un prêt garanti par l'état (PGE) de 4.5 M€.

### 2- Effectif

Effectif moyen du personnel : 230 personnes dont 2 apprentis et 8 handicapés.

	Personnel salarie	Personnel mis à disposition
Cadres	34	
Agents de maîtrise et techniciens	10	
Employés	45	
Ouvriers	109	33
<b>Total</b>	<b>198</b>	<b>33</b>

### 3- Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	648 659
Engagements de crédit-bail immobilier	
Hypothèque immobilière sur emprunts Crédit Agricole et Société Générale de 316 500 € chacun	238 928
Nantissement poinçonneuse AMADA sur emprunt Société Générale de 340 000 €	261 349
Nantissement fonds de commerce sur emprunt Société Générale de 500 000 €	491 738
Autres engagements donnés	992 015
<b>Total</b>	<b>1 640 674</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	992 015

## Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
<b>Valeur d'origine</b>			<b>987 550</b>		<b>987 550</b>
Cumul exercices antérieurs			215 879		215 879
Dotations de l'exercice			150 602		150 602
<b>Amortissements</b>			<b>366 481</b>		<b>366 481</b>
Cumul exercices antérieurs			234 006		234 006
Exercice			156 783		156 783
<b>Redevances payées</b>			<b>390 790</b>		<b>390 790</b>
A un an au plus			156 783		156 783
A plus d'un an et cinq ans au plus			432 753		432 753
A plus de cinq ans			49 248		49 248
<b>Redevances restant à payer</b>			<b>638 784</b>		<b>638 784</b>
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			4 000		4 000
A plus de cinq ans			5 876		5 876
<b>Valeur résiduelle</b>			<b>9 876</b>		<b>9 876</b>
<b>Montant pris en charge dans l'exercice</b>			<b>156 783</b>		<b>156 783</b>

### 4- Engagements retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2 % ;
- Taux de croissance des salaires : 2 % ;
- Age de départ à la retraite : 62 ans ;
- Table de taux de mortalité : Table de mortalité.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 520 692 euros.

La société a souscrit une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière. Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versements de capitaux de fin de

carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles. Le montant de l'épargne constituée au 31 mars 2020 s'élève à 286 500 euros.

Les engagements externalisés s'élèvent donc à 286 500 euros. Par conséquent, les engagements non externalisés et non provisionnés s'élèvent à 234 192 euros.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

## **5- Crédit d'impôt compétitivité et emploi**

Compte tenu des résultats de la société et de son caractère non-PME au sens communautaire, les crédits d'impôts compétitivité emploi (CICE), basés sur les salaires 2017 et 2018, ne sont pas encore totalement perçus. Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Notre société prévoit d'affecter ce crédit d'impôt lorsqu'il sera perçu, à, notamment des efforts en matière d'investissement et de reconstitution de son fonds de roulement. Le dispositif du CICE est supprimé pour les rémunérations versées à compter du 1er janvier 2019.

### **16.4. Vérification des informations financières historiques**

#### *16.4.1 Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les comptes annuels établis au 31 mars 2021*

Aux associés de la société GROLLEAU

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROLLEAU relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Paris-La Défense, le 13 juillet 2021  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés



Frédéric NEIGE

*16.4.2 Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les comptes annuels établis au 31 mars 2020*

Aux associés de la société GROLLEAU

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROLLEAU relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 29 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 29 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 juillet 2020  
Le commissaire aux comptes  
Deloitte & Associés



Frédéric NEIGE

## 16.5. Politique de distribution des dividendes

### 16.5.1 Dividendes versés au cours des trois derniers exercices

Le tableau ci-après présente le montant des dividendes versés par la Société au cours des 3 derniers exercices :

Exercices	Montant dividendes distribuées (en €)
31-mars-21	0 €
31-mars-20	340 000 €
31-mars-19	300 000 €

### 16.5.2 Politique de distribution de dividendes

En fonction de ses résultats futurs et de ses besoins de financement, la Société pourra décider de procéder au versement d'un dividende, sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale, avec un objectif maximum de distribution de 33 % de son résultat net. Cette politique de versement de dividendes, que la Société entend conduire, ne saurait toutefois constituer un engagement formel de la Société.

## 16.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage

A la date du présent Document d'Information, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la Société et/ou de ses filiales.

## 16.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Il n'y a pas eu, à la connaissance de la Société, de changement significatif de la situation financière ou commerciale de la Société depuis le 31 mars 2021.

## **17. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **17.1. Capital social**

#### *17.1.1 Montant du capital social*

Le capital social, libéré intégralement, est fixé à la somme de 1 000 000 €, divisé en 2 000 000 actions de 0,50 € de nominal chacune.

#### *17.1.2 Titres non représentatifs du capital*

A la date du présent du Document d'Information, il n'existe aucun titre non représentatif du capital.

#### *17.1.3 Actions détenues par la Société ou pour son compte propre*

Néant.

#### *17.1.4 Autres titres donnant accès au capital*

Néant.

### 17.1.5 Capital social autorisé

Les décisions prises à l'unanimité des associés du 10 novembre 2021 a conféré les délégations de compétence et autorisations suivantes au Conseil d'administration :

N° de la résolution	Délégations / Autorisations	Plafond individuel	Plafond global	Durée de la délégation
6	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d' <b>opérer sur les actions de la Société</b>	10% du capital	N/A	18 mois
7	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de <b>réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues</b>	10% du capital par période de 24 mois	N/A	18 mois
8	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par <b>incorporation de réserves</b> , bénéfices, primes ou autres	Capital : 800.000 €	Plafond global	26 mois
9	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec <b>maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires</b>	Capital : 800.000 €	Plafond global	26 mois
10	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec <b>suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier</b>	Capital : 800.000 €	Plafond global	26 mois
11	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec <b>suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier</b>	Capital : 800.000 € et 20% du capital par période de 12 mois	Plafond global	26 mois
12	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre, en cas d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, <b>dans la limite de 15% de l'émission initiale</b>	Plafond applicable à l'émission initiale (9ème, 10ème ou 11ème résolution)	Plafond global	26 mois
13	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, <b>avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'un échange de titres financiers</b>	Capital : 800.000 €	Plafond global	18 mois
14	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, <b>avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes</b>	Capital : 800.000 €	Plafond global	18 mois
15	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, <b>avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés de la Société</b>	Capital : 400.000 €	Plafond global	18 mois
16	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles dans le cadre d'une émission <b>réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers</b>	Capital : 400.000 €	Plafond global	26 mois
17	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	Capital : 1.600.000 €		
18	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des <b>attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société</b>	5% du capital	Plafond autonome	38 mois
19	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des <b>options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société</b>	2% du capital	Plafond autonome	38 mois

#### 17.1.6 Information sur le capital de tout membre de la Société faisant l'objet d'une option

Néant.

#### 17.1.7 Historique du capital social

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital de la Société au cours sa constitution :

Date de l'opération	Objet	Capital social	Actions	Montant opération	Nombre d'actions après opération
2 décembre 1975	Constitution de la Société	60 000 francs	600	60 000 francs	600
8 juillet 1978	Augmentation de capital	282 000 francs	2 220	222 000 francs	2 820
2 mars 1988	Augmentation de capital	474 000 francs	2 520	252 000 francs	5 340
26 février 1990	Augmentation de capital	1 482 000 francs	10 080	1 008 000 francs	15 420
21 juillet 2000	Augmentation de capital / Fusion absorption	1 896 000 francs	4 140	414 000 francs	19 560
30 mars 2001	Augmentation	200 000 €	440	4 400 €	20 000
25 octobre 2021	Incorporation de réserves et réduction du nominal	1 000 000 €	80 000	800 000 €	2 000 000

#### 17.1.8 Nantissements, garanties et suretés

Néant.

### 17.2. Acte constitutif et statuts

#### 17.2.1 Objet Social / forme et droits des actions

##### ARTICLE 1 – FORME

La Société à Responsabilité Limitée "SOCIETE DES ETABLISSEMENTS GROLLEAU - S.E.G." a été constituée par acte notarié à VIHIERS en date du 13 janvier 1976.

Elle a été transformée en Société Anonyme, en application de l'article 69 de la loi du 24 juillet 1966, suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mars 1988, avec effet du même jour.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée, en application des articles L.225 243, L.225-244 et L.227-3 du Code de Commerce, suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mars 2002, avec effet du même jour.

Puis elle a été de nouveau transformée en Société Anonyme le 10 novembre 2021.

La Société est une société anonyme, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- La conception, la fabrication et le test d'enveloppes métalliques de gestion et de distribution d'énergie, de solutions innovantes pour les environnements complexes ;
- Tous travaux de tôlerie industrielle et constructions métalliques, de chaudronnerie, soudure et moulage sur métaux ou plastiques, de traitement de surfaces, de fabrication et Intégration électrique et informatique de matériel électrique et électronique, visant à la commercialisation de produits destinés à une large gamme d'applications : équipement urbain, télécom, énergie, transport ;
- L'achat, la vente, la commercialisation, l'intégration de produits en béton préfabriqué, et tous produits ou objets se rapportant à l'activité ci-dessus ;
- L'exploitation, l'acquisition, la vente, la concession de brevets, marques de fabriques s'y rapportant ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, industrielles ou de services, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles de participer à son développement.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination de la Société est : « **GROLLEAU** ».

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme » ou des initiales « S.A. » et de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société et au registre du commerce et des sociétés.

## **ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti sur décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements.

L'assemblée générale extraordinaire peut cependant déléguer au conseil d'administration, selon toutes modalités autorisées par la loi et les règlements, la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou réaliser une augmentation de capital ou toute autre émission de valeurs mobilières relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

## **ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS**

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et les règlements et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.



## **ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES**

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Le cas échéant, la Société peut demander à tout moment au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, contre rémunération à sa charge et dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires, l'identité des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenues par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

## **ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou à l'occasion d'une opération telle la réduction ou augmentation de capital, fusion ou autre, les titres isolés en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les propriétaires devant à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de droits nécessaires.

Chaque action donne, en outre, droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales.

### *17.2.2 Conseil administration et direction Générale*

## **ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Selon les dispositions légales applicables, la Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) membres au plus sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Le mandat du représentant permanent lui est conféré pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacances d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations, à titre provisoire dans les conditions prévues

par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sauf dans le cas où le nombre d'administrateur est devenu inférieur au minimum légal, auquel cas les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale aux fins de compléter l'effectif du conseil. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Conseil d'Administration comprend également un (1) administrateur élu par le personnel salarié dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L. 225-28 du Code de commerce.

Les administrateurs élus par les salariés de la Société ne sont pas pris en compte pour la détermination du nombre minimal ou maximal d'administrateurs fixé ci-dessus pour la Société.

Le représentant des salariés n'est pas soumis à l'obligation de détenir des actions de la Société. En revanche, il doit être titulaire d'un contrat de travail avec la Société antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspondre à un emploi effectif.

La durée du mandat du représentant des salariés est de quatre (4) années. Le mandat est renouvelable. Avant chaque renouvellement, les salariés procéderont à de nouvelles élections en vue d'élire leur représentant.

Le représentant des salariés au Conseil ne peut être révoqué que pour faute dans l'exercice de son mandat, par décision du président du tribunal judiciaire, rendue en la forme des référés, à la demande de la majorité des membres du Conseil.

Il disposera du temps nécessaire pour exercer utilement son mandat et bénéficiera à sa demande d'une formation adaptée à l'exercice de son mandat, à la charge de la Société, dans les conditions définies par les articles R. 225-34-2 à R. 225-34-6 du Code de commerce.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de quatre (4) années. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent percevoir une rémunération qui est fixée par l'assemblée générale. Le conseil d'administration répartit entre ses membres l'enveloppe globale arrêtée par l'assemblée générale, de la façon qu'il juge convenable.

## **ARTICLE 15 - PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le conseil peut le révoquer à tout moment.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions de Président prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé tenue dans l'année au cours de laquelle le Président aura atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.

Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence du Président, le conseil d'administration désigne, parmi ses membres, le président de séance.

#### **ARTICLE 16 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins quatre (4) fois par an, sur la convocation de son Président.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents. Si ces demandes sont restées sans suite pendant plus de cinq (5) jours, le Directeur Général peut procéder lui-même à cette convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement, au moins cinq (5) jours avant la date de réunion ou, sans délai, en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication).

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents (ou réputés tels en cas de recours au moyen de visioconférence ou de télécommunication) ou représentés.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions portant sur des opérations prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.

En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.

Les décisions relevant des attributions propres du conseil d'administration auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-37 du Code de commerce peuvent être prises par voie de consultation écrite.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux (2) administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du conseil d'administration, le Directeur Général ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

#### **ARTICLE 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Il arrête la stratégie générale de la Société et le budget annuel. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par des délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

#### **ARTICLE 18 – CENSEURS**

Le conseil d'administration peut nommer, sur proposition de son Président, un (1) à cinq (5) censeurs, personnes physiques ou morales choisies parmi ou en dehors des actionnaires. Nul ne peut être nommé censeur s'il est âgé de plus de soixante-dix (70) ans.

Les censeurs sont nommés pour une durée de [quatre (4) ans] et sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment sur décision du conseil d'administration.

Les censeurs sont appelés à assister comme observateurs aux réunions du conseil d'administration. Ils sont convoqués aux réunions du conseil d'administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative uniquement, sans que leur absence ne puisse nuire à la validité des délibérations du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut confier des missions spécifiques aux censeurs. Ils peuvent faire partie des comités créés par le conseil d'administration.

Les censeurs sont tenus aux mêmes obligations, notamment de discrétion, que les administrateurs.

Les modalités de rémunération des censeurs sont arrêtées par le conseil d'administration, qui peut leur allouer une partie de l'enveloppe globale arrêtée par l'assemblée générale pour les membres du conseil d'administration.

## **ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE**

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent est effectué par le conseil d'administration à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Ce mode d'exercice demeure en application jusqu'à décision contraire prise dans les mêmes conditions. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le Président du conseil d'administration, les dispositions du présent article relatives au Directeur Général lui sont applicables.

Le Directeur Général est désigné par le conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions du Directeur Général prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle le Directeur Général atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du conseil d'administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des Statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

## **ARTICLE 20 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Toutes les conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce, à l'exception de celles visées à l'article L. 225-39 du Code de commerce, doivent être soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration puis à l'approbation de l'assemblée générale dans les conditions légales.

L'autorisation préalable du conseil d'administration est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour la Société, notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.

### 17.2.3 *Modalités de modification des droits des actionnaires*

Les droits des actionnaires tels que figurant les statuts de la Société ne peuvent être modifiés que sur décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

### 17.2.4 *Assemblées générales d'actionnaires*

#### **ARTICLE 21 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donnant droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées et justifiant d'une inscription nominative depuis cinq (5) ans au moins au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit. Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai de cinq (5) ans fixé, ou conserve le droit acquis, tout transfert de titres par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible. Les personnes morales actionnaires bénéficiant de ce droit de vote double le conserveront si elles font l'objet d'une fusion-absorption ou d'une scission emportant transfert de leurs actions. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

#### **ARTICLE 22 - CONVOCATION, ACCES ET REPRESENTATION AUX ASSEMBLEES**

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, sous réserve de l'enregistrement comptable ou de l'inscription en compte de ses actions dans les conditions et délais fixés par la loi et la réglementation.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, ou par toute autre personne physique ou morale de son choix.

#### **ARTICLE 23 - BUREAU, FEUILLE DE PRESENCE ET PROCES-VERBAUX DES ASSEMBLEES**

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil d'administration. A défaut, l'assemblée générale désigne elle-même son président.

En cas de convocation par les Commissaires aux Comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée générale est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les deux (2) membres de l'assemblée générale présents et acceptant qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée générale.

Une feuille de présence, tenue dans les conditions réglementaires, est émarginée par les actionnaires présents ou leurs représentants et certifiée exacte par les membres du bureau.

Les procès-verbaux des délibérations des assemblées générales sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'assemblée générale ordinaire désigne un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et, s'il y a lieu, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants, dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six (6) exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes du sixième exercice.

## **18. CONTRATS IMPORTANTS**

En dehors des contrats commerciaux signés avec les clients, la Société estime n'avoir conclu que des contrats relatifs à la vie courante des affaires.



## **19. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC**

Des exemplaires du présent Document d'Information sont disponibles sans frais au siège social de la Société, Rue du Moulin de la Buie – 49310 Montilliers, ainsi qu'en version électronique sur le site d'Euronext ([www.euronext.com](http://www.euronext.com)) et sur celui de la Société ([www.grolleau.fr](http://www.grolleau.fr)).

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la Société, ainsi que les informations financières historiques et toute évaluation ou déclaration établie par un expert à la demande de l'émetteur devant être mis à la disposition des actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires peuvent être consultés sans frais au siège social de la Société.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth l'information périodique et permanente au sens des dispositions du règlement général de l'AMF sera disponible sur le site Internet de la Société ([www.grolleau.fr](http://www.grolleau.fr)).

## DEUXIEME PARTIE

### 20. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE

En complément des facteurs de risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Information, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques suivants et des autres informations contenues dans le présent Document d'Information avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du présent Document d'Information sont décrits dans sa première partie tel que complété par les informations ci-dessous.

Si l'un des risques suivants ou l'un des risques décrits dans la présente section ou dans la première partie du présent Document d'Information venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en souffrir. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société et des valeurs mobilières émises par elle pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du présent Document d'Information ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou sur le cours des actions de la Société.

Il est précisé qu'en application des dispositions des articles L.411-2 du Code monétaire et financier et 211-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la présente admission sur le marché Euronext Growth et l'émission des actions nouvelles ne donneront pas lieu à un Prospectus visé par l'AMF, cette dernière représentant un montant total d'offre inférieur à 8 000 000 €, étant précisé qu'aucune offre similaire n'a été faite par la Société au cours des douze derniers mois.

Sont présentés dans ce chapitre les seuls risques spécifiques aux actions de la Société, et qui sont importants pour la prise d'une décision d'investissement en connaissance de cause. Pour chacun des risques exposés ci-dessous, la Société a procédé comme suit :

- Présentation du risque brut, tel qu'il existe dans le cadre de l'activité de la Société ;
- Présentation des mesures mises en œuvre par la Société aux fins de gestion dudit risque.

L'application de ces mesures au risque brut permet à la Société d'analyser un risque net. La Société a évalué le degré de criticité du risque net, lequel repose sur l'analyse conjointe de deux critères : (i) la probabilité de voir se réaliser le risque et (ii) l'ampleur estimée de son impact négatif.

Le degré de criticité de chaque risque est exposé ci-après, selon l'échelle qualitative suivante :

- Faible ;
- Moyen ;
- Elevé.

#### Tableau synthétique :

Nature du risque	Degré de criticité du risque net
Risques liés à la volatilité du cours des actions	Elevé
Risques liés à la cession d'un nombre important d'actions	Faible
Risques liés à l'insuffisance des souscriptions	Faible

## 20.1. Le cours des actions de la Société est susceptible d’être affecté par une volatilité importante

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et les secteurs que son activité adresse. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- Des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d’une période à l’autre ;
- Des annonces de concurrents ou d’autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant les marchés de la Société, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle des sociétés concurrentes ou leurs perspectives ou des annonces des secteurs d’activité de la Société portant sur des questions les affectant ;
- Des évolutions défavorables de l’environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d’activité de la Société ou à la Société elle-même ;
- Des annonces portant sur des modifications de l’actionnariat de la Société ;
- Des annonces portant sur des modifications de l’équipe dirigeante ;
- Des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cession, etc.) ; et
- Tout autre événement significatif affectant la Société ou le marché dans lequel elle évolue.

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d’importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- La fluctuation du prix de marché des actions de la Société dépend en partie de circonstances extérieures sur lesquelles la Société ne peut intervenir ;
- La réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur les actions de la Société (évolution à la baisse du prix de marché des actions de la Société).

## 20.2. La cession d’un nombre important d’actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le cours de bourse des actions de la Société

La décision d’un actionnaire de la Société de céder tout ou partie de sa participation sur le marché, ou la perception qu’une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est faible, compte tenu des engagements de conservation des actionnaires historiques d’une période de 12 mois calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l’Offre.

### 20.3. Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'offre

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 23 du présent Document d'Information) pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation des objectifs de la Société.

A la date du présent Document d'Information, la Société n'a pas connaissance d'engagement et de souscription.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est faible, étant considéré que l'annulation de l'Offre n'aurait qu'un impact négatif faible sur la Société (recherche de nouvelles sources de financement pour financer le développement de la Société).

### 20.4. Risque d'absence des garanties associées aux marchés réglementés

Le marché Euronext Growth ne constitue pas un marché réglementé. Les détenteurs de valeurs mobilières de la Société ne pourront donc pas bénéficier des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la protection des actionnaires minoritaires sont mentionnées à la section 22.9 « Réglementation française en matière d'offres publiques » de la deuxième partie du présent Document d'Information.

### 20.5. Risques d'absence de liquidité du titre

La Société ne peut garantir que les actions admises aux négociations sur le marché Euronext Growth seront l'objet de négociations par la voie d'un carnet d'ordre central et que les conditions du marché de ses titres offriront une liquidité suffisante et selon des modalités satisfaisantes.

En particulier, en cas de réduction à 75 % du montant initialement prévu, le flottant de la Société dans le public pourrait être limité 21,5%, à l'issue de l'Offre (voir paragraphe 27.3 de la deuxième partie du présent Document d'Information). Dans une telle hypothèse, la capacité des nouveaux investisseurs ayant participé à l'Offre à revendre, le cas échéant, leurs titres sur le marché sera en conséquence nécessairement réduits en l'absence d'une augmentation ultérieure de la part des actions de la Société non détenues par ses actionnaires historiques.

Il est néanmoins précisé que la Société devrait signer un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI et informera le marché des moyens affectés au contrat de liquidité dans le cadre d'un communiqué de presse. Le contrat de liquidité devrait a priori être mis en œuvre à l'issue de l'admission des titres sur le marché Euronext Growth.

## 21. INFORMATIONS DE BASE

### 21.1. Fonds de roulement net

La Société atteste que, de son point de vue, son fonds de roulement net, avant augmentation de capital objet du présent Document d'Information, est suffisant au regard de ses obligations actuelles au cours des douze prochains mois à compter de la date du présent Document d'Information.

### 21.2. Capitaux propres et endettement

La situation des capitaux propres et de l'endettement financier net de la Société au 30 septembre 2021, établie est présentée ci-après (données non auditées) :

<b>Situation des Capitaux Propres et des dettes financières au 30 septembre 2021</b> <i>En milliers d'euros (données sociales non auditées)</i>	
<b>Total des dettes financières courantes au 30/09/2021</b>	<b>6 240 979</b>
- Faisant l'objet de garanties	-
- Faisant l'objet de nantissements	743 579
- Sans garanties ni nantissements	5 497 400
<b>Total des dettes financières non courantes (hors partie courante des dettes long terme) au 30/09/2021</b>	<b>852 298</b>
- Faisant l'objet de garanties	-
- Faisant l'objet de nantissements	-
- Sans garanties ni nantissements	852 298
<b>Capitaux Propres au 30/09/2021 (hors résultat de la période)</b>	<b>6 647 845</b>
- Capital Social	200 000
- Primes d'émission	240 115
- Réserves du Groupe	6 685 778
- Report à nouveau	(478 048)

<b>Situation de l'endettement au 30 septembre 2021</b> <i>En milliers d'euros (données sociales non auditées)</i>	
A Trésorerie	6 615 460
B Instruments équivalents	-
C Titres de placement	-
<b>D Liquidités (A+B+C)</b>	<b>6 615 460</b>
E Créances financières à court terme	198 000
F Dettes bancaires à court terme	-
G Parts à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	993 700
H Autres dettes financières à court terme	130 198
<b>I Dettes financières à court terme (F+G+H)</b>	<b>1 123 898</b>
<b>J Endettement financier net à court terme (I-E-D)</b>	<b>(5 689 562)</b>
K Emprunts bancaires à plus d'un an	5 246 291
L Obligations émises	-
M Autres emprunts à plus d'un an	287 207
<b>N Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)</b>	<b>5 533 498</b>
<b>O Endettement financier net (J+N)</b>	<b>(156 064)</b>

A ce jour, il n'existe aucune dette indirecte ou inconditionnelle.

Entre le 30 septembre 2021 et la date du présent Document d'Information, les capitaux propres et l'endettement de la Société n'ont pas fait l'objet de modification.

### 21.3. Intérêt des personnes participant à l'émission

Le Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

### 21.4. Raisons de l'émission et utilisation prévue du produit net de l'opération

L'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'inscription de la totalité des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth est destinée à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer son activité et son développement.

Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles (6,3 millions d'euros sur la base du Prix de l'Offre en cas de réalisation de l'augmentation de capital à 100 %) permettra à la Société de poursuivre les objectifs suivants :

- Digitalisation du site de production actuel ;
- Développement commercial et investissement R&D ;
- Financer d'éventuelles croissances externes.

Pour atteindre ces objectifs, GROLLEAU envisage d'allouer le produit de l'augmentation de capital issue de l'Offre de la manière suivante :

Utilisation envisagée des fonds levés	Fonds levés	
	75%	100%
Digitalisation du site de production	32%	32%
Développement commercial et investissement R&D	26%	26%
Financer d'éventuelles croissances externes	42%	42%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## 22. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

### 22.1. Nature, catégorie et date de jouissance des actions offertes et admises à la négociation

#### ***Nature et nombre des titres dont l'inscription aux négociations est demandée***

- L'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 2 000 000 actions de 0,50 € chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « **Actions Existantes** ») ;
- Un maximum de 732 265 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 842 105 d'Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (les « **Actions Nouvelles** »).

Les Actions Nouvelles et Actions Existantes sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.

#### ***Date de jouissance***

Les Actions Nouvelles seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes et porteront jouissance courante.

#### ***Libellé pour les actions***

GROLLEAU

#### ***Code ISIN***

FR0014005ZM5

#### ***Mnémonique***

ALGRO

#### ***LEI***

9695007STNK0YTL6S456

#### ***Classification ICB***

Industrie - construction et menuiserie métallique

#### ***Première cotation et négociation des actions***

La première cotation des Actions sur Euronext Growth devrait avoir lieu le 30 novembre 2021 et les négociations devraient débuter le 3 décembre 2021 selon le calendrier indicatif.

A compter du 3 décembre 2021, toutes les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « Grolleau ».

### 22.2. Droit applicable et tribunaux compétents

Les actions de la Société sont régies par le droit français.

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

### 22.3. Forme et mode d'inscription en compte des actions

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires. Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- De CIC MARKET SOLUTIONS, mandatée par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- D'un intermédiaire habilité de leur choix et CIC MARKET SOLUTIONS, mandatée par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- D'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions détenues sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions de la Société feront l'objet d'une demande d'inscription aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs.

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les actions de la Société soient inscrites en compte-titres le 2 décembre 2021.

### 22.4. Devise d'émission

L'émission des Actions Nouvelles est réalisée en Euros (€).

### 22.5. Droits et restrictions attaches aux actions

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à l'issue de la cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

#### **Droit à dividendes**

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, peut accorder un dividende à l'ensemble des actionnaires (article L. 232-12 du Code de commerce).

Il peut également être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice (article L. 232-12 du Code de commerce).

L'assemblée générale peut proposer à tous les actionnaires, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, soit en numéraire, soit en actions émises par la Société (articles L. 232-18 et suivants du Code de commerce).



La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice (article L. 232-13 du Code de commerce).

Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité.

Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir paragraphe 22.11 ci-après).

### ***Droit de vote***

Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées et justifiant d'une inscription nominative depuis cinq (5) ans au moins au nom du même actionnaire. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit. Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai de cinq (5) ans fixé, ou conserve le droit acquis, tout transfert de titres par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible. Les personnes morales actionnaires bénéficiant de ce droit de vote double le conserveront si elles font l'objet d'une fusion-absorption ou d'une scission emportant transfert de leurs actions. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

### ***Droit préférentiel de souscription***

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du Code de commerce).

### ***Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

### ***Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation***

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions ou des parts sociales est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital social (article L. 237-29 du Code de commerce).

### ***Clauses de rachat ou de conversion***

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider l'émission, le rachat et la conversion des actions de préférence au vu d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

### **Identification des détenteurs de titres**

La Société est autorisée à faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées.

### **Franchissements de seuils**

Au-delà des dispositions législatives et réglementaires relatives aux franchissements de seuils qui s'appliqueront à compter de l'admission des actions de la Société sur le marché Euronext Growth, les statuts contiennent des dispositions spécifiques relatives aux franchissements de seuils.

## **22.6. Autorisations**

### **22.6.1 Décision ayant autorisé l'émission**

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par la 10<sup>ème</sup> décision des décisions prises à l'unanimité des associés du 10 novembre 2021, le texte est reproduit ci-après :

**Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier**

*« Les Associés, connaissance prise du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, et sous la condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth à Paris, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :*

*1. délèguent au Conseil d'administration la compétence de l'Assemblée Générale, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;*

*2. décident de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou autres valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, en laissant toutefois la faculté au Conseil d'administration, de conférer aux actionnaires de la Société, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et qui pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible ;*

*3. prennent acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation de compétence emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation de compétence, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;*

*4. décident que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme de huit cent mille (800.000) euros, étant précisé que :*

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 17<sup>ème</sup> décision ci-après ;

5. décident que les offres au public de valeurs mobilières décidées en vertu de la présente délégation de compétence pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions de valeurs mobilières, à des offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier décidées en vertu de la 11<sup>ème</sup> décision soumise à la présente décision ;

6. prennent acte que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés suivantes offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, à la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des actions nouvelles ou des valeurs mobilières dont l'émission a été décidée mais n'ayant pas été souscrites ;

7. décident que :

- le prix d'émission des actions nouvelles de la Société sera déterminé dans les conditions suivantes :
  - (i) pour la ou les augmentations de capital réalisées à l'occasion de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris, le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration conformément aux pratiques de marché habituelles dans le cadre d'un placement global, par référence au prix offert aux investisseurs dans un tel placement, tel que ce prix résultera de la confrontation de l'offre des titres et des demandes selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels ;
  - (ii) postérieurement à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris, le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des dix (10) dernières séances de bourse sur le marché Euronext Growth précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 30%, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, pour chaque action nouvelle émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, soit au moins égale au prix d'émission minimum visé à l'alinéa précédent, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

8. indiquent que le Conseil d'administration devra rendre compte à l'Assemblée Générale suivante, conformément à la loi et aux règlements, de l'utilisation faite de la délégation de compétence consentie aux termes de la présente décision ;

9. confèrent tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente décision, à l'effet notamment de :

- décider l'émission et déterminer la nature et les caractéristiques des actions et/ou des autres valeurs mobilières à émettre, leur prix d'émission ainsi que, le cas échéant, le montant de la prime d'émission ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits, le cas échéant des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des actions et/ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société, attachés aux actions nouvelles et/ou valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société à émettre immédiatement ou à terme et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de la ou des augmentations de capital ;
- modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y seront afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital décidée en vertu de la présente délégation de compétence et procéder aux modifications corrélatives des statuts de la Société ; et
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions et/ou des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation de compétence ainsi qu'à l'exercice des droits qui y seront attachés ;

10. décident que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente décision. »

#### *22.6.2 Conseil d'administration de la Société ayant décidé le principe de l'émission*

Le Conseil d'Administration lors de sa séance du 10 novembre 2021 a décidé le principe de l'émission selon les modalités décrites dans le paragraphe 23 « Conditions de l'Offre » du présent Document d'Information.

#### *22.7. Date prévue d'émission des actions nouvelles*

La date prévue pour le règlement-livraison des actions est le 2 décembre 2021 selon le calendrier indicatif figurant au paragraphe 23.1.1 du présent Document d'Information.

## 22.8. Restrictions à la libre négociabilité des actions

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

## 22.9. Règlementation française en matière d'offres publiques

### *22.9.1 Offre publique obligatoire*

Aux termes de la réglementation française, un projet d'offre publique doit être déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers lorsque toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce vient à détenir, directement ou indirectement, plus des cinq dixièmes du capital ou des droits de vote d'une société dont le siège social est établi en France et dont les actions sont admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers ne constituant pas un marché réglementé d'un État membre de l'Union Européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément à l'article 231-1 2° du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

### *22.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire*

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire) du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé.

## 22.10. Offre publique d'achat lancée par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours

Néant.

## 22.11. Régime fiscal des dividendes versés

Les informations contenues dans la présente section ne constituent qu'un résumé du régime fiscal qui est susceptible de s'appliquer aux dividendes versés par la Société, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales. Elles s'appliquent (i) aux actionnaires de la Société dont la résidence fiscale est située en France, personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés ou personnes physiques qui détiennent des titres dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations et (ii) aux actionnaires de la Société dont la résidence fiscale est située hors de France qui détiennent des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France.

Les règles dont il est fait mention ci-après sont celles en vigueur à la date du présent Document d'Information sont donc susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les développements qui suivent n'ont pas vocation à décrire les conséquences liées à la souscription, l'acquisition, la détention et la cession d'actions. Les personnes concernées sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, notamment à raison de la souscription, de l'acquisition, de la détention et de la cession d'actions de la Société.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence et, le cas échéant, aux dispositions des conventions fiscales éventuellement applicables.

#### *22.11.1 Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France*

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer aux dividendes versés par la Société aux actionnaires, personnes physiques ou personnes morales, ayant leur résidence fiscale ou leur siège social en France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de la fiscalité susceptible de s'appliquer aux actionnaires ayant leur résidence fiscale ou leur siège social en France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

##### Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France

Les paragraphes suivants décrivent le régime fiscal susceptible de s'appliquer aux dividendes versés par la Société aux personnes physiques, ayant leur résidence fiscale en France, détenant les actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

Les personnes physiques résidentes fiscales françaises qui se livrent à des opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée à titre professionnel doivent se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour déterminer les conséquences et modalités d'application du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sur les revenus tirés de ces opérations.

##### Retenue à la source

Les dividendes versés par la Société aux personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France ne sont, en principe, pas soumis à retenue à la source.

Toutefois, en application des articles 119 bis 2 et 187 du code général des impôts (« CGI »), si les dividendes sont payés hors de France dans un Etat ou territoire non-coopératif (« ETNC ») au sens de l'article 238-0 A du CGI (la liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et est mise à jour annuellement), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75 % du montant brut des revenus distribués, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire.

##### Prélèvement forfaitaire non libératoire et impôt sur le revenu

En application de l'article 117 quater du CGI, les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % assis sur le montant brut des revenus distribués, sous réserve de certaines exceptions tenant, notamment, aux contribuables dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année n'excède pas certains seuils.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 quater du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés. Toutefois, les contribuables qui acquièrent des actions après la date limite de dépôt de la demande de dispense susmentionnée peuvent, sous certaines conditions, déposer cette demande de dispense auprès de leur établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions, en application du paragraphe 320 de la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20191220.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Si l'établissement payeur est établi hors de France, les dividendes versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des dividendes, soit par le contribuable lui-même auprès du service des impôts de son domicile, soit par l'établissement payeur, lorsqu'il est établi dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qu'il a été mandaté à cet effet par le contribuable.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, l'excédent étant restitué.

Il est rappelé que les dividendes régulièrement versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposés (i) à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % (dit prélèvement forfaitaire unique ou « flat tax ») ou (ii), sur option expresse et irrévocable devant être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration, au barème progressif de l'impôt sur le revenu après un abattement de 40 %. L'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu est globale et porte sur l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ du prélèvement forfaitaire unique.

#### Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes distribués par la Société est également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2 % répartis comme suit :

- La contribution sociale généralisée, au taux de 9,2 % ;
- La contribution pour le remboursement de la dette sociale, au taux de 0,5 % ;
- Le prélèvement de solidarité, au taux de 7,5 %.

Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8 % précité.

Ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable lorsque les dividendes sont soumis au prélèvement forfaitaire unique de 12,8 %. En cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, la contribution sociale généralisée est déductible à hauteur de 6,8 % du revenu imposable de l'année de son paiement (le surplus, soit 2,4 % n'est pas déductible).

### Contribution sur les hauts revenus

En application des dispositions de l'article 223 sexies du CGI, une contribution exceptionnelle sur les hauts revenus est applicable lorsque le revenu fiscal de référence du contribuable concerné excède certaines limites. Cette contribution est calculée en appliquant un taux de :

- 3 % à la fraction du revenu fiscal de référence comprise entre 250.000 et 500.000 euros pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction du revenu fiscal de référence comprise entre 500.000 et 1.000.000 euros pour les contribuables soumis à imposition commune ;
- 4 % à la fraction du revenu fiscal de référence supérieure à 500.000 euros pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction du revenu fiscal de référence supérieure à 1.000.000 euros pour les contribuables soumis à imposition commune.

L'assiette de la CEHR est constituée du montant du revenu fiscal de référence du foyer fiscal tel que défini au 1 du IV de l'article 1417 du CGI. Le revenu fiscal de référence visé à l'article 1417 du CGI comprend notamment les dividendes perçus par les contribuables concernés.

### **Actionnaires personnes morales dont la résidence fiscale est située en France**

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 % en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire.

Les dividendes perçus par ces personnes sont en principe imposables dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire au taux normal de l'impôt sur les sociétés égal, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, à 28 %. Pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 250 millions d'euros, le taux d'impôt sur les sociétés est égal à 28 % jusqu'à 500 000 € de résultat fiscal et 31 % sur la fraction des bénéfices supérieure à 500 000 €. Ce taux est majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 € par période de douze mois (article 235 ter ZC du CGI).

Nous attirons votre attention sur le fait que la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés engagée par la loi de finances pour 2018 se poursuit avec la loi de finances pour 2020 et qu'il est prévu une diminution progressive du taux de l'impôt sur les sociétés, pour atteindre 25 % en 2022.

Sous certaines conditions, les PME sont susceptibles de bénéficier, dans les conditions prévues aux articles 219-Ib et 235 ter ZC du CGI, d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15 % et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3 %.

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du CGI, les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés détenant une participation représentant au moins 5 % du capital de la Société, en pleine ou en nue-propriété, peuvent bénéficier, sous certaines conditions et sur option, du régime des sociétés mères en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part forfaitaire représentative des frais et charges supportés par cette société et égale à 5 % du montant desdits dividendes. Pour pouvoir bénéficier de



cette exonération, les titres ouvrant droit au régime des sociétés mères doivent, en particulier, être ou avoir été conservés pendant un délai de deux ans à compter de leur inscription en compte.

#### *22.11.2 Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France*

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux investisseurs qui n'ont pas leur résidence fiscale ou leur siège social en France et qui recevront ces dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer auxdits actionnaires.

Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

#### **Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située hors de France**

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal du bénéficiaire personne physique effectif est situé hors de France en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI. Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à 12,8 %. Elle est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel.

Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des conventions fiscales internationales tendant à éviter les doubles impositions conclues par la France et l'Etat de résidence du bénéficiaire. Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative (BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

#### **Actionnaires personnes morales dont le siège social est situé hors de France**

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source égale au taux normal de l'impôt sur les sociétés, à savoir 28 % à compter du 1er janvier 2020, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le siège social du bénéficiaire est situé hors de France en application des articles 119 bis 2 et 187 du CGI.

Toutefois :

- a. L'application des conventions fiscales internationales peut conduire à réduire ou à supprimer la retenue à la source ;
- b. Les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et

l'évasion fiscales, peuvent, sous conditions, bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15 % (articles 187 et 219 bis du CGI) ;

- c. Sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 ter du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20190703, les personnes morales qui détiennent, en pleine propriété ou en nue-propriété pendant au moins deux ans, au moins 10 % du capital de la Société, étant précisé que ce taux de détention est ramené à 5 % du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20160607, peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société si (i) leur siège de direction effective est situé dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et (ii) elles revêtent l'une des formes prévues à l'annexe à la directive du 30 novembre 2011 ou une forme équivalente lorsque la société a son siège en Islande, Norvège ou au Liechtenstein;
- d. Sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 bis 2 du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20200812, les organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un Etat membre de l'union ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société ;
- e. Sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 quinquies du CGI telles qu'elles sont commentées par la doctrine administrative BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80-20160406, les actionnaires personnes morales situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales faisant l'objet d'une procédure comparable à celle mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société.

Les actionnaires concernés sont invités à se renseigner sur les modalités d'application de ces exonérations.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 % (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un ETNC au sens des dispositions prévues à l'article 238-0 A du CGI, sauf si le débiteur apporte la preuve que les distributions de ces produits n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, leur localisation dans un tel Etat ou territoire. La liste des ETNC est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

### *22.11.3 Régime spécial des plans d'épargne en actions (« PEA »)*

#### Plan d'épargne en actions

Les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA pour les actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (étant rappelé que pour un couple marié ou pacsé, chaque personne composant le couple peut souscrire un PEA). Sous certaines conditions tenant, notamment, à l'absence de retrait ou de rachat portant sur les titres inscrits en PEA avant la cinquième année de son fonctionnement, le PEA ouvre droit :

- Pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des dividendes, et des plus-values nettes de cession, générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values soient maintenues dans le PEA, et ;
- Au moment de la clôture du PEA (s'ils interviennent plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison des dividendes et des plus-values nettes de cession depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces dividendes et ces plus-values restent soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 17,2 %<sup>26</sup> (cf. supra).

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, il résulte des dispositions de l'article 200 A du CGI que le gain net réalisé dans le cadre d'un PEA est imposable (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5 %, (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19 %, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-avant.

#### Plan d'épargne en actions dit « PME-ETI »

La loi de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dit « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA. Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliards d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Ces seuils sont appréciés sur la base des comptes sociaux de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

Le plafond des versements est fixé à 225.000 euros. Chaque contribuable peut détenir un PEA dit PME-ETI et un PEA classique mais la somme des versements ne peut excéder 225.000 euros.

Les actions de la Société sont éligibles au PEA dit « PME-ETI ».

#### *22.11.4 Droits d'enregistrement*

Conformément aux dispositions de l'article 726, I du CGI, les cessions portant sur les actions de la Société, dans la mesure où elles ne sont pas soumises à la taxe sur les transactions financières visée à l'article 235 ter ZD du CGI, sont susceptibles d'être soumises à un droit d'enregistrement, en cas de constatation desdites cessions par acte (passé en France ou à l'étranger) au taux proportionnel unique de 0,1 % assis sur le prix de cession des actions.

## 23. CONDITIONS DE L'OFFRE

### 23.1. Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités de souscription

#### 23.1.1 Conditions de l'offre

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché d'un nombre maximum de 732 265 Actions Nouvelles, pouvant être portée à un maximum de 842 105 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension.

Il est prévu que la diffusion des Actions Nouvelles soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- Une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ferme, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ferme** » ou « **OPF** ») ;
- Un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
  - Un placement en France ; et
  - Un placement privé international dans certains pays, en dehors, notamment, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie.

La répartition des Actions Nouvelles entre le Placement Global, d'une part, et l'OPF, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPF le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPF sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de la clause d'extension telle que définie au paragraphe 23.2.5 du présent Document d'Information.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15 %, soit un maximum de 842 105 actions (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, notamment l'utilisation potentielle de la clause d'extension et le nombre des Actions Nouvelles émises, soit à titre indicatif le 30 novembre 2021.

#### Calendrier indicatif de l'opération :

10 novembre 2021	Conseil d'Administration décidant des modalités de l'augmentation de capital
15 novembre 2021	Conseil d'Euronext validant le projet d'admission sur Euronext Growth
16 novembre 2021	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre Avis d'Euronext Paris relatif à l'ouverture de l'OPF Ouverture de l'OPF et du Placement Global
29 novembre 2021	Clôture de l'OPF à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet Clôture du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)

30 novembre 2021	Centralisation de l'OPF par Euronext Partage des résultats de l'OPF et du Placement Global Diffusion du communiqué de presse indiquant le nombre définitif d'Actions Nouvelles, le résultat de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Avis d'Euronext Paris relatif au résultat de l'Offre
2 décembre 2021	Règlement-livraison de l'OPF et du Placement Global
3 décembre 2021	Début des négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Growth

### *23.1.2 Montant de l'émission*

Sur la base d'une émission de 732 265 actions à un prix de 9,50 euros par Action :

- Le produit brut de l'émission d'Actions Nouvelles sera d'environ 6,96 millions d'euros (ramené à environ 5,22 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 7,99 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension ;
- Le produit net de l'émission d'Actions Nouvelles est estimé à environ 6,26 millions d'euros (ramené à environ 4,69 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 7,19 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension.

### *23.1.3 Procédure et période de souscription*

#### **Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ferme**

##### Durée de l'OPF

L'OPF débutera le 16 novembre 2021 et prendra fin le 29 novembre 2021 à 17h heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20h heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet. La date de clôture de l'OPF pourrait être modifiée (voir le paragraphe 23.3.2 du présent Document d'Information).

##### Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPF

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPF le permet, un minimum de 10 % du nombre d'actions nouvelles offertes dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de la clause d'extension sera offert dans le cadre de l'OPF. Le nombre d'actions nouvelles offertes dans le cadre de l'OPF pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 23.1.1 du présent Document d'Information.

##### Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPF sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « États appartenant à l'EEE »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont

ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 23.2.1 du présent Document d'Information. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 23.2.1 du présent Document d'Information. Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPF devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- Soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- Soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

#### Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPF

Les personnes désireuses de participer à l'OPF devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette faculté leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

#### Ordres A

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des Règles de marché d'Euronext Paris relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- Fraction d'ordre A1 : de 1 action jusqu'à 250 actions inclus ; et
- Fraction d'ordre A2 : au-delà de 250 actions.
- Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel dans le cas où tous les ordres A ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- Chaque ordre A doit porter sur un nombre minimum de 1 action ;
- Un même donneur d'ordres A ne pourra émettre qu'un seul ordre A ; cet ordre A ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- Le regroupement des actions acquises au nom des membres d'un même foyer fiscal (ordres familiaux) sera possible ;
- Chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre A. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres A bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;

- Aucun ordre A ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions nouvelles offertes dans le cadre de l'OPF ;
- Au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- Les ordres A seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- Les conditions de révocabilité des ordres sont précisées au paragraphe « Révocation des ordres » ci-dessous et à la section 23.1.7 du présent Document d'Information.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext Paris les ordres A, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPF qui sera diffusé par Euronext Paris. Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPF n'était pas diffusé.

#### Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2. Un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1. Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Nouvelles serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des fractions d'ordres A1, ces demandes pourront être réduites de manière proportionnelle.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

#### Révocation des ordres

Les ordres de souscription reçus passés par les particuliers par Internet dans le cadre de l'OPF seront révocables, par Internet, jusqu'à la clôture de l'OPF (le 29 novembre 2021 à 20h00 (heure de Paris)). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.

#### Résultat de l'OPF

Le résultat de l'OPF fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 30 novembre 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre. Cet avis précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

### **Caractéristiques principales du Placement Global**

#### Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 16 novembre 2021 et prendra fin le 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPF (voir le paragraphe 23.3.2 du présent Document d'Information), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 23.3.2 du présent Document d'Information).

#### Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie).

#### Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montants demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

#### Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être exclusivement reçus par le Teneur de Livre au plus tard le 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 23.3.1 du présent Document d'Information, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

#### Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

#### Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué exclusivement auprès du Teneur de Livre ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 29 novembre 2021 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.

#### Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 30 novembre 2021, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

#### *23.1.4 Révocation de l'offre*

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non-émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris. Dans ce cas, les ordres de souscription seraient rétroactivement annulés et les Actions Nouvelles ne seront pas admises aux négociations sur le marché Euronext Growth.

Si le montant des souscriptions n'atteignait pas un minimum de 75 % de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit la souscription d'un minimum de 549 198 Actions Nouvelles représentant un montant d'environ 5,22 millions d'euros (sur la base du Prix de l'Offre soit 9,50 euros par Action), l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.



#### *23.1.5 Réduction des ordres*

Voir le paragraphe 23.1.3 du présent Document d'Information pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

#### *23.1.6 Montant minimum et montant maximum des ordres*

Voir le paragraphe 22.1 du présent Document d'Information pour le détail des nombres minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'OPF.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

#### *23.1.7 Révocation des ordres*

Voir le paragraphe 23.1.3 du présent Document d'Information pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme et du Placement Global.

#### *23.1.8 Règlement-livraison des actions*

Le prix des Actions Nouvelles (voir le paragraphe 23.3.1 du présent Document d'Information) dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 2 décembre 2021.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext Paris soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 30 novembre 2021 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 2 décembre 2021.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de CIC MARKET SOLUTIONS qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

#### *23.1.9 Publication des résultats de l'Offre*

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre, notamment l'utilisation potentielle de la clause d'extension et le nombre des Actions Nouvelles émises, feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext Paris dont la diffusion est prévue le 30 novembre 2021, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPF ne pourra être inférieure à trois jours de bourse - voir paragraphe 23.3.2 du présent Document d'Information) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

#### *23.1.10 Droits préférentiels de souscription*

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

## 23.2. Plan de distribution et allocation des actions

### 23.2.1 Catégories d'investisseurs potentiels

Un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :

- Un placement en France ; et
- Un placement privé international dans certains pays, en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

Une offre au public en France réalisée sous la forme d'une Offre à Prix Ferme principalement destinée aux personnes physiques.

### 23.2.2 Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses principaux organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5 %

VATEL CAPITAL s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 4 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

GREENSTOCK s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 0,8 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

AXXION S.A. s'est engagé à placer un ordre de souscription dans le cadre de l'émission pour un montant total de 0,5 M€ en numéraire ayant vocation à être servi intégralement si la demande le permet, étant précisé qu'il pourrait néanmoins être réduit dans le respect des principes d'allocation usuels.

L'ensemble de ces engagements de souscription représentent 5,3 M€ soit 76,2 % de l'Offre d'Actions Nouvelles sur la base du Prix de l'Offre.

### 23.2.3 Informations sur d'éventuelles tranches de pré-allocation

Néant.

### 23.2.4 Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Teneur de Livre.

### 23.2.5 Clause d'extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles d'un maximum de 15 %, soit un maximum de 842 105 actions, au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 23.3.1 du présent Document d'Information).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise par le conseil d'administration prévu le 30 novembre 2021 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext Paris annonçant le résultat de l'Offre.

#### *23.2.6 Option de Surallocation*

Néant.

### 23.3. Fixation du prix

#### *23.3.1 Prix des actions offertes*

9,50 euros par Action Nouvelle (le « **Prix de l'offre** »), dont 0,50 euro de valeur nominale et 9,00 euros de prime d'émission.

#### *23.3.2 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre*

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPF pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPF ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext Paris annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ferme avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext Paris susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPF (incluse).

#### *23.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription*

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu de la 10<sup>ème</sup> décision des décisions prises à l'unanimité des associés du 10 novembre 2021 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public et l'augmentation de son montant dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce (voir le paragraphe 22.6 du présent Document d'Information).

#### *23.3.4 Disparités de prix*

Néant.

### 23.4. Placement et garantie

#### *23.4.1 Chef de file – PSI, Teneur de Livre*

STIFEL (STIFEL EUROPE BANK AG)  
80 avenue de la Grande Armée, 75017 Paris  
Tel : +33(0)1 70 98 39 40

#### *23.4.2 Listing Sponsor et Conseil*

ATOUT CAPITAL

164 boulevard Haussmann, 75008 Paris

Tel : +33(0)1 56 69 61 80

#### *23.4.3 Service financier et dépositaire*

Le service des titres et le service financier des actions de la Société sont assurés par :

CIC MARKET SOLUTIONS

6 avenue de Provence, 75009 Paris

Tel : +33(0)1 45 96 96 96

#### *23.4.4 Garantie*

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie.

#### *23.4.5 Engagements d'abstention et de conservation*

Ces informations figurent à la section 25.3 du présent Document d'Information.

#### *23.4.6 Date de règlement-livraison des Actions Nouvelles*

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles est prévu le 2 décembre 2021.

## **24. ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION**

### **24.1. Admission aux négociations**

L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché Euronext Growth.

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext Paris diffusé le 16 novembre 2021.

Les négociations devraient débuter au cours de la séance de bourse du 3 décembre 2021.

### **24.2. Places de cotation**

A la date du présent Document d'Information, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché réglementé ou non.

### **24.3. Offres concomitantes d'actions**

Néant.

### **24.4. Contrat de liquidité sur les actions de la Société**

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du Document d'Information.

Les décisions prises à l'unanimité des associés du 10 novembre 2021, aux termes de sa 6<sup>ème</sup> décision, a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter du 10 novembre 2021, le conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce.

La Société devrait signer prochainement un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI et informera le marché des moyens affectés au contrat de liquidité dans le cadre d'un communiqué de presse.

### **24.5. Stabilisation**

Néant.

## 25. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

### 25.1. Identification des personnes ou entités ayant l'intention de vendre

Sans objet.

### 25.2. Nombre et catégorie des actions offertes par les détenteurs d'actions souhaitant les vendre

Sans objet.

### 25.3. Engagements d'abstention et de conservation des titres

#### *25.3.1 Engagement d'abstention de la Société*

La Société s'engagera envers le Teneur de Livre à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, et jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois suivant la date du règlement-livraison des actions émises dans le cadre de l'Offre, sauf accord préalable écrit du Teneur de Livre, agissant en son nom et pour son compte, notifié à la Société ; étant précisé que :

- i. Les actions émises dans le cadre de l'Offre,
- ii. Toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables,
- iii. Les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés, mandataires sociaux ou consultants de la Société dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société, et
- iv. Les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 3 % du capital sont exclus du champ de cet engagement d'abstention.

#### *25.3.2 Engagement de conservation de tous les actionnaires historiques*

ACTIVE'INVEST (Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND) détenant, à la date du présent Document d'Information, 68,84% des titres de la Société, a signé le 10 novembre 2021 un engagement de conservation d'une période de 12 mois calendaires à hauteur de (i) 90% de sa participation actuelle sur les 6 premiers mois calendaires à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre, et de (ii) 75% de sa participation actuelle sur les 6 mois suivants. Cet engagement porte sur l'intégralité des actions détenues à ce jour.

Monsieur Laurent MARBACH (Président Directeur Général de la Société) détenant, à la date du présent Document d'Information, 20,00% des titres de la Société, a signé le 10 novembre 2021 un engagement de conservation d'une période de 12 mois calendaires à hauteur de 100% de sa participation actuelle

et à compter de la date du règlement-livraison de l'Offre. Cet engagement porte sur l'intégralité des actions détenues à ce jour.

## 26. DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Cas	Réalisation de l'Offre à 75 %	Réalisation de l'Offre à 100 %	Réalisation de l'Offre à 115 %
Produit brut en M€	5,22	6,96	7,99
Dépenses liées à l'Offre en M€	0,52	0,70	0,80
Produit net en M€	4,69	6,26	7,19



## 27. DILUTION

### 27.1. Incidence de l'émission sur les capitaux propres

Sur la base (i) des capitaux propres au 31 mars 2021 et (ii) du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Document d'Information (sur la base du Prix d'Offre, soit 9,50 euros par action), les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit :

Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>3,36</b>
Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>5,00</b>
Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre	<b>4,68</b>
Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension	<b>5,18</b>

### 27.2. Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire

Sur la base du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Document d'Information, l'effet dilutif de l'Offre pour les actionnaires de la Société s'établirait comme suit :

Participation de l'actionnaire (en %)	
Avant émission des actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>1,00%</b>
Après émission de 732 265 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	<b>0,73%</b>
Après émission de 549 198 actions nouvelles provenant de la présente augmentation de capital en cas de réduction à 75% de l'Offre	<b>0,78%</b>
Après émission de 842 105 actions nouvelles et en cas d'exercice de la totalité de la clause d'extension	<b>0,70%</b>

### 27.3. Répartition du capital social et des droits de vote

L'incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote est présentée dans les tableaux ci-dessous.

#### Incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote

##### Avant et après l'Offre souscrite à 100 %

Actionnaires	Avant émissions des actions nouvelles			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	68,84%	2 753 600	70,59%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	20,00%	800 000	20,51%
Management	223 200	11,16%	347 400	8,91%
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>3 901 000</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

Actionnaires	Post opération 100%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	50,39%	2 753 600	59,43%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	14,64%	800 000	17,27%
Management	223 200	8,17%	347 400	7,50%
Flottant	732 265	26,80%	732 265	15,80%
<b>TOTAL</b>	<b>2 732 265</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 633 265</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

##### En cas de limitation de l'Offre à 75 %

Actionnaires	Post opération 75%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	54,01%	2 753 600	61,88%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	15,69%	800 000	17,98%
Management	223 200	8,76%	347 400	7,81%
Flottant	549 198	21,54%	549 198	12,34%
<b>TOTAL</b>	<b>2 549 198</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 450 198</b>	<b>100,00%</b>

(1) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(2) Président Directeur Général de la Société

## Après l'Offre et après exercice intégral de la Clause d'Extension

Actionnaires	Post opération 115%			
	Nombre de titres	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
ACTIVE'INVEST <sup>(1)</sup>	1 376 800	48,44%	2 753 600	58,05%
Laurent MARBACH <sup>(2)</sup>	400 000	14,07%	800 000	16,87%
Management	223 200	7,85%	347 400	7,32%
Flottant	842 105	29,63%	842 105	17,75%
<b>TOTAL</b>	<b>2 842 105</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 743 105</b>	<b>100,00%</b>

(3) Administrateur de la Société, société représentée et contrôlée par Monsieur Gilles ROLAND

(4) Président Directeur Général de la Société

## **28. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

28.1. Conseillers ayant un lien avec l'opération

Non applicable.

28.2. Autres informations vérifiées par le commissaire aux comptes

Non applicable.

28.3. Rapport d'expert

Non applicable.

28.4. Informations contenues dans le document d'Information provenant d'une tierce partie

Non applicable.

## 29. Glossaire

- **Armoire électrique** : boîtier robuste utilisé pour protéger les composants électriques ou électroniques et les appareillages de commutation ;
- **Big Data** : désigne les données massives collectées par les entreprises de toutes les industries et analysées afin d'en dégager des informations utiles ;
- **Borne arrêt minute** : borne permettant de superviser et faciliter la rotation du stationnement de courte durée dans les zones de commerce de proximité où le stationnement est limité dans le temps, en détectant l'arrivée d'un véhicule sur une place, en comptant le temps restant et en alertant la police en cas d'un dépassement de temps ;
- **Borne de recharge en gestion autonome** : contrairement à une borne de recharge connectée, la borne autonome ne nécessite pas de connexion à Internet pour fonctionner et être pilotée à distance mais fait partie du réseau électrique et dispose de sa propre gestion interne ;
- **Client grand compte** : client de taille significative pouvant représenter un chiffre d'affaires potentiellement élevé ;
- **Cloud computing** : architecture informatique qui transfère les données générées par des appareils connectés IoT vers le cloud ou un data center pour permettre son traitement ;
- **Data center** : structure *outdoor* en aluminium ou en béton accueillant un réseau d'ordinateurs et des espaces de stockage de données ;
- **Data science** : ensemble d'outils et techniques permettant l'extraction d'informations exploitables (tendances, motifs, connexions, corrélations) à partir de données brutes ;
- **Edge computing** : architecture informatique permettant le traitement de la donnée de manière décentralisée, en périphérie du réseau, c'est-à-dire là où elle est générée ;
- **Environnement sévère** : environnement caractérisé par de très hautes températures, la présence de champs magnétiques, des espaces confinés, des milieux explosifs et/ou des fortes irradiations que l'on retrouve dans des milieux industriels tels que les raffineries, les stations offshore, l'industrie chimique ou encore l'industrie agro-alimentaire ;
- **ETI** : une Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI) est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;
- **Fibre optique** : fil en verre entouré de plastique utilisé notamment dans la transmission de données et dans lequel passe internet à un débit plus élevé que le réseau classique en cuivre ;
- **Internet of Things (IoT)** : réseau d'objets interconnectés munis de capteurs capables de se connecter à d'autres terminaux et systèmes sur internet et d'échanger des données avec eux ;
- **Prestataire de Service d'Investissement (PSI)** : entreprises d'investissement et les établissements de crédit ayant reçu un agrément pour fournir des services d'investissement, à savoir : (i) réception transmission d'ordres pour le compte de tiers, (ii) exécution d'ordres

pour le compte de tiers, (iii) négociation pour compte propre, (iv) gestion de portefeuille pour le compte de tiers, (v) prise ferme et (vi) placement ;

- **Réseau d'Initiative Publique (RIP)** : projet porté par les collectivités territoriales pour mettre en place un réseau de communications, en fibre optique le plus souvent, et qui a vocation à compléter l'initiative privée (les opérateurs télécoms) pour aboutir à une couverture complète du territoire ;
- **Réseau *Fiber to the Home (FttH)*** : réseau de communication permettant l'accès à internet à très haut débit et dans lequel la fibre optique est raccordée au domicile de l'abonné ;
- **Réseau GSM-R** : standard international de communication mobile privé sans fil développé par le transport ferroviaire ;
- **Réseau *Machine to Machine (M2M)*** : ensemble de technologies réseaux sans fil ou filaires rendant des systèmes communiquant et leur permettant de s'échanger automatiquement des informations, sans intervention humaine ;
- **Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)** : définie par la commission européenne comme l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes ;
- ***Shelter NRO (nœud de raccordement optique)*** : structure *outdoor* en aluminium ou en béton offrant une protection aux équipements télécoms, notamment au point de concentration d'un réseau en fibre optique ;
- ***Small cells*** : antennes relais miniatures qui viennent en complément des antennes macro pour relayer la connexion à internet de manière efficiente et en évitant les problèmes de saturation dans les zones très denses ;
- ***Smart grid*** : réseau électrique intelligent qui, grâce à des technologies informatiques, ajuste les flux d'électricité entre fournisseurs et consommateurs pour contribuer à une adéquation entre production, distribution et consommation ;
- ***Smart territory / Smart city*** : zone utilisant le développement du numérique, de la data et de l'IoT pour améliorer la qualité de vie ses habitants à travers une meilleure gestion des ressources, tout en renforçant son attrait économique ;
- **Zone de Compatibilité Electromagnétique (CEM)** : tests mis en œuvre afin d'assurer qu'un appareil électrique ou électronique fonctionne convenablement dans son environnement électromagnétique sans que lui-même ne soit la source de perturbations électromagnétiques qui puissent nuire au fonctionnement des équipements opérant à proximité ;
- **Zone Très Dense (ZTD)** : zone caractérisée par une forte concentration de population, pour laquelle, sur une partie significative de leur territoire, il est économiquement viable pour plusieurs opérateurs de déployer leurs propres infrastructures de réseau de fibre optique, au plus près des logements.